

POUR UN RÉVEILLON DIVIN

Des recettes succulentes et des bulles!
GOURMAND

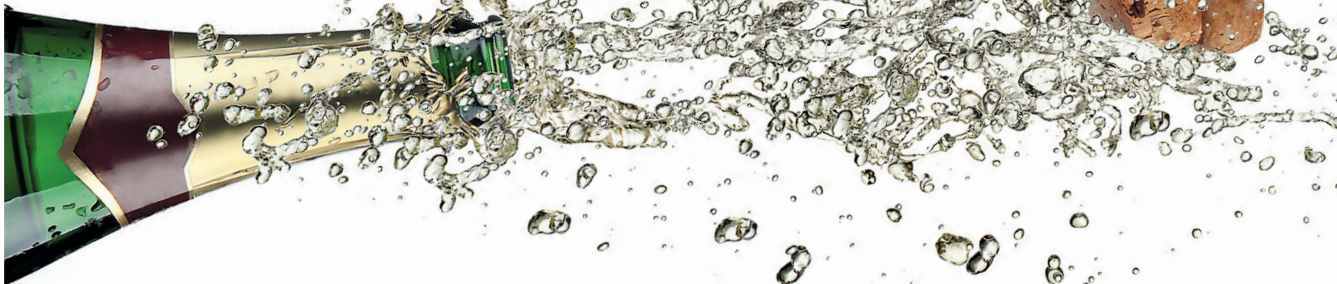


PHOTO MARIE-EVE MORASSE, LA PRESSE

FLORIDE SUR LA ROUTE DES KEYS VOYAGE

LA PRESSE

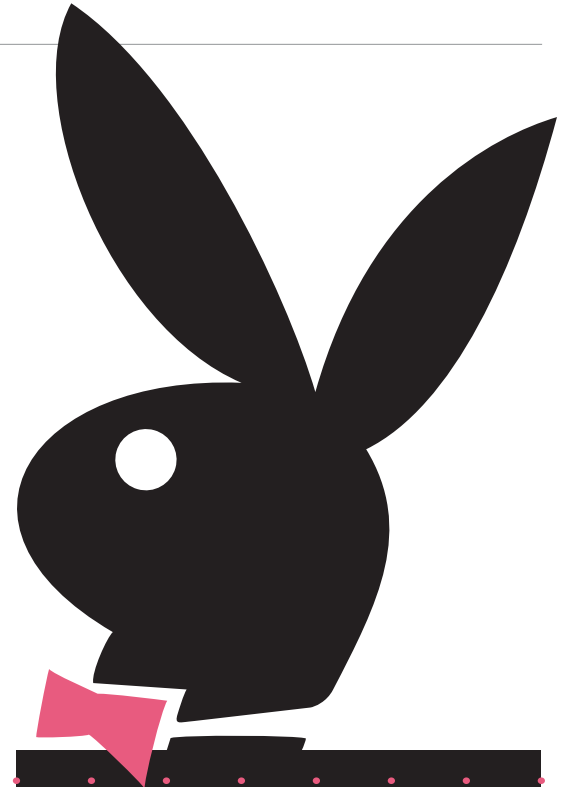


MUSIQUE

15 ALBUMS SOUS LE SAPIN

Découvrez la liste des meilleurs disques de l'année dressée par nos chroniqueurs musique. En prime : des chansons à écouter dans la cuisine, sous la couette ou au volant.

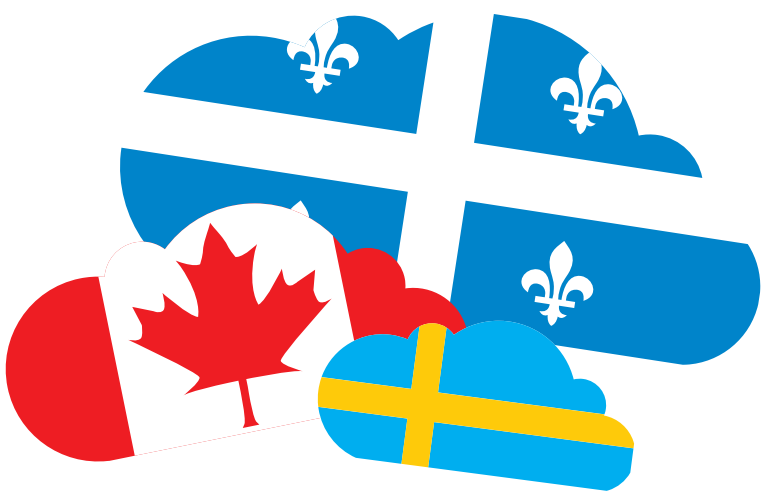
ARTS



PLAYBOY 60 ANS... ET UN PEU RINGARD

Le magazine lancé en décembre 1953 a perdu de son mordant.
PAGES A14 ET A15

PIERRE FOGLIA LES LIVRES NE SONT PAS DES RIDEAUX DE DOUCHE PAGE A12



LES 1% SOUS LA LOUPE

Un portrait inédit des 1% les plus riches au Québec, au Canada et dans le monde.

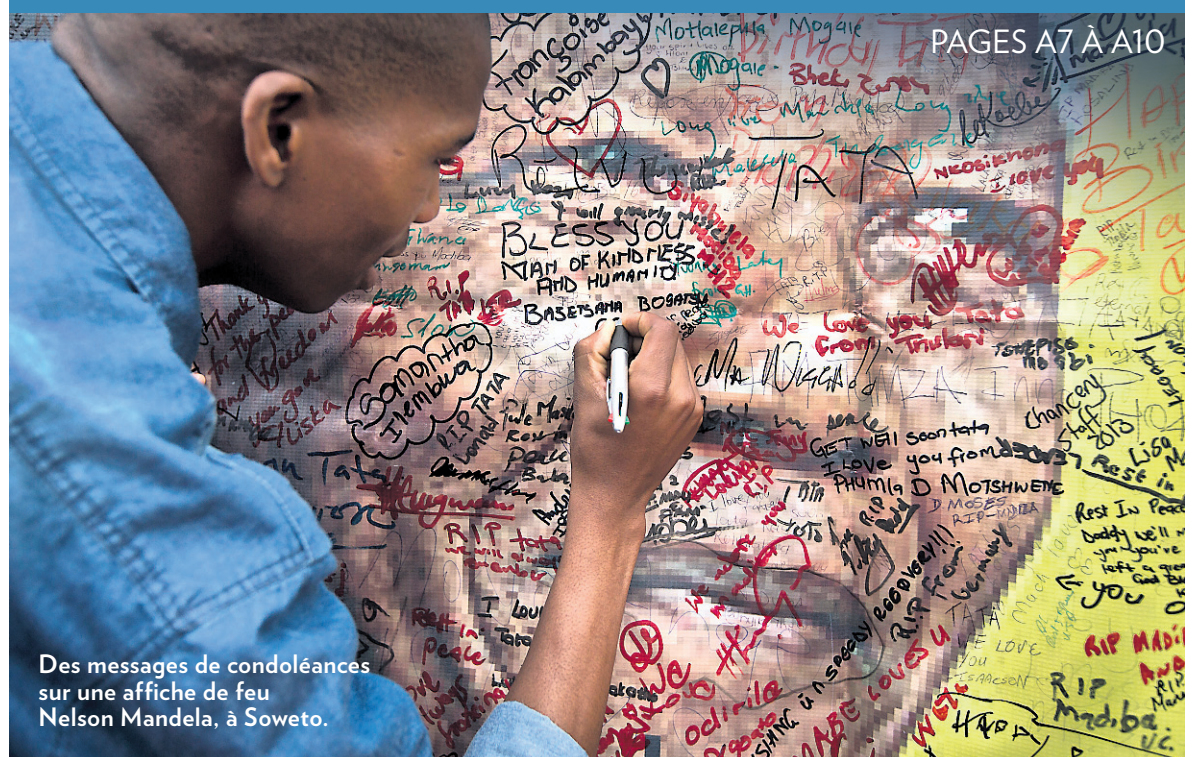
FRANCIS VAILLES QUATRE RAISONS POUR EXPLIQUER LES INÉGALITÉS AFFAIRES

« NOUS N'ALLONS JAMAIS L'OUBLIER »

Le peuple sud-africain en deuil de Nelson Mandela, « père de la nation ».

UN HÉRITAGE TRAHI

Il y a encore deux Afriques du Sud.



Des messages de condoléances sur une affiche de feu Nelson Mandela, à Soweto.

PAGES A7 À A10

PHOTO BEN CURTIS, ASSOCIATED PRESS

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

Puisque le nouveau pont Champlain sera sous autorité fédérale, est-ce que le préposé au péage pourra porter le turban ?

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



SAM 621924 45678 2

MEILLEURE LIGNE AÉRIENNE VACANCES EN AMÉRIQUE DU NORD



RÉSERVEZ AVANT LE 13 DÉCEMBRE ET ÉCONOMISEZ SUR LES VOLS SUD ET EUROPE

VOLS ALLER-RETOUR | PRIX TOUT INCLUS | À PARTIR DE

CANGUN 539\$ JANVIER, FÉVRIER ET MARS	PUNTA CANA 579\$ JANVIER ET FÉVRIER
JAMAÏQUE+ 579\$ DÉC. JANV., FÉV., MAR. ET AVR.	PARIS 699\$ JANVIER, FÉVRIER ET MARS

Contactez votre agent de voyages ou

airtransat.ca

Départ de Montréal. Prix par personne pour un vol aller-retour en classe Économique valide pour des départs spécifiques en décembre 2013, janvier, février, mars et avril 2014, selon la destination choisie. Tarifs valables pour les nouvelles réservations individuelles seulement effectuées le 27 au 9 décembre 2013. Offre 2013, pour des départs sélectionnés de décembre 2013 à avril 2014 pour les destinations Sud et de janvier à juin 2014 pour les destinations Europe. Quantité limitée de places disponibles. Les taxes de passagers, de carburant et de sécurité, les taxes de destination, les taxes de destination de l'aéroport de Montréal-Montreal-Mirabel, les taxes de destination de l'aéroport de Toronto-Pearson et les taxes de destination de l'aéroport de Winnipeg-Ryanair sont incluses dans le prix. Les taxes de destination de l'aéroport de Toronto-Pearson et les taxes de destination de l'aéroport de Winnipeg-Ryanair sont incluses dans le prix. Les taxes de destination de l'aéroport de Toronto-Pearson et les taxes de destination de l'aéroport de Winnipeg-Ryanair sont incluses dans le prix. Les taxes de destination de l'aéroport de Toronto-Pearson et les taxes de destination de l'aéroport de Winnipeg-Ryanair sont incluses dans le prix.

ACTUALITÉS

CE DIMANCHE
DANS VOTRE iPad

DÉBATS

Nos mythes sur les autochtones : Une entrevue vidéo avec l'historien Pierre Lepage



ARTS

Les romans et les essais de l'année 2013

SPORTS

Le match Canadien-Sabres sous tous les angles



AFFAIRES

Investir dans une terre à bois, est-ce rentable?

Disponible dans l'App Store

iPad est une marque de commerce d'Apple Inc., déposée aux États-Unis et dans d'autres pays.

LA PRESSE +

Le financement illégal coûte cher au PLQ

Le DGEQ lui a réclamé 33 000 \$ depuis trois mois

EXCLUSIF

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Dans les trois derniers mois seulement, le Directeur général des élections (DGEQ) a réclamé plus de 33 000 \$ au Parti libéral du Québec en remboursement pour des contributions politiques illégales, a appris *La Presse*.

La facture est nettement plus lourde que celle envoyée aux autres formations politiques. La Coalition avenir Québec a reçu une demande de remboursement de 1500 \$ pour la même période de temps, et de 400 \$ pour le Parti québécois.

Lorsque le DGEQ a amassé assez de preuves pour accuser une personne d'avoir fait une contribution illégale à un parti, il lui impose une amende. Mais l'institution se retourne aussi vers la formation politique afin de récupérer le montant d'argent donné en contravention à la loi.

« En septembre et octobre derniers, nous avons acheminé des demandes au PLQ pour que soient remboursées des contributions totalisant

27 850 \$ », a indiqué Denis Dion, du DGEQ. « Tout récemment, nous avons adressé une autre demande [...]. Le montant réclamé est de 6000 \$. »

Ces demandes de remboursement ont été envoyées cet automne liées à des contributions illégales mises au jour entre le 11 septembre et le 26 novembre derniers.

Pas d'explication

Au PLQ, on a indiqué à *La Presse* qu'un premier chèque de 27 850 \$ avait récemment été envoyé aux autorités. Le DGEQ a confirmé l'avoir reçu. « Pour le montant restant, nous venons de recevoir ces renseignements et y accorderons le suivi approprié », a écrit la porte-parole Gabrielle Collu à *La Presse*.

M^{me} Collu n'a pas voulu avancer une explication quant à la présence très importante de sa formation politique dans les demandes de remboursement formulées par le DGEQ.

« Pour nous, ce qui est important, c'est qu'il [le DGEQ] fasse son travail et que les individus qui auraient brisé nos lois en paient le prix », a-t-elle ajouté.

Quant aux deux autres partis, ils ont acquitté la totalité

de leur dû.

« À la fin novembre, la Coalition avenir Québec a fait parvenir au DGE un montant de 1500 \$ correspondant à la valeur de contributions qu'elle a reçues en contravention avec la Loi électorale », a relaté M. Dion.

« Le 28 octobre, le PQ nous faisait parvenir un montant de 400 \$ correspondant également à la valeur de contributions non conformes », a-t-il ajouté.

L'argent aux Finances

La grande majorité des fonds remboursés par les partis politiques ira dans les coffres du ministère des Finances. Dans le cas où les individus impliqués contesteraient leurs amendes et qu'un juge leur donnerait raison en affirmant la validité de la contribution, elle pourrait lui être retournée.

Seule exception: les 1500 \$ remboursés par la CAQ seront directement retournés à Mario Charpentier. Celui-ci, un ancien président de l'ADQ, avait dépassé la contribution maximale permise en 2008. La loi prévoit le retour des fonds dans cette situation.

QUELQUES DOSSIERS D'ENQUÊTE DU DGEQ

Construction Frank Catania

Fin novembre, le DGEQ a épinglé l'entreprise de construction et deux de ses cadres pour avoir illégalement versé près de 20 000 \$ au PLQ et à Union Montréal par l'entremise de prête-noms. Les deux cadres – Martin D'Aoust et André Fortin – et l'entreprise étaient déjà poursuivis pour fraude fiscale par Revenu Québec.

Le comptable d'Accurso

En octobre dernier, l'ex-comptable d'entreprises de construction de Tony Accurso (Simard-Beaudry et Louisbourg) a reçu des constats d'infraction totalisant 7000 \$ d'amende. Le DGEQ reproche

à Charles Caruana quatre contributions illégales au PLQ et à Union Montréal en 2008-2009. Il aurait utilisé des prête-noms pour ce faire.

37 infractions

Quatre dirigeants de la firme Construction DJL ont été épinglés pour de présumées contributions illégales au PLQ, à Union Montréal et à Vision Montréal. Au total, le DGEQ a émis 37 constats d'infraction, dont 17 visent DJL elle-même. Au printemps dernier, la commission Charbonneau avait entendu des témoins relater l'existence d'un système de prête-noms chez DJL.

— Philippe Teisceira-Lessard

Allocations de départ et de transition à Laval

1,5 million pour les ex-élus de Vaillancourt

KATHLEEN LÉVESQUE

Les 17 élus sortants de Laval, tous liés à l'ancienne administration de Gilles Vaillancourt, viennent d'empocher 1,5 million de dollars à titre d'allocations de départ et de transition.

En vertu de la Loi sur le traitement des élus municipaux, la municipalité a versé des indemnités à chacun des conseillers municipaux après les élections du 3 novembre dernier. Le paiement total de 1 545 391,46 \$ a été autorisé par le tuteur dont le mandat prendra fin lundi prochain, comme l'avait annoncé la Commission municipale du Québec.

La mairesse par intérim, Martine Beaugrand, a reçu 125 000 \$ en allocation de transition et près de 12 000 \$ en allocation de départ. Ses collègues Basile Angelopoulos, Benoît Fradet et Jocelyne Guertin, qui ont siégé au comité exécutif aux côtés de Gilles Vaillancourt et de ses successeurs, ont obtenu respectivement 180 000 \$, 143 000 \$ et 130 000 \$. M^{me} Guertin, ont témoigné devant la commission Charbonneau pour avoir illégalement servi de prête-nom afin de faire du financement occulte pour le parti du PRO des Lavallois.

Jean-Jacques Beldié, qui a longtemps présidé la Société de transport de Laval, s'est retiré de la politique lavalloise avec 165 000 \$. De son côté, Claire LeBel, élue en 2009 sous la bannière du PRO des Lavallois et qui a fondé un nouveau parti politique pour se présenter à la mairie cette année, a reçu 34 000 \$.

Transition à éliminer

Au cours des derniers mois, l'allocation de transition dont bénéficient les ex-élus a soulevé de nombreuses critiques, notamment lorsqu'il s'agit d'un départ volontaire. Le versement de ces indemnités a particulièrement été

critiqué dans les cas de Gilles Vaillancourt et d'Alexandre Duplessis, à Laval, et de Michael Applebaum, à Montréal.

Dans les mois qui ont suivi son départ de l'hôtel de ville, M. Vaillancourt a été accusé entre autres de gangstérisme. M. Duplessis a quitté ses fonctions à la suite d'un scandale d'ordre sexuel. Quant à M. Applebaum, il fait face à des accusations criminelles dans une affaire présumée de pots-de-vin survenue dans le cadre de projets immobiliers.

Ex-élus montréalais

Quant au paiement des allocations de départ et de transition pour les conseillers municipaux montréalais dont le mandat a pris fin avec le scrutin du mois dernier, l'opération administrative n'est pas complétée. Le service du greffe de la Ville continue de compiler toutes les informations, a-t-on précisé hier, à Montréal.

Notons, par ailleurs, que 44 des 45 élus sont concernés par ces indemnités. Seule la conseillère Cindy Leclerc n'y a pas droit puisqu'il faut être membre du conseil pendant au moins deux ans.

ALLOCATIONS VERSÉES AUX EX-MAIRES

Laval

Gilles Vaillancourt: 225 000 \$
Alexandre Duplessis: 170 000 \$
Martine Beaugrand: 137 000 \$

Montréal

Gérald Tremblay: 160 000 \$
Michael Applebaum: 270 000 \$

SOMMAIRE

Amusez-vous!	CINÉMA 12	Horaires télévision	ARTS 14
Astrologie du jour	AFFAIRES 14	Loteries	A28
Avis et encans	AFFAIRES 9	Monde	A27 à A29
Débats	A30 et A31	Petites annonces	CAHIER et AFFAIRES 4
Décès	PETITES ANNONCES 11 à 13	Sudoku	AFFAIRES 4
Emplois	AFFAIRES 14	Vin	GOURMAND 6

Météo

Ensoleillé avec passages nuageux, maximum -4, minimum -9. AFFAIRES 14

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

Nouvelle Collection TANK® MC
Mouvement Manufacture 1904 MC

CHÂTEAU D'IVOIRE

MONTRÉAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS • 1 888 883 8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

ÇA FAIT 60 ans

— QUE LES MARCHANDS IGA —

*cultivent
l'économie d'ici*



L'excellence de nos maraîchers, de nos éleveurs, de nos producteurs laitiers et de nos fromagers doit d'abord être reconnue ici, chez nous. Qui d'autre pour y contribuer que le plus grand rassemblement d'épiciers propriétaires au Québec? Qui mieux justement que le supermarché de leur région pour leur donner l'appui nécessaire? C'est pour ça que les 260 marchands propriétaires et coopératives IGA ainsi que leurs 27 000 employés choisissent et recommandent volontiers des artisans tels que la Famille Migneron Charlevoix de Baie-Saint-Paul, les Gibiers Canabec de Saint-Émile ou la Ferme Granger de Saint-Jean-sur-Richelieu. C'est cette confiance envers le savoir-faire des gens d'ici qui nous permet de vous offrir, depuis 60 ans, le meilleur de l'alimentation.

IGA 60 ans
au Québec

Une bannière de la famille

Sobey's 

POLITIQUE FIN DE SESSION À QUÉBEC



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

Pauline Marois a entretenu le flou sur le déclenchement d'élections hâtives. « Actuellement, le seul scénario sur lequel nous travaillons, c'est de continuer à servir les Québécois », s'est-elle contentée de dire.

REPORT DU DÉFICIT ZÉRO

Marois rejette toute responsabilité



TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Pauline Marois contredit son ministre des Finances, Nicolas Marceau, et rejette toute responsabilité dans le report du déficit zéro. La première ministre renvoie la balle aux économistes du secteur privé.

Nicolas Marceau faisait son mea-culpa à l'émission *Les coulisses du pouvoir*, dimanche dernier, quant à l'évaluation du déficit. Après avoir promis le retour à l'équilibre budgétaire cette année, il a annoncé dans sa mise à jour économique que le Québec serait dans le rouge pendant encore deux ans. « C'est vrai que cette fois-ci, on s'est trompé beaucoup. Je pense qu'il faut le reconnaître », disait-il en entrevue.

« Je ne suis pas d'accord avec mon ministre des Finances », a déclaré M^{me} Marois, hier, en dressant le bilan de la session parlementaire. « Je crois que mon ministre des Finances est très modeste, à tort à mon point de vue. »

Déficits prévus

Selon elle, les déficits prévus de 2,5 milliards cette année et de 1,75 milliard l'an prochain sont dus non pas aux dépenses budgétaires, mais à la « partie que l'on contrôle moins ou pas du tout » : les revenus de l'État. Et les économistes du secteur

privé se sont trompés dans leurs prévisions à ce chapitre, a-t-elle soutenu.

Dans le budget Marceau de novembre 2012, le gouvernement Marois prévoyait une croissance du PIB réel de 1,5 % en 2013 – ce sera finalement 0,9 %. La prévision n'était « ni optimiste ni pessimiste » et représentait la moyenne de celles faites par les économistes du secteur privé, a plaidé Pauline Marois, qui avait fait de l'atteinte du déficit zéro cette année une promesse. « Qu'est-ce que vous

Selon Pauline Marois, les déficits prévus de 2,5 milliards cette année et de 1,75 milliard l'an prochain sont dus non pas aux dépenses budgétaires, mais à la « partie que l'on contrôle moins ou pas du tout » : les revenus de l'État.

voulez, on prend les prévisions qui nous sont apportées ! a-t-elle lancé. On ne peut pas nous blâmer d'avoir choisi la moyenne des prévisionnistes. » Or, « il s'est avéré malheureusement, et sur cela nous n'avons pas de contrôle, que les résultats ne sont pas au rendez-vous en termes de revenus ». Quand on lui a demandé si elle tirait une leçon de cet épisode, elle a répondu : « On peut toujours dire aux économistes : essayez de travailler encore plus fort

pour nous donner de meilleures prévisions, et nous, on va les scruter encore davantage. »

Selon elle, son gouvernement a gardé la maîtrise de « ce qu'[il] peut contrôler », la croissance des dépenses de programmes. Elle est limitée à 1,9 % cette année. Elle a affirmé que son gouvernement « va essayer de faire encore mieux pour que notre économie donne de meilleures entrées fiscales ». Elle a présenté une nouvelle politique économique cet automne. Elle ne veut ni « sabrer dans beaucoup de dépenses » ni « augmenter les taxes » pour équilibrer le budget plus rapidement. Elle s'est félicitée du taux de chômage à 7,2 % et de la plus faible proportion d'assistés sociaux depuis 1975.

Elle n'a reconnu aucune erreur de sa part au cours de la session. Elle a également « beaucoup de difficulté à prendre la responsabilité » pour le faible nombre de projets de loi adoptés cette session (10). Elle a reproché à l'opposition de faire preuve de « fermeture ».

Pauline Marois a entretenu le flou sur le déclenchement d'élections hâtives. « Actuellement, le seul scénario sur lequel nous travaillons, c'est de continuer à servir les Québécois », s'est-elle contentée de dire.

La CAQ reporte son bilan

De son côté, la Coalition avenir Québec (CAQ) de François Legault a reporté à la semaine prochaine la présentation de son bilan, préférant attendre que le sort du projet de loi sur les mines soit connu.

PLQ

Pas de problème de communication, dit Couillard

Le chef libéral Philippe Couillard n'admet pas d'erreur dans les derniers mois et ne croit pas que son éloignement de l'Assemblée nationale ait empêché son parti de parler d'une seule voix.

« Je ne regrette rien, comme dit la chanson. Le temps que j'ai passé à l'extérieur de l'Assemblée, à faire le tour du Québec, a été extrêmement profitable », a-t-il répondu.

Le mois dernier, pendant que ses députés exhortaient le gouvernement péquiste à atteindre le déficit zéro, M. Couillard affirmait de façon théorique qu'il pourrait attendre jusqu'à quatre ans avant de retrouver l'équilibre budgétaire. « Je viens en politique avec l'ambition forte de parler directement aux Québécois, en montrant que je respecte leur intelligence et leur jugement », a-t-il justifié.

Il a caché à ses propres députés pendant plusieurs semaines la visite de l'UPAC au quartier général du parti. Son député Norbert Morin l'a critiqué. Sa députée Fatima Houda-Pepin a aussi attaqué les positions variables du parti sur le tchador. « J'essaie de développer un style de leadership qui rassemble et unit plutôt qu'écarte et divise », a dit M. Couillard, qui devrait gagner l'élection partielle dans Outremont lundi prochain et faire son entrée officielle à l'Assemblée nationale en février.

Les changements de décisions du parti lui ont valu le surnom de Philippe-Flop. Il ne s'en indigné pas. « Ce sont des enfantillages », dit-il.

— Paul Journet



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

Françoise David

Québec solidaire Contre le lobbyisme

Québec solidaire se félicite d'être la seule voix clairement de gauche à l'Assemblée nationale qui dénonce le « lobby » pétrolier et minier. Sa porte-parole Françoise David croit que les discussions en coulisses entre l'entreprise privée et le gouvernement mineraient la démocratie. M^{me} David promet de revenir à la charge cet hiver avec un projet de loi pour limiter le lobbying. Elle veut aussi taxer davantage les institutions financières pour renflouer les coffres de l'État.

La plus grande réalisation de Québec solidaire cet automne, selon elle : son projet de loi privé pour créer une charte de la laïcité qui reprendrait l'essentiel des recommandations de la commission Bouchard-Taylor.

— Paul Journet

L'Assemblée nationale favorable à l'inversion du flux de l'oléoduc 9B

Enbridge ne garantit pas qu'elle respectera les conditions de Québec

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Enbridge se réjouit que les élus québécois recommandent l'inversion du flux de son oléoduc 9B pour acheminer du pétrole de l'Ouest aux raffineries de Montréal et Lévis, mais elle reste pour l'instant muette sur les 18 conditions posées.

« Il est encore trop tôt [...] Nos équipes prennent connaissance du rapport et nous allons commencer ultérieurement », a indiqué le directeur des affaires publiques de la société albertaine, Éric Prud'Homme.

Parmi les demandes à Enbridge : créer une « unité de vigilance » avec Québec. Acheminer le pétrole seulement aux raffineries québécoises. Communiquer les rapports d'inspection à Québec pour lui permettre de produire une contre-expertise. Partager un plan de mesures d'urgence avec les municipalités et les aider financièrement à se préparer elles aussi. Prouver, comme l'exige désormais la loi fédérale, que sa couverture d'assurances lui permettra de rembourser jusqu'à un milliard de



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

L'Assemblée nationale approuve le projet d'inversion du flux d'un pipeline d'Enbridge, mais pose 18 conditions.

dollars en cas de catastrophe. Enfin, les élus québécois demandent à Ottawa de resserrer le contrôle sur le transport de matières dangereuses.

Favorable au projet

Pour le reste, on n'avait pas besoin de roulement de tambours hier. Sans

surprise, l'Assemblée nationale, à l'exception de Québec solidaire, s'est prononcée en faveur du projet. Le gouvernement péquiste, le Parti libéral et la Coalition avenir Québec avaient un préjugé favorable envers ce projet. Ils voulaient protéger les emplois « de la filière

de la pétrochimie, qui compte quelque 51 000 emplois au Québec », a déclaré la ministre déléguée à la Politique industrielle, Éloïse Zakaïb.

Greenpeace remet en question le nombre d'emplois menacés. Son porte-parole Patrick Bonin rappelle que selon le mémoire du Conseil du patronat, « l'industrie pétrochimique du Québec compte quelque 26 000 travailleurs, dont 73 % se trouvent dans la région de Montréal ».

Comme Greenpeace, tous les environnementalistes s'opposaient au projet, qui encouragera entre autres la production de pétrole des sables bitumineux de l'Ouest canadien. Malgré son opposition au projet, Steven Guilbeault d'Équiterre se dit « content » des conditions posées qui permettraient d'« améliorer la sécurité ». Il demeure toutefois sceptique quant à la réaction attendue de la société albertaine.

Le projet est de compétence fédérale et est donc examiné par l'Office national de l'énergie (ONE). La commission parlementaire de l'Assemblée nationale visait à poser les conditions de Québec en matière d'« acceptabilité sociale ». Le rapport a été rédigé et complété moins deux jours après la fin des audiences.

« Si l'ONE ne répond pas aux conditions de Québec, je vois difficilement comment le gouvernement pourrait se laisser faire sans mener de bataille, dit M. Guilbeault. Surtout que c'est un gouvernement du Parti québécois. »

POLITIQUE FIN DE SESSION À QUÉBEC

Un sentiment d'inachevé

DENIS LESSARD
ANALYSE

QUÉBEC — Vous voyez des sondages, le mois dernier, aujourd'hui, demain ou la semaine prochaine. Tous constatent que les Québécois sont majoritairement insatisfaits du gouvernement. Sachez que chez Pauline Marois, on ne les croit pas. Cela va beaucoup mieux, le portrait est beaucoup plus positif que ne le montrent Léger Marketing et CROP.

Au Parti québécois, on prête davantage foi aux sondages internes, menés par Repère, et analysés par Pierre Drouilly et Pierre-Alain Cotnoir. Dans ces enquêtes, la chef péquiste devance clairement Philippe Couillard, les francophones sont fidèles au rendez-vous, mobilisés par la Charte de la laïcité. Mais confrontée cet automne à la décision irrévocable – déclencher des élections ou pas –, curieusement, M^{me} Marois a vite écarté ce scénario jovialiste et joué de prudence. Tous sont convaincus que la campagne électorale a failli être déclenchée, mais on a estimé en haut lieu que le gouvernement n'avait pas un élan suffisant.

Budget hâtif prévu

On se retrouvera en février. Pauline Marois ne prorogera pas la législature pour un nouveau « message inaugural ». La formule a été testée récemment par Stephen Harper, et elle a entraîné un ressac. Dans l'entourage de M^{me} Marois, on prévoit déjà un budget hâtif, dès mars. L'opposition du PLQ étant prévisible, les yeux se tourneront alors vers les députés de la Coalition avenir Québec et leur chef François Legault. Ce dernier s'est forgé une solide réputation de kamikaze – à peine le PQ venait-il de recevoir la pire raclée de son histoire, en 2007, que le député de Rousseau, le couteau entre les dents, voulait sur-le-champ renverser le gouvernement Charest. Cette fois, il aura à composer avec son propre caucus – au vu des sondages actuels, on pourrait compter sur les doigts d'une seule main les caquistes réélus: pour la majorité d'entre eux, leur emploi actuel est

PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE
Philippe Couillard a présenté son bilan de la session parlementaire hier à Québec. Il était accompagné de Pierre Moreau (à gauche) Lucie Charlebois et Jean-Marc Fournier.

le meilleur qu'ils auront de leur vie. Personne ne sera pressé de renverser le gouvernement.

Proximité

On avait, hier, un avant-goût de cette proximité soudaine de la CAQ et du gouvernement avec le feuilleton rocambolesque du projet de loi sur les mines. Présenté à la dernière

des projets de loi pourtant majeurs, comme celui de Véronique Hivon sur l'aide médicale à mourir et le projet de loi mammoth de Bertrand St-Arnaud, le nouveau code de procédure civile.

Élections printanières

Hier, M^{me} Marois soutenait qu'elle ne songeait pas à des élections printa-

Les péquistes ont fait des gorges chaudes des « Philippe-flops ». « Des enfantillages », réplique Philippe Couillard, expliquant qu'il préférerait s'adresser « à l'intelligence et au jugement » des électeurs. Son intelligence ne fait pas de doute, son habileté politique, si.

minute, il est le fruit de négociations entre le caquiste François Bonnardel et le leader parlementaire péquiste Stéphane Bédard – la ministre Martine Ouellet a été laissée en ligne de touche.

Mais comme souvent cet automne, la machine parlementaire s'est enrayée. Les députés devront revenir la semaine prochaine pour finaliser l'adoption. De même, on aura « manqué de temps » pour faire adopter

nières, bien que ce soit le scénario privilégié chez sa garde rapprochée. « On a beaucoup de plats au feu, mon seul scénario est de servir les Québécois », a-t-elle martelé. Mais on voit la série de réformes bloquées: la Charte de la langue française, la Banque de développement économique, et probablement la Charte de la laïcité, quand, en mars, le projet de Bernard Drainville émergera de huit semaines de consultation générale.

Si elle le désire, M^{me} Marois aura alors beau jeu de dire que, justement, pour servir les Québécois, elle a besoin d'un mandat majoritaire. Le prochain budget suppose d'autres coupes sombres dans les dépenses, alors que durant tout l'automne, pour grimper dans les sondages, le gouvernement a multiplié les annonces coûteuses. Le ministre Marceau a franchement admis qu'il s'était « trompé pas mal » et avait été « pas très bon » dans ses prévisions. Ceux qui décident de la cote de crédit du Québec seront peut-être du même avis au printemps, un coup dur en campagne électorale.

Changements chez les libéraux

Côté libéral, des changements importants sont à prévoir. Hier, Philippe Couillard a passé le plus clair de son bilan de fin de session à se faire poser des questions sur ses « erreurs » de parcours: volte-face sur l'équilibre budgétaire, ouverture subite aux propositions du rapport Bouchard-Taylor sur le port de signes religieux. Les péquistes ont fait des gorges chaudes des « Philippe-flops ». « Des enfantillages », réplique-t-il, expliquant qu'il préférerait s'adresser « à l'intelligence et au jugement » des électeurs. Son intelligence ne fait pas de doute, son habileté politique si. À Ottawa, les Stéphane Dion et Michael Ignatieff se sont cassé les dents, ici, le PLQ a eu Claude Ryan. Les militants libéraux risquent de s'ennuyer rapidement des répliques cinglantes et parfois démagogiques d'un Jean Charest. La fronde de Fatima Houda-Pepin a altéré son image – des députés attendent désormais que le PLQ jette du lest et se rapproche de Bouchard Taylor sur le port des signes religieux.

Philippe Couillard a une carte à jouer: il est rassurant, sans surprise. Un peu comme Robert Bourassa. C'est d'ailleurs un vétéran de la période Bourassa que Philippe Couillard a eu choisi comme chef de cabinet. Jean-Marc Fournier, le chef parlementaire intérimaire, deviendra whip. Mais Couillard ne peut se permettre de déloger Pierre Moreau, qui a étonné tout le monde en terminant deuxième lors de la course au leadership. Avec les faux pas du chef, son manque de vindicte prévisible dans les débats, les révélations embarrassantes de la commission Charbonneau, les stratèges libéraux sont plus inquiets que leurs vis-à-vis péquistes. C'est parfois salutaire.



aeroplan

PLUS DE SAMEDIS.
PLUS DE MILLES.LES SAMEDIS
TANGERINE
7 ET 14 DÉCEMBRE 2013

EN RAPPEL

2X
LES MILLES AÉROPLANAVEC VOTRE CARTE CIBC VISA^{MC}
AÉROPLAN^{MD}, OBTENEZ LE DOUBLE
DES MILLES SUR TOUS VOS ACHATS
AU DÉTAIL ADMISSIBLES EFFECTUÉS
LES 7 ET 14 DÉCEMBRE*.

aeroplan.com/sameditangerine

Promotion du 7 décembre:
* Les achats qui sont effectués à l'aide d'une carte Aéro Or CIBC Visa, Aéro Or CIBC Visa Infinite, Aéro Or CIBC Visa pour PME ou Aéro Classique CIBC Visa ET qui sont datés du 7 décembre 2013 (samedi tangerine) et portés au compte de carte d'ici le 11 décembre 2013 par les marchands participants (pour en voir la liste complète, visitez aeroplan.com/sameditangerine) sont admissibles à l'offre.

Promotion du 14 décembre:
* Les achats qui sont effectués à l'aide d'une carte Aéro Or CIBC Visa, Aéro Or CIBC Visa Infinite, Aéro Or CIBC Visa pour PME ou Aéro Classique CIBC Visa ET qui sont datés du 14 décembre 2013 (samedi tangerine) et portés au compte de carte d'ici le 18 décembre 2013 par les marchands participants (pour en voir la liste complète, visitez aeroplan.com/sameditangerine) sont admissibles à l'offre.

Les milles seront déposés d'ici le 23 décembre 2013 dans votre compte Aéroplan (à condition que votre compte Visa soit en règle et relié à un numéro Aéroplan valide) et n'apparaîtront pas dans votre relevé de carte CIBC Visa associée à Aéroplan. Le 23 décembre 2013, les titulaires de carte CIBC Visa associée à Aéroplan recevront un courriel indiquant le nombre total de milles accumulés pendant les trois (3) jours de l'événement du 30 novembre, du 7 décembre et du 14 décembre 2013.

Parmi les marchands participants figurent des épiceries, des pharmacies, de grands magasins, des détaillants spécialisés et la plupart des détaillants en ligne, à l'exception (entre autres) des entreprises de voyages ou de divertissement, des restaurants et des fournisseurs de services de télécommunication. Consultez la liste complète des marchands participants sur aeroplan.com/sameditangerine. Les milles-bonis sont accordés selon le montant total des achats (y compris les taxes et à l'exception des frais remboursés ou contestés). Les milles-bonis s'appliquent aux transactions nationales seulement. Les milles-bonis s'ajoutent aux milles obtenus par multiplication dans les pharmacies et épiceries, comme dans l'exemple suivant. Toutes les cartes Aéro Or CIBC Visa (autres qu'Aéro Classique CIBC Visa), avec la promotion de 2X les milles : 1 mille de base + 1 mille-boni = 2 milles (ou 2,5 milles si la multiplication des milles s'applique) par dollar dépensé. Carte Aéro Classique CIBC Visa, avec la promotion de 2X les milles : 1 mille de base + 1 mille-boni = 2 milles (ou 2,5 milles si la multiplication des milles s'applique) par dollar dépensé. Carte Aéro Classique CIBC Visa, avec la promotion de 2X les milles : 1 mille de base + 1 mille-boni = 2 milles (ou 2,5 milles si la multiplication des milles s'applique) par dollar dépensé.

^{MC} Aéroplan et Aéro Or sont des marques déposées d'Alma Canada Inc.
Visa^{MC} est une marque de commerce de Visa Int./Banque CIBC usager lic.

En cas de divergence entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaut.



Innové
pour exalter



LE BLITZ DU MOIS DES FÊTES DE NISSAN

PROFITEZ DES

6

PREMIERS PAIEMENTS
À NOS FRAIS[∞]

au financement à l'achat ou la location
des modèles 2013 et 2014 sélectionnés



Versa Note 1.6 SL 2014 avec ensemble technologie illustrée⁴

AUTO VOITURE SOUS-COMPACTE
com. DE L'ANNÉE 2014



Sentra 1.8 SR 2013 illustrée⁴



Juke SL 2013 à traction intégrale illustrée⁴

VERSA NOTE 1.6 S 2014 DE NISSAN

FINANCEMENT À L'ACHAT À PARTIR DE

69\$*
/ 2 SEMAINES

0,9%
SUR 84 MOIS
AVEC 999 \$ EN COMPTANT INITIAL

PRIX AU FINANCEMENT À L'ACHAT
À PARTIR DE

13 180\$**

SENTRA 1.8 S 2014 DE NISSAN

LOCATION
BIMENSUALITÉ
À PARTIR DE **79\$[†]**

0% SUR 39 MOIS
AVEC 850 \$ EN COMPTANT INITIAL

JUKE 2014 DE NISSAN

FINANCEMENT À L'ACHAT À PARTIR DE

0,9% JUSQU'À 48 MOIS*
SUR TOUS LES MODÈLES JUKE 2014

ET **1 500\$[†]** DE RABAIS
ADDITIONNEL
SUR LES MODÈLES JUKE SL 2014

VOICI
LE TOUT NOUVEAU
ROGUE 2014 DE NISSAN
À PARTIR DE **25 243\$^{††}**



Rogue SL à traction intégrale intuitive 2014 illustrée⁴

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN DÈS MAINTENANT OU CONSULTEZ CHOISISSEZNISSAN.CA

Les offres sont en vigueur du 3 décembre 2013 au 2 janvier 2014 chez les concessionnaires Nissan participants. Les offres de financement et de location sont disponibles uniquement auprès de Nissan Finance pour une durée limitée, sont sujettes à l'approbation de crédit et sont exclusives. Les frais de transport et de prélivraison, la taxe sur le climatiseur (si applicable), les droits spécifiques sur les pneus neufs, les rabais du fabricant et les contributions des concessionnaires sont inclus. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Offres pouvant faire l'objet de changements ou modifications sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Visitez votre concessionnaire pour tous les détails. ∞ Cette offre ne s'adresse qu'aux clients admissibles à l'achat ou la location des modèles neufs de Versa Note 2014/Sentra 2013-2014/Berline Altima 2013-2014/Juke 2013-2014/Rogue 2013 lorsque immatriculé et livré entre le 3 décembre 2013 et le 2 janvier 2014. Congé sur les six (6) premiers paiements au financement à l'achat/bimensuels de location (toutes taxes incluses) jusqu'à un maximum de 500 \$ (taxes incluses) par mois. Le consommateur est responsable de tous les montants dépassant 500 \$ (toutes taxes incluses) par mois. Après les six (6) paiements au financement à l'achat/bimensuels de location, le consommateur devra effectuer tous les versements réguliers prévus pour le reste de la durée du contrat. Ces offres ne peuvent être obtenues que par l'intermédiaire de Nissan Finance et sur approbation de crédit. Ces offres s'appliquent aux contrats de location/au financement à l'achat à faible taux spécial et aux programmes de financement à taux normal de Nissan Finance. Si un client admissible à une location/au financement à l'achat auprès de Nissan Finance choisit de ne pas se prévaloir de l'option de congé de paiement de six (6) paiements au financement à l'achat/bimensuels de location, ce client recevra un (1) paiement de 500 \$/500 \$/1 000 \$/1 000 \$ avant taxes, qui sera déduit du prix de vente négocié avant taxes d'un véhicule Versa Note 2014/Sentra 2013-2014/Berline Altima 2013-2014/Juke 2013-2014/Rogue 2013. Le congé de six (6) paiements au financement à l'achat/bimensuels de location ne peut être combiné avec l'offre au comptant de NF : on ne peut choisir qu'une seule option. Cette offre est d'une durée limitée et ne peut être combinée à des remises s'appliquant à des flottes de véhicules. Les acheteurs d'un premier véhicule ne sont pas admissibles au programme. Certaines conditions s'appliquent. * L'offre de 0,9 % de financement à l'achat jusqu'à 84/48 mois est disponible à l'achat des modèles suivants : Versa Note 1.6 S 2014 (B5RG54 AA00) avec boîte manuelle/Juke 2014. Un rabais du fabricant de 1 250 \$ est inclus dans le prix à l'achat des modèles Versa Note 1.6 S 2014 (B5RG54 AA00/B5RG14 AE00) et est disponible au financement à l'achat uniquement auprès de Nissan Finance. Une contribution concessionnaire de 500 \$ est incluse dans le prix à l'achat de la Versa Note 1.6 S 2014 (B5RG54 AA00) et est uniquement disponible aux offres de financement à l'achat sur un terme de 84 mois. Exemple de financement basé sur un prix de vente de 13 180 \$ pour une Versa Note 1.6 S 2014 avec boîte manuelle, à un taux de crédit de 0,9 % pour un terme de 84 mois. Versements de 69 \$ aux 2 semaines avec 999 \$ en comptant initial et échange équivalent. L'offre est basée sur 182 versements sur 2 semaines et inclut des frais de crédit de 392,12 \$ pour une obligation totale de 13 572 \$. ** Prix au financement à l'achat de 13 180 \$ (incluant 1 250 \$ en rabais du fabricant) pour le tout nouveau Juke SL à traction avant 2014 (N5RT54 AA00) avec boîte manuelle. Un rabais du fabricant de 1 250 \$ est inclus dans le prix à l'achat des modèles Versa Note 1.6 S 2014 (B5RG54 AA00/B5RG14 AE00). Ce rabais est disponible au financement à l'achat uniquement auprès de Nissan Finance. Certaines conditions s'appliquent. † Prix au financement à l'achat pour modèles illustrés de 20 700 \$ pour la toute nouvelle Versa Note 1.6 SL 2014 (B5TG14 NA00) avec ensemble technologie et boîte CVT telle qu'illustrée/31 488 \$ (incluant 1 500 \$ en rabais du fabricant) pour le nouveau Juke SL à traction intégrale 2014 (N5XT14 LN00) avec boîte CVT tel qu'illustré. † Le rabais additionnel du fabricant de 1 500 \$ est uniquement disponible à l'achat des modèles Juke SL 2014. Le rabais additionnel sera déduit du prix de vente négocié avant taxes et peut être combiné à des taux subventionnés de financement à l'achat uniquement auprès de Nissan Finance. Certaines conditions s'appliquent. †† Prix de vente de 25 243 \$ pour le tout nouveau Rogue S à traction avant 2014 (Y6RG14 AA00) avec boîte CVT. Prix de vente pour modèle illustré de 33 343 \$ pour le tout nouveau Rogue SL à traction intégrale 2014 (Y6DG14 BK00) avec boîte CVT tel qu'illustré. ‡ L'offre de location bimensuelle est applicable à la location de la Sentra 1.8 S 2014 (C4LG54 AA00) avec boîte manuelle. Taux de financement à la location de 0 % pour un terme de 39 mois. Bimensualités de 79 \$ pour un terme de 39 mois avec 850 \$ en comptant initial ou échange équivalent. Un rabais du fabricant de 500 \$ est inclus dans le prix à la location et est uniquement disponible sur les modèles Sentra 1.8 S 2014 (C4LG54 AA00) avec boîte manuelle. Ce rabais est disponible uniquement à la location auprès de Nissan Finance. Première bimensualité requise à la signature du contrat. L'offre est basée sur 78 versements bimensuels sur un terme de 39 mois pour une obligation totale de location de 7 021 \$. Location basée sur une allocation annuelle de 20 000 km avec kilométrage additionnel de 0,10 \$ le km. Certaines conditions s'appliquent. Adressez-vous à votre concessionnaire Nissan participant pour en obtenir tous les détails. ©1998-2013 Nissan Canada Inc. et Nissan Finance une division de Nissan Canada Inc. Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

Le deuil d'un peuple orphelin

Des Sud-Africains de toutes les origines pleurent la disparition du père de la nation



SYLVIE ST-JACQUES
JOHANNESBURG

Depuis que le président Jacob Zuma a annoncé à ces concitoyens la mort de Nelson Mandela, jeudi soir sur la chaîne SABC, le deuil national a pris la forme d'une vaste chorale populaire.

« Dans la culture xhosa, qui est celle de Mandela, les gens chantent quand ils perdent un être cher », a expliqué hier Thembela Jacqueline Ramala qui, avec ses camarades de la Ward 73 Women's League, a fait le trajet du township d'Alexandra jusqu'au quartier de Houghton, lieu de résidence du défunt père de la nation sud-africaine. « Il est notre héros. Il représente tout ce que nous sommes aujourd'hui. Il nous a donné notre indépendance. Grâce à lui, nous pouvons désormais marcher à notre guise partout », a partagé M^{me} Ramala, solide et souriante cinquagénénaire, qui a traversé plusieurs décennies de ségrégation raciale.

Veillée funèbre improvisée

À Houghton, des centaines de représentants des médias du monde entier, de simples curieux et de nombreux citoyens sud-africains éplorés par la disparition de l'emblème de la lutte pour les droits civiques, entretenaient la veillée funèbre improvisée par des chants, des gerbes de fleurs, des pierres commémoratives et des chandeliers.

Assurant l'ordre autour du périmètre de la veillée funèbre, l'escouade policière veillait au grain. « Il n'y aura pas de violence », a affirmé l'un d'entre eux.

Jacob Zuma, qui s'est rendu à Houghton en milieu d'après-midi, avait peu de mots à offrir à la horde de journalistes. Devant la maison de Mandela, Magoeng Magoeng, président de la Cour suprême, a évoqué ses propres années d'emprisonnement à la prison de Robben Island pour parler de Mandela comme « du meilleur des hommes ».

Enfants, vieillards, Blancs, Noirs, musulmans ont uni leurs voix pour chanter la gloire et le legs de cette figure emblématique de la lutte pour les droits civiques. « Amandla! » (« pouvoir », en xhosa et en zoulou), entonnaient les leaders de la veillée, pour évoquer les années de lutte menées par Mandela et ses camarades Tambo, Sisulu, Slovo...

Parmi les pèlerins du mémorial de Houghton, plusieurs travailleuses domestiques se sont déplacées pour honorer celui qui a donné sa vie à la lutte pour l'égalité et la fin de la ségrégation raciale qui a divisé l'Afrique du Sud, jusqu'en 1994.

Rire et pardonner

« Monsieur Mandela est une grande partie de moi. Il a changé ma vie. Jadis, les aides domestiques comme moi ne pouvaient pas adresser directement la parole à leur "madame". Mais désormais, je peux parler à ma patronne. Nous pouvons même rigoler ensemble », a exprimé avec émotion Janet Mokwena, dame dans la soixantaine originaire du Limpopo, qui était accompagnée de sa patronne irlandaise et des deux petites filles de celle-ci, pour témoigner son respect. « Il va nous manquer, mais nous n'allons jamais l'oublier. Mandela nous a appris à rire et à pardonner. »

Sandy, étudiant de 24 ans né avec la fin de l'apartheid, a traduit pour *La Presse* les incessants chants récités par les célébrants de la veillée funèbre de Houghton. « Ils louangent Mandela, évoquent l'histoire de l'ANC, remercient la Providence pour sa naissance et évoquent la nécessité de poursuivre son œuvre. »

Fatima, Sakina, Saria, Shamira et Amara, cinq sœurs de confession musulmane âgées de 12 à 24 ans, ont elles aussi voulu rendre hommage à celui qui a transmis à leur génération des valeurs de liberté et de paix.

Pendant que les endeuillés se multipliaient à la veillée funèbre de Houghton, d'autres rassemblements pacifiques s'organisaient hier dans le quartier d'Orlando à Soweto et à Alexandria, deux lieux de domicile importants dans la vie de Nelson Mandela. En conférence de presse à Le Cap, l'archevêque Desmond Tutu a rendu un vibrant hommage à son ami de longue date, tout en répondant aux craintes de ceux qui prédisent le péril de l'Afrique du Sud, après la disparition de son héros national.

« Que va-t-il nous arriver, maintenant que notre père n'est plus? Certains suggèrent qu'après son départ, notre pays va partir en flammes. Telle suggestion est une disgrâce pour l'Afrique du Sud et une disgrâce pour le legs de Mandela. L'avenir n'est peut-être pas aussi reluisant qu'hier, mais la vie va continuer. »



PHOTO KOPANO TLAPE, REUTERS

Les Sud-Africains ont rendu hommage en grand nombre à Nelson Mandela, comme ici devant sa maison à Johannesburg.

LE 7 DÉCEMBRE

SUPER SAMEDI 25%

LIMITE DE 3 BOUTEILLES PAR PRODUIT

JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

<p>RABAIS DE 5,45\$</p> <p>16,30\$ <small>21,75*</small></p>  <p>AROMATIQUE ET SOUPLE</p>	<p>RABAIS DE 4,25\$</p> <p>12,70\$ <small>16,95*</small></p>  <p>FRUITÉ ET DOUX</p>	<p>RABAIS DE 4,85\$</p> <p>14,55\$ <small>19,40*</small></p>  <p>FRUITÉ ET GÉNÉREUX</p>	<p>RABAIS DE 6,75\$</p> <p>20,20\$ <small>26,95*</small></p>  <p>AROMATIQUE ET CHARNU</p>	<p>RABAIS DE 17,45\$</p> <p>52,30\$ <small>69,75*</small></p>  <p>AROMATIQUE ET ROND</p>
--	--	---	--	---

La modération a bien meilleur goût.

Educ **alcohol**

PRENEZ GOÛT À NOS CONSEILS

18+ Exclus de cette offre: titulaires de permis, SAQ Dépôt, SAQ.COM, SAQ Signature, agences de la SAQ et comptoirs Vin en vrac. L'offre Economisez 25% sur ces 5 produits est en vigueur le samedi 7 décembre 2013 seulement, jusqu'à la fermeture de la succursale ou l'épuisement des stocks, selon la première éventualité. Limite de 3 bouteilles par produit, par client, par transaction, pour chacun des produits suivants: Duval-Leroy Cuvée Design Paris Brut, champagne a.o.c. (code SAQ: 10516414); E. Guigal, côtes-du-rhône a.o.c. (code SAQ: 00259721); Yemula Umberto Cesari, sangiovese/merlot, rubicone i.g.t. (code SAQ: 11039787); Ménage à Trois, californie (code SAQ: 10709988); Beringer Founders' Estate, pinot noir, californie a.v.a. (code SAQ: 00903245). Quantités limitées à 66600 caisses pour tout le réseau. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

NELSON MANDELA 1918-2013

« UN HÉRITAGE TRAHI »

La transformation de l'Afrique du Sud demeure inachevée



ISABELLE HACHEY

À l'époque où il luttait contre l'apartheid, l'intellectuel sud-africain Dan O'Meara a milité pendant trois ans dans la clandestinité aux côtés d'un homme qu'il admirait profondément: Jacob Zuma. «J'avais une estime incroyable pour lui. Ma vie était entre ses mains. Il avait consacré la sienne à la lutte antiapartheid et à l'amélioration du sort du peuple sud-africain.»

Aujourd'hui, Dan O'Meara est politologue à l'UQAM. Jacob Zuma, lui, est président de l'Afrique du Sud. Et son ancien compagnon de lutte ne le reconnaît plus. «Ce n'est pas le même homme. C'est un cynique, un corrompu, qui n'hésite pas à dépenser des millions de dollars sur sa propre maison...»

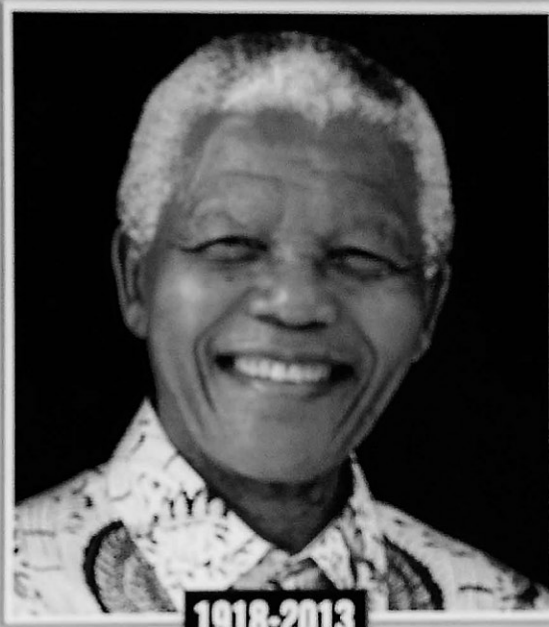
L'analyse de Dan O'Meara est sévère: Jacob Zuma et son entourage ont «trahi la mission historique» de leur parti, le Congrès national africain (ANC). «Ce groupe a tourné le dos au rêve de Nelson Mandela, qui voulait démanteler l'héritage socio-économique de l'apartheid, dit-il. Au lieu de s'attaquer à la pauvreté de la grande majorité des Noirs, on a amélioré la situation d'un tout petit nombre de Noirs issus de la classe moyenne.»

Sombre bilan

Corruption, népotisme, culture d'impunité: depuis son accession à la présidence, en 2009, Jacob Zuma en est venu à symboliser tout cela, et pire encore. Les 20 millions de dollars consacrés l'an dernier à la rénovation de sa maison familiale, au KwaZulu-Natal, n'ont fait que noircir davantage une image déjà fort ternie.

En août 2012, le président a aussi été critiqué pour la mollesse de sa réponse au massacre de 34 grévistes de la mine de Marikana par la police sud-africaine. Un massacre qui a donné l'impression que, deux décennies après la fin de l'apartheid, la vie d'un Noir ne compte pas plus qu'à l'époque de la ségrégation en Afrique du Sud. Et qui a rappelé l'ampleur

Icon of our struggle
Father of our Nation



Rest in Peace



PHOTO SIYABULELA DUDA/GCIS, REUTERS

Le président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, quelques instants avant d'annoncer à la presse les dispositions pour les funérailles de Nelson Mandela.

du fossé qui demeure entre les Blancs et les Noirs – mis à part une petite élite noire fabuleusement riche, issue des rangs de l'ANC.

«Il y a deux Afriques du Sud: l'une qui gazouille sur Twitter à propos des meilleures technologies et l'autre qui ne mange pas», écrit Ferial Haffajee, éditrice du journal sud-africain *City Press*.

En effet, les inégalités sociales sont toujours énormes au sein de la nation arc-en-ciel.

s'entassent encore dans les taudis des bidonvilles, souvent sans accès à l'eau courante.

Pas de réforme économique

Évidemment, il faut du temps pour réparer 300 ans de colonialisme et d'injustices. Nelson Mandela, aussi génial fût-il, ne pouvait pas faire de miracles. Reste que les dirigeants de l'ANC – y compris Mandela – ont sans doute commis une erreur en renonçant à appliquer les politiques

Nelson Mandela et ses successeurs ont institué des politiques néolibérales massives. «La pression venant de l'Occident, du FMI et de la Banque mondiale était sans doute irrésistible. Mais ils ont cédé trop rapidement et sont allés beaucoup trop loin», estime M. O'Meara.

Pas de plan Marshall

«Ils espéraient attirer des investissements étrangers, mais cela ne s'est pas concrétisé, dit Linda Freeman, profes-

Au nom de la réconciliation, la réforme agraire promise par l'ANC n'a ainsi jamais eu lieu, déplore pour sa part Pierre Beaudet, de l'Université d'Ottawa. «Le secteur agro-industriel est prospère et rapporte des devises. Il y a 50 000 fermiers blancs au cœur de cette industrie. Alors, on n'y a pas touché. Mais il y a un coût à payer: des millions de paysans sans terre qui grossissent les bidonvilles. On les laisse crever. L'intention de départ était bonne, mais 20 ans plus tard, les gens s'impatientent.»

«Aujourd'hui, il y a beaucoup de pressions pour fournir des emplois et un accès aux terres, ajoute Tim Stapleton, de l'Université Trent, en Ontario. Pour enrayer la pauvreté de la vaste majorité, le gouvernement doit intervenir dans l'économie, en nationalisant, par exemple, les entreprises et les terres. Or, en faisant cela, il risque de déstabiliser le pays... et de détruire toute son économie! Personne n'a envie de répéter le désastre du Zimbabwe.»

«[Jacob Zuma et l'ANC] ont tourné le dos au rêve de Nelson Mandela. Au lieu de s'attaquer à la pauvreté de la grande majorité des Noirs, on a amélioré la situation d'un tout petit nombre de Noirs issus de la classe moyenne.»

— Dan O'Meara, politologue à l'UQAM, qui a milité contre l'apartheid aux côtés de Jacob Zuma

Un Blanc peut espérer vivre jusqu'à 71 ans, tandis qu'un Noir doit s'attendre à mourir à 48 ans. En moyenne, le premier gagne un salaire huit fois plus élevé que le second. Plus d'un million de familles

de redistribution des richesses qu'ils avaient pourtant promises, estiment plusieurs experts interrogés par *La Presse*.

Craignant de déstabiliser le pays, craignant aussi d'apeurer les investisseurs étrangers,

seure à l'Université Carleton. L'Afrique du Sud n'a pas eu de plan Marshall. En libéralisant autant le marché, elle a plutôt perdu une grande partie de son industrie formelle, et près d'un million d'emplois.»

Mandela et nous

VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

Lorsque mes parents ont décidé, en 1965, de quitter la France avec mes cinq frères et sœurs, ils avaient trois destinations en vue: le Québec, l'Australie et l'Afrique du Sud.

Ce fut finalement le Québec, où je suis né l'année suivante. Bon choix, même si encore aujourd'hui, chaque fois que je vois une photo de koala, je leur en veux secrètement de m'avoir fait nord-américain plutôt qu'océanien.

L'option Afrique du Sud, par contre, m'a toujours laissé perplexe. En découvrant les horreurs de l'apartheid, dans les années 70, 80 et 90, je me suis souvent demandé comment une famille de Blancs comme la nôtre aurait pu vivre normalement dans un pays défiguré par ce régime abject. Aurions-nous dû choisir un camp? Rester neutres, donc vaguement complices? Aurais-je été, une fois adulte, à la hauteur des idéaux défendus par Nelson Mandela, ce géant? Aurais-je été témoin ou acteur? Ces questions me hantent toujours.

En 2010, je suis allé en Afrique du Sud pour *La Presse* à l'occasion de la Coupe du monde de soccer, et j'ai rencontré des Blancs de mon âge dont les parents ont lutté auprès des Noirs, avec l'ANC,

certains prenant même les armes.

Cette lutte leur a coûté cher. Doublement. Rénies par les Blancs ségrégationnistes et néanmoins constamment suspects aux yeux de certains Noirs. Sans compter qu'ils étaient régulièrement la cible des services de renseignement du régime.

Un des plus grands exploits de Nelson Mandela, une fois au pouvoir, fut de maintenir une paix relative dans son pays, de contenir le déferlement meurtrier de la majorité noire contre la minorité blanche, dont une certaine partie profitait du régime d'apartheid.

Nelson Mandela ne voulait pas être président, il a fallu que ses plus proches collaborateurs et amis le convainquent, même si tout son peuple le réclamait. Et une fois président, il n'a fait qu'un mandat. Rien que ça, déjà, c'est admirable.

Il a su aussi se montrer reconnaissant envers les pays et leurs leaders qui se sont opposés à l'apartheid, dont le Canada.

Déjà, en 1961, John Diefenbaker avait ouvertement critiqué ce régime lors d'une rencontre du Commonwealth, ce qui avait conduit au retrait de l'Afrique du Sud de cette organisation.

Quelques mois après sa libération, en 1990, Nelson Mandela était venu au Canada à l'invitation du premier ministre Brian Mulroney, qui s'était lui aussi farouchement opposé au régime raciste de Pretoria, provoquant même de vives tensions avec Margaret Thatcher.

À ce jour, l'opposition du Canada et les campagnes de M.M. Diefenbaker et Mulroney contre l'apartheid figurent encore parmi les plus hauts faits d'armes du Canada sur la scène internationale.

Dans un discours à la Chambre des communes, en 1990, M. Mandela avait remercié chaleureusement

honoraire du Canada, en plus de recevoir l'Ordre du Canada.

Dans ses mémoires, Jean Chrétien raconte à quel point il était impressionné par le charisme de Nelson Mandela, ajoutant que jamais, lors de leurs longues conversations privées, celui-ci n'a manifesté la moindre colère ou rancune contre le régime et ses oppresseurs qui l'ont emprisonné pendant 27 ans.

L'après-Mandela

La disparition de Nelson Mandela plonge, bien sûr, son pays dans le deuil, mais elle soulève aussi une autre question: est-ce que l'ANC,

L'Afrique du Sud est loin d'être arrivée au bout. Idem pour notre engagement, qui ne devrait pas disparaître avec Nelson Mandela.

M. Mulroney pour son implication notamment au sein du Commonwealth, lui demandant par ailleurs de maintenir les sanctions sur le régime sud-africain tant que des élections libres n'auraient eu lieu.

Lors d'une escale de ravitaillement de son appareil à Goose Bay, au Labrador, sur le chemin du retour, Nelson Mandela avait échangé avec de jeunes autochtones, un épisode qui l'avait marqué et dont il allait reparler plus tard dans ses mémoires.

En 2001, sous le gouvernement de Jean Chrétien, Nelson Mandela est devenu le premier étranger à obtenir de son vivant le titre de citoyen

du parti politique légendaire dans lequel il a milité dès ses plus jeunes années, pour lui survivre?

Au pouvoir depuis 19 ans, l'ANC ne cesse de s'enliser dans les bas-fonds politiques. Corruption, népotisme, incompétence, fraude électorale, autoritarisme, les successeurs de Nelson Mandela ont fait capoter ce qui fut, pendant des décennies, le véhicule de libération de tout un peuple.

C'est particulièrement vrai du président actuel, Jacob Zuma, un personnage louche et autoritaire aux mœurs et aux accointances douteuses qui a fait reculer l'Afrique du Sud, annihilé les avancées

démocratiques, institutionnalisés la corruption et abandonné son peuple.

L'archevêque anglican Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix et partenaire de lutte de Nelson Mandela, avait dit en 2010 que ce dernier serait profondément blessé s'il connaissait toutes les turpitudes de ses successeurs.

Puis, au début de cette année, M^{re} Tutu a carrément largué l'ANC. «J'ai voté toutes ces années pour l'ANC, mais malheureusement je ne pourrais plus voter pour eux vu la manière dont les choses ont tourné», a-t-il déclaré.

Desmond Tutu, maintenant âgé de 81 ans, ajoutait: «Le meilleur hommage à Mandela serait une démocratie réelle et en marche en Afrique du Sud.»

Cette déclaration de M^{re} Tutu fait échos au discours prononcé par Nelson Mandela devant la Chambre des communes, il y a 23 ans:

«Nous sommes certains que vous [Brian Mulroney] et le reste du peuple canadien resterez avec nous jusqu'au bout, non seulement dans notre combat pour mettre fin au régime de l'apartheid, mais aussi dans nos efforts pour bâtir un avenir heureux, pacifique et prospère pour tous les habitants de l'Afrique du Sud et de l'Afrique australe.»

Un quart de siècle plus tard, l'Afrique du Sud est loin d'être arrivée au bout. Idem pour notre engagement, qui ne devrait pas disparaître avec Nelson Mandela



Pour joindre
notre chroniqueur:
vmarissal@lapresse.ca

NELSON MANDELA 1918-2013

Une source d'inspiration

Dans les années 80, les artistes ont contribué à exercer une pression irrésistible pour faire libérer Mandela et mettre fin à l'apartheid. Encore aujourd'hui, la vie de Mandela reste source d'inspiration artistique.

JUDITH LACHAPELLE

Des chansons

Free Nelson Mandela - The Specials (1984)

À l'époque, même si Mandela a déjà passé une bonne vingtaine d'années en prison, son sort émeut encore trop peu de gens en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Jusqu'à ce que le chanteur britannique Jerry Dammers dénonce cette injustice avec des cuivres, des rythmes ensoleillés et un refrain contagieux. L'œuvre est un succès

commercial tant en Europe et en Amérique qu'en Afrique, et propulse le mouvement antiapartheid.

Asimbonanga - Johnny Clegg (1986)

« Nous ne l'avons pas vu », chante Johnny Clegg en zoulou avec *Asimbonanga* en 1986. « Je suis de cette génération qui a grandi sans savoir à quoi Mandela ressemblait », a raconté au printemps dernier le chanteur sud-africain au magazine *Nouvel Observateur*. « À l'époque, nous savions qu'il était emprisonné sur Robben Island, mais comme nous n'étions pas autorisés à avoir une photo de lui, c'était pour nous un symbole sans visage, une étoile qui brillait dans notre ciel. »

Freedom Now - Tracy Chapman (1989)

Catapultée au rang de star après sa performance au grand concert réclamant la libération de Mandela en 1988, la chanteuse américaine a lancé l'année suivante son album *Crossroads*, sur laquelle figurait cette pièce en hommage au

leader. « Ils l'ont mis en prison/ Et l'ont gardé là/ En espérant que sa mémoire disparaisse. »

Ordinary Love - U2 (2013)

S'inspirant du film *Mandela. Le long chemin vers la liberté*, Bono a dit avoir voulu décrire par cette chanson « le vrai Nelson Mandela ». « Nelson Mandela nous a surtout montré comment aimer plutôt que haïr », a déclaré le chanteur de U2 hier.

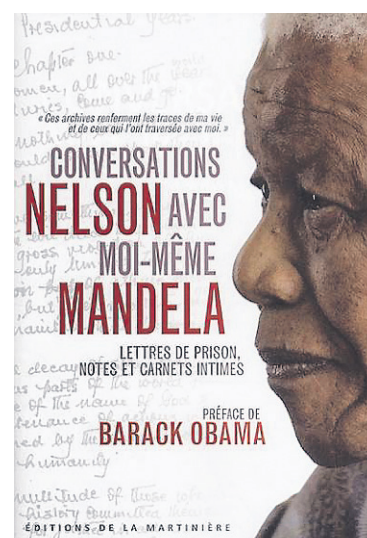
Des livres

Un long chemin vers la liberté - Nelson Mandela (1993)

Mandela a commencé à rédiger ses souvenirs alors qu'il était emprisonné au pénitencier de l'île de Robben en 1974. Il y raconte son enfance, son engagement politique, son long emprisonnement puis sa libération, en 1990.

Conversations avec moi-même : lettres de prison, notes et carnets intimes - Nelson Mandela (2010)

Préfacé par Barack Obama, ce recueil rassemble les notes



et correspondances du président sud-africain, ses journaux intimes des années 60 et des lettres écrites derrière les barreaux durant ses 27 ans d'emprisonnement.

Des films

Invictus (2009)

Un an après son accession à la présidence d'un pays profondément déchiré, Nelson Mandela saisit l'occasion d'une finale de la Coupe du monde de rugby en Afrique du Sud pour appeler à la réconciliation nationale. Mais l'équipe des Springboks, formée quasi exclusivement de joueurs blancs, n'a offert jusqu'ici que des performances moyennes. Clint Eastwood

raconte comment Mandela (Morgan Freeman) et le capitaine de l'équipe François Pienaar (Matt Damon) chemineront ensemble pour mener à cette victoire éclatante et extrêmement symbolique du 24 juin 1995.

Mandela. Un long chemin vers la liberté (2013)

Basé sur l'autobiographie de Nelson Mandela, le film de Justin Chadwick raconte la vie de l'ancien président, de sa jeunesse à l'accession historique à la présidence. Très attendu, il sera en salle à partir du 25 décembre.

IL Y A LES VACANCES, ET LES VACANCES-AU-CLUB-MED



Les vacances tout compris au Club Med incluent vraiment tout. C'est la garantie d'un voyage sans soucis à un rapport qualité-prix sans pareil. Nous vous invitons à découvrir les 71 destinations du Club Med, ses programmes d'encadrement primés pour les enfants, son École de sport qui comble petits et grands et ses G.O.[®] soucieux de rendre votre séjour inoubliable. **Découvrez qu'il y a les tout compris, et le tout-compris-Club-Med.**

LES ENFANTS DE MOINS DE 4 ANS SÉJOURNENT GRATUITEMENT**

Pour en savoir plus ou pour réserver, contactez votre professionnel du voyage, composez le **1 800 CLUBMED**, ou visitez le **www.clubmed.ca**.



L'HIVER AU SOLEIL
TOUT COMPRIS

7 NUITS
VOLS INCLUS

À PARTIR DE

1 599 \$*

PAR ADULTE

RÉSERVEZ AVANT LE 9 JANVIER POUR
UN SÉJOUR JUSQU'AU 27 JUIN 2014

ET VOUS, LE BONHEUR, VOUS L'IMAGINEZ COMMENT? **Club Med**



* Le prix indiqué en exemple est par personne basé sur une occupation double en chambre Club au Village de Columbus Isle avec départ le 3 juin 2014 depuis Montréal (séjour de 7 nuits minimum à Columbus Isle), vol aller-retour et transferts vers le Village étant inclus. Valable pour des nouvelles réservations individuelles seulement et pour des dates de voyage spécifiques jusqu'au 27 juin 2014. Doit être réservé avant le 9 janvier 2014. L'offre est sujette à un contrôle du remplissage et peut augmenter n'importe quand. Certaines dates non disponibles à la réservation. Pour Turquoise, les invités doivent être âgés de 18 ans et plus. À Columbus Isle, les invités doivent être âgés de 2 ans et plus. Les frais de membre Club Med sont en supplément et sont de 60 \$ par adulte et de 30 \$ par enfant. D'autres restrictions peuvent s'appliquer, incluant les termes de la brochure et les frais de modification/annulation. Club Med n'est pas responsable des erreurs ou omissions. Pour des voyages réservés par un agent de voyages du Québec, les prix n'incluent pas la contribution au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 25 \$ par tranche de 1 000 \$ de services touristiques achetés. Permis du Québec. ** Le séjour des enfants de moins de 4 ans est gratuit dans la plupart de nos Villages familiaux y compris : Sandpiper Bay, Floride; Isaga Pacific et Cancun Yucatan, Mexique; Punta Cana, République dominicaine; Columbus Isle, Bahamas; Les Boucaniers, Martinique et La Caravelle, Guadeloupe. Les billets d'avion des enfants doivent être payés par le client si les vols sont réservés par Club Med. Les enfants séjournant gratuitement doivent être logés dans la même chambre ou la même unité communicante que les adultes payant leur séjour. Certaines restrictions de dates s'appliquent.

NELSON MANDELA 1918-2013

La cellule de Mandela



**STÉPHANE
LAPORTE**
COLLABORATION SPÉCIALE
CHRONIQUE

Le 25 février 2008. C'est en réalisant un documentaire sur la tournée mondiale de Céline Dion que je me retrouve ici. Devant la cellule de la prison de Robben Island où Nelson Mandela a vécu 18 de ses 27 années à l'ombre. Entre deux concerts en Afrique du Sud, la star est venue s'y recueillir. La caméra la filme discrètement. Émue, Céline sort du cachot et poursuit sa visite des lieux, l'équipe de tournage à sa suite.

Avant de les rejoindre, je m'attarde un moment dans la minuscule cellule. C'est grand comme une penderie (pas une penderie de Céline, une garde-robe normale.) Tout a été laissé exactement comme lorsque Nelson Mandela y a passé des milliers de jours et de nuits. Pas de lit, une simple couverture au sol. Une petite table de chevet verte, une assiette et un

bol déposés dessus. C'est tout. C'est ici que Mandela a libéré un peuple.

C'est ce qu'il y a de plus fascinant dans l'histoire de ce héros. Mandela n'était pas un révolutionnaire caché dans la brousse et préparant un coup d'État. Mandela était un révolutionnaire enchaîné, détenu par les autorités. Un être complètement neutralisé. Et pourtant, il a mené les siens à la victoire.

Comment? Parce que les barreaux empêchent le corps de passer, pas l'esprit. L'esprit de Mandela n'a jamais été enfermé. Ça se sent du fond de sa cellule. L'endroit a beau être funeste, vide et pauvre, on perçoit une présence qui le remplit. Quelque chose d'invisible qui s'appelle l'espoir. Mandela en a laissé des tonnes.

Tout dans ce décor est conçu pour briser, pour réduire, pour

humilier, pour assujettir. C'est fait pour qu'on s'y sente comme un chien. Mandela y est devenu un sauveur.

Quand on visite le palais de Versailles, on admire la richesse des lustres, des miroirs, du mobilier, des fresques et des fontaines. Quand on visite la cellule du matricule 46 664 de la prison de Robben Island, on admire la richesse du cœur de l'être humain. On n'a besoin de rien, tout est en nous. Faut juste le trouver, ce tout en nous. Mandela l'avait trouvé. C'est pour cela qu'il était invincible. Vous ne pouvez pas démunir quelqu'un de ses plus belles possessions, parce qu'elles sont en lui.

Mandela était plus libre que ses gardiens. Leur esprit était soumis aux ordres. Pas celui de Mandela. Il n'y a que son corps qui croupissait en prison. Sa vision volait haut. Mandela n'avait pas de lit pour rêver, pourtant il a fait le plus grand rêve qui soit. Le rêve qu'on réalise.

Plus le gouvernement faisait taire Mandela, plus on l'entendait. Plus on l'isolait, loin du continent, sur une île perdue, plus il était présent partout dans

le pays. Le tuer aurait provoqué le plus terrifiant des soulèvements. Les Blancs étaient pris avec lui. Un seul homme dans une cellule vide était plus fort que toutes leurs armées. Parce que cet homme était aimé. Il avait gagné le respect d'un peuple persécuté. Et ce que ces milliers de gens n'étaient pas prêts à faire pour eux, ils étaient prêts à le faire pour lui. Parce qu'il était le symbole de tous ces «eux» ensemble. Mandela était l'incarnation d'un combat juste. Aucun tyran ne peut venir à bout de ça. Mais ça prend du temps et de l'acharnement.

On lui a souvent offert sa liberté en échange de la mise en veilleuse de sa lutte pour l'égalité. Il a toujours refusé. Il préférerait être un homme libre en prison, qu'un homme soumis en liberté.

Je ne me suis jamais autant senti comme dans une église alors que j'étais dans la cellule de Mandela. Jamais un endroit n'a autant porté à réflexion. S'il y a une place qui vous fait croire en l'être humain, à sa bonté, à sa grandeur, c'est cet espace entouré de barreaux blancs.

Jeudi, quand sur le site de LaPresse.ca est apparue l'annonce de la mort de Mandela, c'est là-bas que mon esprit s'est immédiatement retrouvé. Sur cette île éloignée entourée de

pingouins. Sur cette île où on a tenté «d'éteindre» un homme, sans y parvenir. Je me suis dit que la mort n'y parviendra pas non plus.

À travers sa petite fenêtre à barreaux, Mandela regardait le ciel dans les yeux. C'est sûrement de cette immensité qu'il puisait le courage de vivre cloisonné. Aujourd'hui, il en fait partie.

Mandela a libéré tous les hommes. Il a libéré la condition des Noirs exploités et la mauvaise conscience des Blancs qui laissaient faire. Tout le monde aujourd'hui est mieux dans sa peau, grâce à lui.

Quand j'entends le concert d'éloges à son sujet, venant des quatre coins du globe, la même question qui me bouleversait dans sa prison me revient: comment? Comment un seul homme, en prison, a-t-il pu faire tout ça? Comment une seule vie a-t-elle pu avoir autant de sens? Une seule réponse possible: l'amour.

S'il suffisait d'aimer chante Céline. Parfois, il suffit. Mais pour ça, il faut aimer autant que Mandela.

C'est la question qui suit qui fait mal. Pourquoi n'en sommes-nous pas capables? Pourquoi, je n'en suis pas capable?

Monsieur Mandela, où que vous soyez, faites comme vous avez toujours fait, continuez à nous aider.



HYUNDAI | NOUVELLES IDÉES.
NOUVELLES POSSIBILITÉS.™

HyundaiCanada.com

JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE
SUR MODÈLES SÉLECTIONNÉS

12 mois sans paiement[®]

FINANCEMENT[®]
0%

GARANTIE
7 ANS / 120 000 KM






Modèle GLS 5 portes montré

Modèle Limited montré

Modèle Limited montré

Modèle Limited montré

OU OBTENEZ DES AJUSTEMENTS[†] DE PRIX JUSQU'À

ACCENT 5 PORTES 2013	ELANTRA 2013	SONATA 2013	SANTA FE SPORT 2013
2 319 \$	4 519 \$	4 750 \$	3 000 \$

™ Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. Prix des véhicules montrés : Accent GLS 5 portes 2013, transmission automatique à partir de 20 614 \$ / Elantra Limited 2013, transmission automatique à partir de 24 964 \$ / Santa Fe Sport 2.0T Limited 2013 à traction intégrale à partir de 40 374 \$ / Sonata Limited 2013 à partir de 30 764 \$. Frais de 115 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus et taxe de 100 \$ sur le climatiseur sur les modèles équipés d'un climatiseur), livraison et de destination de 1 550 \$ / 1 550 \$ / 1 760 \$ / 1 650 \$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, du RDPRM (maximum 76 \$) et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un réservoir plein de carburant. Ⓜ Financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai. Exemple de financement : l'Accent L 5 portes 2013, transmission manuelle à partir de 14 939 \$ à un taux annuel de 0 % pour 24 mois. Paiement de 288 \$ aux 2 semaines. Comptant initial requis de 0 \$. Coût de prêt (incluant les frais maximum du RDPRM de 76 \$) : 76 \$. Pour une obligation totale de 15 015 \$. Frais de 115 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus et taxe de 100 \$ sur le climatiseur sur les modèles équipés d'un climatiseur), livraison et de destination de 1 550 \$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, du RDPRM (maximum 76 \$) et taxes applicables en sus des offres de financement à l'achat et sont payables au moment de la livraison. Tous les détails chez votre concessionnaire Hyundai. † Le calcul des ajustements de prix se fait à partir du prix de base de chaque véhicule. Ajustements de prix jusqu'à 2 319 \$ / 4 519 \$ / 3 000 \$ / 4 750 \$ offerts sur les modèles L 2013, boîte manuelle / Elantra L 2013, boîte manuelle / Santa Fe Sport Premium 2.0T 2013 à traction intégrale (sur achats comptants seulement) / Sonata SE 2013, boîte automatique (sur achats comptants seulement). Les ajustements de prix s'appliquent au prix avant taxe. Cette offre ne peut être combinée ou utilisée en conjonction avec toute autre offre disponible. Cette offre ne peut être transférée ni cédée. Aucun échange de véhicule requis. Ⓜ Le report des paiements (aucun paiement pour une période allant jusqu'à 12 mois) s'applique uniquement aux offres de financement à l'achat, sur approbation du crédit. Les paiements pour les offres de financement à l'achat sont effectués en arriérés. Si le report des paiements est choisi, le terme du contrat sera prolongé de 11 mois pour les contrats de financement à versements mensuels. Hyundai Auto Canada Corp. paiera les intérêts déduisant du report des paiements pendant les 11 premiers mois pour les contrats de financement à versements mensuels. Après cette période, les intérêts commenceront à s'accumuler et l'acheteur remboursera le capital et les intérêts chaque mois pour la durée restante du contrat. Un versement initial équivalent à 10 % du prix d'achat est requis. †† Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Contactez votre concessionnaire pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. ††† La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien. La garantie 7 ans / 120 000 km est constituée de la Garantie Globale Limitée de 5 ans / 100 000 km et d'une couverture supplémentaire de 2 ans / 20 000 km sous le Plan de Protection de Hyundai. La couverture supplémentaire respecte les termes et conditions du Plan de Protection Hyundai. Crédit pour la garantie 7 ans / 120 000 km d'une valeur allant jusqu'à 364 \$ / 394 \$ / 636 \$ / 510 \$ offert pour les modèles Accent 2013 / Elantra 2013 / Santa Fe 2013 / Sonata 2013 (sauf modèle Hybrid). Le crédit s'applique avant les taxes. Le crédit ne peut être combiné ou jumelé à aucun autre crédit disponible. Le crédit est non transférable et ne peut être réaffecté. Contactez votre concessionnaire pour tous les détails.

1000\$	1000\$
500\$	500\$
100\$	100\$
1,60\$	8,01\$
1,60\$	16,03\$

Si votre solde quotidien moyen est de :
Les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de :

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :
Sur le versement mensuel de 1000\$, le premier versement mensuel est facturé sur le relié de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum du est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5% annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 499\$ avant taxes pour les appareils électroniques et de 799\$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat et les EcoFrais si applicables. Le premier versement mensuel est facturé sur le relié de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum du est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5% annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.



Brault & Martineau

Pour le meilleur et pour le prix

TOUT est réduit!

SUR LES MEUBLES, MATELAS, ACCESSOIRES DE DÉCORATION, ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES

Mobilier de salon modulaire réversible
De style transitionnel, assises à ressorts
Livraison gratuite

• Pouf 5,53 \$*/mois ou 199 \$

Prix réduit à
2219\$^{*/36 mois}
ou
799\$
2 mcx

Comprend :
1 table et 4 chaises

Mobilier de salle à manger
De style contemporain, fini marbre,
table de 152 x 91 cm (60 x 36 po)
Livraison gratuite

• Buffet
16,64 \$*/mois ou 599 \$

Prix réduit à
1386\$^{*/36 mois}
ou
499\$

Mobilier de chambre
De style contemporain
Livraison gratuite

• Chiffonnier 9,14 \$*/mois ou 329 \$
• Armoire avec miroir 13,86 \$*/mois ou 499 \$

Comprend :
bureau, miroir, 2 tables de nuit,
tête, pied et côtés de lit

Prix réduit à
3331\$^{*/36 mois}
ou
1199\$

Mobilier de cuisine de hauteur pub
De style moderne, table ronde de
122 cm (48 po) de diamètre
Livraison gratuite

Comprend :
1 table et 4 tabourets

Prix réduit à
1942\$^{*/36 mois}
ou
699\$

Danby® Réfrigérateur à vin
Pouvant contenir jusqu'à 45 bouteilles,
thermostat numérique, plage de
températures programmable de 4-18 °C
Livraison gratuite

Prix réduit à
831\$^{*/36 mois}
ou
299\$

Danby® Réfrigérateur à vin
Pouvant contenir jusqu'à 45 bouteilles,
thermostat numérique, plage de
températures programmable de 4-18 °C
Livraison gratuite

Prix réduit à
831\$^{*/36 mois}
ou
299\$

FRIGIDAIRE Réfrigérateur de 18,2 pi³
2 tablettes ajustables en verre
pleine largeur, 2 bacs à humidité
contrôlée, bac à charcuterie
Livraison, ramassage
et service gratuits

Prix réduit à
1525\$^{*/36 mois}
ou
549\$

FRIGIDAIRE Cuisinière
Four de 5,3 pi³, 2 éléments
de 9 po, 2 éléments de 6 po,
élément de grillage
Livraison, ramassage
et service gratuits

Prix réduit à
3608\$^{*/36 mois}
ou
1299\$
La paire

SAMSUNG Laveuse de 4,8 pi³
9 programmes, essorage de
800 tr/min, entraînement
direct, Energy Star®

Prix réduit à
3608\$^{*/36 mois}
ou
1299\$
La paire

SAMSUNG Sécheuse de 7,3 pi³
9 programmes, indicateur
de l'état du filtre
Livraison, ramassage
et service gratuits

40 po DEL

PROSCAN Téléviseur à écran DEL de 40 po
HDMI • 3
Résolution pleine HD 1080p, prise pour écouteurs
Livraison gratuite

Prix réduit à
1336\$^{*/36 mois}
ou
499\$*
Frais de mise

60 po PLASMA

SAMSUNG Téléviseur à écran plasma de 60 po
HDMI • 2 600Hz
Résolution pleine HD 1080p, mode jeu
Livraison gratuite

Prix réduit à
2775\$^{*/36 mois}
ou
999\$*
Frais de mise

Ensemble matelas et sommier COBALT
Matelas avec plateau Euro Top/Ressorts
interactifs/Sommier rigide de 9 po
Sommier rigide de 5,5 po aussi disponible
Livraison gratuite

• Ens. matelas et sommier 1 place
13,03 \$*/mois ou 469 \$
• Ens. matelas et sommier grand lit
15,53 \$*/mois ou 559 \$
• Ens. matelas et sommier très grand lit
20,81 \$*/mois ou 749 \$

Prix réduit à
1386\$^{*/36 mois}
ou
499\$
matelas sommier 2 PLACES

Ensemble matelas et sommier ESPANIA II
Matelas avec plateau Euro Top
Soutien mi-zone PostureGrid
Sommier rigide de 9 po
Sommier rigide de 5,5 po aussi disponible
Livraison gratuite

• Ens. matelas et sommier 1 place
17,47 \$*/mois ou 629 \$
• Ens. matelas et sommier grand lit
21,36 \$*/mois ou 769 \$
• Ens. matelas et sommier très grand lit
31,92 \$*/mois ou 1149 \$

Prix réduit à
1942\$^{*/36 mois}
ou
699\$
matelas sommier 2 PLACES

Galerie du sommeil
Brault & Martineau
90 jours d'essai
sur TOUS nos matelas
Si vous n'êtes pas satisfait, nous vous
l'échangerons contre un modèle
de valeur égale ou supérieure.
Détails en magasin.

La garantie confort.
UNE EXCLUSIVITÉ
des Galeries du sommeil
Brault & Martineau

Payez en

36 versements sans intérêt*

jusqu'en décembre 2016 sur les meubles, matelas, accessoires de décoration, électroménagers et appareils électroniques**

Plan BM^{tt} **Service de livraison flexible et gratuit^{ttt}**
▶ Plage horaire de 4 heures

HEURES D'OUVERTURE: LUNDI AU VENDREDI 10H À 21H • SAMEDI 9H À 17H • DIMANCHE 10H À 17H

braultetmartineau.com Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

Accord D Desjardins

Suivez-nous sur twitter au @BM_Promotions

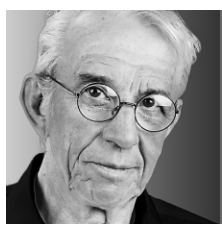
BROSSARD 450 619-6777 **GATINEAU** 819 561-5007 • 1 877 755-2555 **KIRKLAND** 514 697-9228 **LASALLE** 514 364-6110 **SAINT-LÉONARD** 514 254-9455
REPENTIGNY 450 470-0815 **SHERBROOKE** 819 562-4242 • 1 800 267-4240 **SAINT-HUBERT** 450 676-1911 **SAINTE-THÉRÈSE** 450 430-0555 **LAVAL** 450 682-2516

Galerie du sommeil Brault & Martineau **HEURES D'OUVERTURE:** LUNDI AU MERCREDI 10H À 18H
JEUDI ET VENDREDI 10H À 21H
SAMEDI 9H À 17H • DIMANCHE 10H À 17H

GRANBY 450 372-5656 **ST-HYACINTHE** 450 774-6116 **ST-JEAN-SUR-RICHELIEU** 450 349-1609
MASCOUCHE 450 474-8531 **ST-JÉRÔME** 450 431-9338 **VAUDREUIL-DORION** 450 424-2651

ACTUALITÉS

Rideau de douche



PIERRE
FOGLIA
CHRONIQUE

Je n'ai jamais acheté de livre chez Walmart ni chez Costco. Je fais le gros de mon épicerie au Metro et j'achète mes gogosses électriques et mes rideaux de douche au Canadian Tire. Aurais-je acheté le Goncourt au Canadien Tire s'il le tenait?

Absolument pas. Je n'achète pas mes livres dans les grandes surfaces pour la même raison que je n'achète pas mes chocolats chez Laura Secord. J'en entends qui protestent: mais qu'il est con! Un livre n'est justement pas du chocolat, un livre est le même chez Costco qu'en librairie...

Je vois que vous ne savez pas ce qu'est une librairie. Presque tous mes livres achetés à la Librairie du Square ont un peu de Françoise, de Richard, de Lysane, de Laetitia les libraires. J'en ai d'autres qui viennent de chez Coiffard à Nantes, de La Hune boulevard Saint-Germain et de L'écume des pages deux portes plus loin, qui ne sont pas les mêmes, suivez-moi bien, qui ne sont les mêmes que les mêmes que j'essais achetés chez Françoise. Alors au Walmart...

Les André Major viennent de chez Pantoute dans le Vieux-Québec. J'ai trouvé les Brautigan et les Fante dans un marché du livre à Skopje (Macédoine); je les avais déjà, mais la librairie était québécoise (et glorieusement rousse). En janvier dernier, j'ai ramené Voltaire de Bagdad...

Vous disiez quoi, déjà? Ah oui, que les livres, c'est pas du chocolat, et moi je vous réponds que ce sont pas non plus des rideaux de douche.

Bon, c'était la mauvaise raison. La bonne maintenant. Je n'achète pas mes livres dans les grandes surfaces parce qu'elles font du livre un commerce honteux en appâtant le client avec le Goncourt à rabais pour ultimement le fourrer sur les gogosses électriques et les rideaux de douche.

C'est pour cela que j'appuie sans réserve le projet de réglementation du prix du livre présenté cette semaine par le ministre de la Culture. Je ne suis pas certain que cela aidera les librairies indépendantes, du moins cela empêchera les Walmart de se servir de la littérature pour vendre des rideaux de douche. Si vous me demandez à quoi sert la

littérature, je ne suis pas certain de pouvoir vous répondre. Un truc est sûr, pourtant: elle ne devrait pas servir à vendre des rideaux de douche.

Je ne crois pas que des librairies comme la mienne, comme Le Port de tête, comme L'Écume des jours, comme la librairie Outremont, Olivieri, Gallimard, j'en oublie sûrement, aient beaucoup à gagner de cette éventuelle réglementation. Celles-là ne vendent pas tant de Marie Laberge.

Celles qui ont le plus à gagner, ce sont les librairies qui souffrent le plus, actuellement, de la concurrence déloyale des grandes surfaces; les bonnes librairies de province, par exemple. Je pense à l'instant à la Librairie Moderne, boulevard du Séminaire à Saint-Jean, mais aussi à Raffin, ce bijou de librairie de la Plaza St-Hubert. Le client y entre pour acheter le dernier Marie Laberge ou le dernier Kim Thúy, son œil accroche sur la table voisine la pile de Larry Tremblay, *L'orangerie*, ou le René-Daniel Dubois, *Porte d'entrée*, ou *Le quatrième mur*, ou le dernier Colum McCann, (*Transatlantic*), la librairie s'avancera, insistera sur le Larry Tremblay, émettra peut-être une réserve sur le McCann, le client repartira avec le Marie Laberge et avec *Le quatrième mur*. S'il était au Walmart, il en serait sorti avec le Marie Laberge et un rideau de douche.

Ce n'est pas toutes les lois qui sont aussi utiles.

Le python de Birmanie

Un soir de cette semaine, des cris effrayants sont montés de la cour comme si on y assassinait quelqu'un. C'était bien un assassinat. Nous nous sommes précipités: du pied de la galerie s'élevait un grand-duc tenant une mouffette dans ses serres, il l'a lâchée quand nous nous sommes mis à crier et à taper des mains. La mouffette est allée se réfugier sous l'auto, laissant derrière elle une traînée de sang. Pas plus effrayé que ça, le grand-duc s'est perché sur la traverse en haut du poteau de téléphone. Le grand-duc est «un hibou énorme», rapporte mon livre d'oiseaux. Des aigrettes aux serres, celui-là devait faire pas loin d'un mètre de haut.

Mes lecteurs les plus urbains s'imaginent peut-être que je vis à l'orée de quelque sombre et menaçante forêt, mais non, je vis en bordure d'un petit bois de rien du tout, à une heure de Montréal. La mouffette est une pensionnaire régulière de ma ménagerie, elle a traîné tout l'été sous ma galerie, y cherchant des vers. Le grand-duc aussi est un habitué, la nuit sur le poteau de téléphone et le jour, de l'autre côté du chemin d'où il lance ses hou-hou-hou.

La dernière fois que je vous ai parlé des bestioles de ma cour, je vous disais que je n'avais pas entendu les coyotes

de l'été. Avertis je ne sais comment qu'on disait dans *La Presse* qu'ils étaient en voie d'extinction, ils se sont dépêchés de me donner un concert le soir même.

Bref, c'est beaucoup de ma cour et de ma ménagerie qu'il est question dans le long reportage qui fait la couverture du dernier numéro du *Time* – le titre: *America Pest Problem* – et non, ce n'est pas la punaise, la peste de l'Amérique, c'est le chevreuil, Bambi lui-même, qui cause plus d'un million d'accidents par année. C'est aussi le raton, dont la population a augmenté de 2700 pour cent en quelques décennies; le castor, l'ours noir qui a envahi le New Jersey; cinq millions de cochons sauvages qui causent un milliard et demi de dégâts par année au Texas, en Oklahoma et en remontant jusqu'à l'Indiana; l'alligator qui sort de son marais pour aller se vautrer sur le bord des piscines, et même le python de Birmanie, qui a disparu de Birmanie mais qui pullule dans le sud de la Floride. «Time to cull the herd», dit le reportage, il faut réduire le troupeau.

Fiancée, qu'est-ce tu dirais si j'achetais un fusil?

Je connais tellement la réponse. C'est elle ou le fusil. C'est elle et les ratons et les coyotes et les mouffettes et les porcs-épics et les grands-ducs et les coccinelles... et les huit chats.

Je me suis quand même fixé une limite: le python de Birmanie.

CHUM Hébert insatisfait du plan

Insatisfait du plan d'action que lui a remis le conseil d'administration, Québec reporte à la semaine prochaine sa décision sur la gouvernance du CHUM. Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Réjean Hébert, affirmait jusqu'ici que sa décision

serait rendue d'ici la fin de la semaine. Mais les discussions avec le conseil d'administration sont plus longues que prévu. «Si on continue à discuter, c'est parce que le contenu du plan d'action ne me satisfait pas», a indiqué M. Hébert hier. — Tommy Chouinard



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Les syndicats des deux grands hôpitaux universitaires de Montréal ont envoyé hier à leurs membres un mémo expliquant pourquoi ils s'opposent à la position de la FIQ, qui réclame un meilleur encadrement des accommodements pour motifs religieux.

Charte de la laïcité dans les hôpitaux

D'importants syndicats se dissocient de la FIQ

HUGO PILON-LAROSE

Les syndicats des deux grands hôpitaux montréalais affiliés à la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) se dissocient de l'appui de cette dernière à la Charte de la laïcité, qui a été annoncée jeudi en marge de son congrès fédéral, à Laval.

«J'ai des membres qui portent des signes religieux ostentatoires, et je ne veux pas brimer leurs droits. Pour moi, il est important de défendre tout le monde avec la même vigueur. C'est pourquoi nous nous dissocions de la position prise hier par la FIQ, qui appuie l'interdiction du port de signes religieux pour le personnel de la santé», a expliqué la présidente du syndicat des professionnelles en soins infirmiers et cardio-respiratoires (SPSICR) du CUSM, Line Larocque.

Souci de neutralité

«Nous voulons rester neutres envers nos salariés et ne pas créer une polarisation de plus dans ce débat. Nous avons une population à défendre, et parmi elle, certains portent des signes religieux. C'est un sujet très sensible pour nous localement», a pour sa part indiqué Guy Brochu, président du syndicat des professionnels et professionnelles en soin de santé (SPSS) du CHUM.

Les deux syndicats, qui représentent respectivement 3600 et 3300 professionnels au sein de la FIQ, ont envoyé hier à leurs membres un mémo expliquant pourquoi ils s'opposent à la position de la Fédération, qui appuie le projet de Charte de la laïcité et réclame un meilleur encadrement des accommodements pour motifs religieux.

Jeudi, la FIQ a dévoilé en marge de son congrès fédéral, réunissant 600 délégués à Laval, les résultats d'un sondage interne mené auprès de

«Pas de problèmes»

Mais pour les infirmières du CUSM, dans tous les cas, les demandes d'accommodement ne posent tout simplement pas de problèmes.

«En consultant mes différents bureaux syndicaux, nous avons conclu qu'il n'y avait pas de problèmes liés aux accommodements raisonnables au CUSM. Aucun dossier qui aurait pu poser problème n'est arrivé sur nos bureaux. Pour nous, il n'y en a pas de problèmes», a dit M^{me} Larocque.

«Nous avons une population à défendre, et parmi elle, certains portent des signes religieux. C'est un sujet très sensible pour nous localement.»

— Guy Brochu, président du SPSS

647 de ses membres. Environ 60% d'entre eux se disent favorables à l'interdiction du port de signes religieux, et 76% veulent que les accommodements raisonnables soient mieux balisés.

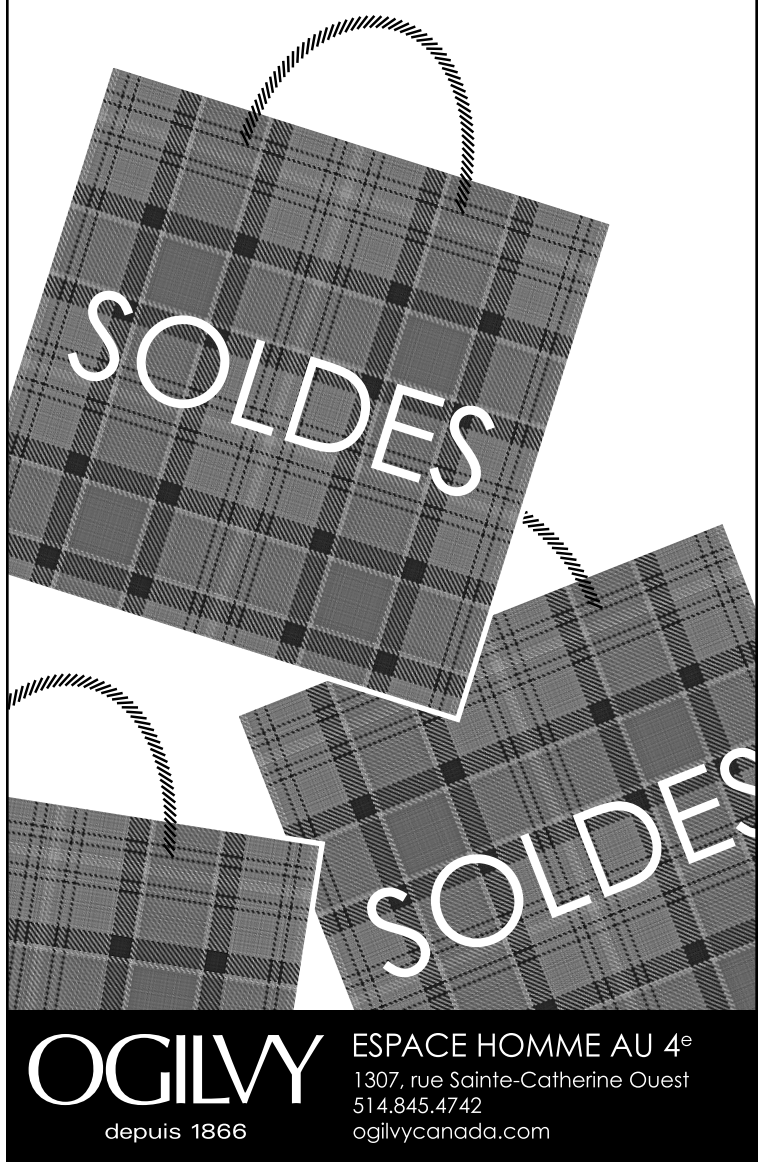
Ni les résultats de ce sondage ni le vote qui s'est tenu pour appuyer la Charte ne permettent toutefois de voir s'il y a une division au sein de la FIQ entre les professionnels du Grand Montréal et ceux du reste du Québec.

La présidente de la FIQ, Régine Laurent, a dit ne pas craindre, jeudi, que les dissensions au sein de la Fédération créent des divisions.

«Même si les gens ne sont pas unanimes, le débat que nous avons eu s'est fait dans le respect, l'écoute et la solidarité. Les délégués ont répété à plusieurs reprises que la Fédération ne prenait pas position contre eux, mais pour une société que l'on souhaite», a-t-elle affirmé.

OGILVY
monsieur

jusqu'à
30%
DE RABAIS
sur une sélection de
complets et vestons sport



OGILVY

ESPACE HOMME AU 4^e
1307, rue Sainte-Catherine Ouest
514.845.4742
ogilvycanada.com

depuis 1866

CÉLÉBREZ LE GOÛT AVEC NOUS



Stimulez vos sens en redécouvrant tous les plaisirs du goût. Des subtiles saveurs d'une vaste gamme de fromages, aux couleurs vives d'une incroyable sélection de fruits et légumes biologiques, en passant par les effluves de bons pains cuits sur place, Provigo Le Marché vous invite à découvrir une généreuse sélection de fabuleux produits alimentaires d'ici et d'ailleurs. Pour nous, la passion du goût, ça ne s'explique pas, ça se vit.

Bienvenue chez vous.

On vous y attend !

 **Provigo**^{MC}
Le Marché

 ST-SAUVEUR

 ST-BRUNO

 KIRKLAND

 SHERBROOKE

 MAGOG

MAINTENANT
À VAUDREUIL
501, St-Charles

LES 60 ANS DE PLAYBOY

SOUVENIRS DE BUNNIES



JEAN-CHRISTOPHE LAURENCE

Ouvert en juillet 1967, le club Playboy de Montréal a cessé ses activités en 1976. Le chic restaurant-bar-spectacles fut d'abord situé sur la rue Aylmer, puis sur de la Montagne, angle de Maisonneuve. Comme toutes les franchises du Playboy Club, l'établissement était soumis à des règles strictes et un code de conduite rigoureux. Deux ex-bunnies racontent...

« J'ai dit non à Hugh Hefner »

Claire ne regrette pas d'avoir refusé de devenir une *playmate* à l'époque

« En 1970, j'avais 19 ans. Je cherchais un job pour payer mes études. Une amie m'a dit: "Essaie le club Playboy, t'aurais tellement la paix!" Je suis allée passer l'entrevue, mais on ne m'a pas engagée tout de suite. Il fallait suivre trois semaines d'entraînement. On nous apprenait la déontologie, comment faire des drinks, comment marcher, comment servir. Il y avait toute une méthode. Il

fallait servir de dos, un peu de biais, sans se pencher vers le client... À la fin des trois semaines, on passait un examen écrit sur la composition des drinks. C'est seulement là qu'on te donnait le costume de bunny.

« Le club était très chic. C'était un resto, un bar, une salle de spectacles. Pas kitsch comme un cabaret. On n'était pas des prostituées, on était des serveuses avec de la classe.

« Il y avait aussi des règlements pour éviter qu'on se fasse achaler. Les clients n'avaient pas le droit de toucher les bunnies, même pas effleurer la main. Sinon, on leur retirait leur carte de membre. Je me souviens d'un homme qui avait été expulsé parce qu'il avait mis sa carte d'affaires sur le cabaret d'une bunny. C'était très strict. Ça nous sécurisait. Il y avait un gérant pour nous protéger et une *bunny mother* pour prendre soin de nous.

« J'ai vu Hugh Hefner dans le club. Il venait une fois par année pour choisir des playmates. La *bunny mother* m'a dit qu'il voulait m'avoir... On n'était pas obligées de dire oui, mais c'était une proposition intéressante: il t'amène en avion, tu es payée 10 000\$ pour la photo. Tu travailles avec lui. Sauf que dans ma tête, dire oui, ça voulait dire que je ne serais pas juste serveuse... J'étais innocente, mais assez intelligente pour dire non.

« Aucun regret. J'ai beaucoup aimé mon expérience de bunny. Un été, je suis même allée travailler au Playboy Club d'Ocho Rios en Jamaïque. Quand je suis revenue, le club avait déménagé de la rue Aylmer à la rue de la Montagne. J'ai fini par partir en 1972 pour une question d'horaires. Il fallait que je travaille de jour. Je ne suis jamais retournée par la suite. Hefner? Heureusement que j'ai décliné son offre. Ma mère serait morte sur le coup! »



PHOTO FOURNIE PAR CLAIRE

Claire avait 19 ans lorsqu'elle a commencé à travailler au Playboy Club de Montréal.



LA CHANCE DE
CÉLINE
AVOIR
POSÉ POUR
PLAYBOY

PHOTO FOURNIE PAR CÉLINE

La photo de Céline publiée dans une édition du début des années 70.

« Pourquoi pas ? »

Céline avait soulevé l'ire de sa famille en posant pour le magazine

« Je venais de la campagne. J'arrivais en ville. J'avais besoin d'argent. J'ai vu l'annonce et j'ai postulé. J'avais une vague idée de ce qu'était Playboy, mais sans plus...

« La bunny mother m'a dit: "Tu es un peu grassouillette, reviens me voir quand tu auras perdu cinq livres." Ça m'a pris deux semaines, après c'était réglé, je rentrais dans le costume.

« C'est sûr qu'au début, on se sentait un peu nue là-dedans. On avait l'impression de se promener en maillot de bain. Mais c'était pas long qu'on était à l'aise. De toute façon, on n'était pas toutes seules. Il y avait les autres filles. C'était une belle gang.

« Est-ce que les clients flirtaient? Sûr. Mais on n'avait pas le droit de fréquenter les clients. Est-ce qu'il y en a qui l'ont fait? Oui. Mais pas dans le club. Ce n'était pas un lieu de perdution. Les gens ont encore des préjugés là-dessus, mais ils se trompent. Les clients savaient. C'était une clientèle chic. On avait des athlètes comme Steve Shutt ou Tim Foli. La mafia aussi, ils étaient toujours assis dans le même coin.

« Je n'ai jamais vu Hugh Hefner. Par contre, un jour, ils m'ont dit que le photographe

David Chan était en ville: "Ça te tente de poser pour lui?" Chaque année, ils choisissaient une fille de chaque club pour apparaître dans le magazine. Je me suis dit: "Je l'essaie, pourquoi pas?" J'avais jamais fait ça. De toute façon, j'étais sûre qu'ils ne me choisiraient pas...

« Quand le magazine est arrivé, j'avais une f****g full page! Mon premier réflexe a été: "Qu'est-ce que ma mère va penser?" J'avais raison: elle n'a pas trouvé ça drôle tout de suite. Ma sœur non plus, parce que j'avais posé sous son nom! Après, je me suis dit: "D'la marde, j'assume!" C'était quand même une bonne photo!

« J'ai travaillé au club de 1972 à 1974. J'ai fini par partir parce que la place commençait à déperir. Ce n'était plus ce que c'était. Il n'y avait plus tellement d'achalandage. Je pense que c'était le début de la fin.

« Ça a quand même été une expérience fantastique. Ce qui me reste le plus, c'est l'amitié avec les autres filles. On est restées en contact, mais après je suis partie aux États-Unis. Elles ont eu des rencontres, mais moi je n'étais plus là... »

DE MARILYN MONROE À KATE MOSS

60 années de bons (et de moins bons) coups

9 avril 1926

Naissance de Hugh Hefner à Chicago.



Décembre 1953

Le premier numéro de *Playboy* est lancé. Succès immédiat. Plus de 50 000 exemplaires vendus en quelques semaines. Les nus de Marilyn Monroe y sont peut-être pour quelque chose...

1954

Naissance du lapin qui deviendra l'emblème de *Playboy*. En dépit des critiques bien-pensantes, le magazine trouve son style et son ton. Des filles dévêtues, mais aussi de la littérature et des entrevues en profondeur. Folichon, mais sérieux!

Février 1960

Ouverture du premier Playboy Club à Chicago. Hefner est devenu un symbole de réussite, l'incarnation même de l'homme à femmes hédoniste mais sophistiqué. *Playboy* est tiré à un million d'exemplaires.

1963

L'Amérique se décoince, mais *Playboy* fait toujours réagir. En juin, Hugh Hefner est arrêté pour littérature obscène. Le jury le déclare non coupable. « Hef » est sur toutes les tribunes pour défendre la

libération des mœurs. La table est mise pour la révolution sexuelle des années 60.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

1967

Le club Playboy de Montréal ouvre ses portes pendant l'expo. Hefner nous rend visite pour l'occasion.

1971

Playboy entre en Bourse. Hefner achète son fameux manoir, où il résidera jusqu'en 2010. La première playmate québécoise apparaît dans le numéro de novembre. Son (vrai?) nom: Danielle de Vabre.

1973

Playboy atteint des sommets, avec 7 millions d'exemplaires en circulation. L'entreprise est désormais un empire, avec ses agences de mannequins, sa maison d'édition et ses clubs. Cauchemar des féministes, Hefner parcourt le globe entouré de jolies femmes dans son avion tapissé de « minou ». Il est le « jet-setter » ultime.

1980

Tout ce qui monte doit redescendre. Avec la concurrence de magazines plus osés, comme *Penthouse* et *Hustler*, *Playboy* a perdu beaucoup de son leadership. Le tirage baisse à 5 millions d'exemplaires. Les temps changent et l'image de Hefner se fissure. Le révolutionnaire d'hier est devenu un gros sexiste en robe de chambre.

1988

Christie Hefner, fille du patron, devient v.-p. de la société. Un an plus tard, son papa marie la playmate canadienne Kimberley Conrad. Le couple aura deux enfants avant de se séparer en 1998.



LES 60 ANS DE PLAYBOY 

Un chaud lapin un peu ringard



NATHALIE COLLARD
MEDIAS

Il a fait rager les féministes et contribué à l'éveil sexuel de millions d'adolescents. Lancé en décembre 1953 avec, dans ses pages, des photos de Marilyn Monroe nue, le magazine célèbre ses 60 ans ce mois-ci.

Pour son numéro anniversaire, le magazine s'offre la top-modèle Kate Moss en couverture, preuve que *Playboy* est devenu une institution avec juste ce qu'il faut de sulfureux pour que l'événement attire l'attention tout en restant dans le ton BCBG.

C'est une évidence, le magazine *Playboy* a perdu de son mordant. Non seulement a-t-il été détrôné au début des années 2000 par ce qu'on appelle les «laddy magazines», des titres destinés aux jeunes hommes comme *Maxim*, *FHM*, *Stuff et Loaded*, mais même les magazines masculins plus généralistes comme *GQ* et *Esquire* présentent eux aussi des actrices et des mannequins qui posent à moitié nues. Résultat: *Playboy*, dans l'esprit de plusieurs, est devenu le magazine que lisait leur grand-père.

Quant au web, il donne accès à des images porno beaucoup plus explicites que des photos en deux dimensions sur papier glacé. Et c'est sans compter toutes les applications mobiles du genre «sexy girls, sexy bitch, sexy boobs», etc. qui permettent de consommer du porno sur une tablette ou un téléphone, au travail ou dans l'autobus.

On est loin du play-boy aux cheveux gominés vêtu de sa robe de chambre en velours,



Hugh Hefner, photographié dans son fameux manoir en 2010.

foulard Ascot au cou, en train de fumer un cigare...

Question de demeurer pertinent, *Playboy* a déployé au fil des ans une stratégie sur le web et les réseaux sociaux. Comme la plupart des magazines, il est aujourd'hui présent sur Twitter, Facebook, Tumblr et Instagram. Il continue de se distinguer par

d'autres axes: la télévision (avec sa télé-réalité *Girls Next Door*), la radio, les vidéos (souvent assez hard) et le web. Il a également rouvert quelques clubs privés, dont un à Londres (les clubs *Playboy* étaient très populaires dans les années 60, même Montréal avait le sien). Mais il a surtout commer-

PHOTO JAE C. HONG, ASSOCIATED PRESS

qu'il avait contribué à la libéralisation de la sexualité, à la contraception et au libre accès à l'avortement. Mais en même temps, son magazine était une opération de marchandisation du corps de la femme. En disant que n'importe quelle femme – la fille d'à côté – pouvait être une bunny, libérait-il les femmes ou ne les mettait-il pas à la disposition de tous ces «chauds lapins» en les formant et les corsetant dans leur costume de lapine?

Dans son essai, Martine Delvaux consacre un chapitre à *Playboy*, dans lequel elle se questionne sur le choix du lapin comme symbole.

«Le lapin se trouve un peu dans le *no man's land* animal, quelque part entre l'animal domestique et l'animal sauvage, explique-t-elle. Ce n'est pas un symbole menaçant et c'est très habile de l'avoir choisi. Tout le monde trouve ça mignon, un lapin.»

Or Martine Delvaux estime que l'approche de Hugh Hefner a été très dangereuse et très nocive pour les femmes.

«Dans l'univers de *Playboy*, les femmes sont toujours soumises, comme des prostituées, note-t-elle. Hugh Hefner n'était pas en faveur de l'intelligence des femmes, il ne montrait jamais une femme en pleine possession de ses moyens, en contrôle. Il présente plutôt des jeunes femmes au corps retouché, nu et lisse comme celui d'une fille prépubère. À mon avis, il participe à la culture de la pédophilie. Ce n'est plus la fille d'à côté qui est disponible pour le play-boy, c'est la petite fille, la femme-enfant, comme le disait Nelly Arcan.»

«S'il était arabe ou mormon, conclut Martine Delvaux, il y aurait sans doute une levée de boucliers contre Hugh Hefner...»

Au-delà des porte-clés à l'effigie de Playboy, il y a le personnage de Hugh Hefner qui a longtemps représenté la marque, l'art de vivre comme un play-boy.

ses textes fouillés et ses longues entrevues (le Prix Nobel Paul Krugman était interviewé dans le numéro de novembre), mais ce n'est pas avec ce genre de textes qu'on attire les jeunes lecteurs.

Pour survivre, *Playboy* a donc dû développer sa marque sur

cialisé son image (le lapin de *Playboy* serait aussi populaire que Hello Kitty) sur des vêtements, des accessoires et des produits de beauté. En 2012, les revenus provenant de la vente de licences de la marque comptaient pour 74% du chiffre d'affaires de l'entreprise,

confiait le président Scott Flanders au *Wall Street Journal* en début d'année.

Au-delà des porte-clés à l'effigie de *Playboy*, il y a le personnage de Hugh Hefner qui a longtemps représenté la marque, l'art de vivre comme un play-boy.

Or Hefner se fait vieux. À l'âge de 87 ans – et bien qu'on dise qu'il supervise encore le contenu du magazine –, il n'est plus crédible dans le rôle d'homme à femmes. Même les féministes ne s'intéressent plus à lui.

«Elles ont d'autres combats à mener», note Martine Delvaux, professeure en littérature à l'UQAM et auteure de l'essai *Filles en série* qui vient tout juste de paraître aux éditions Lux.

«Dans les années 50, 60 et 70, *Playboy* dansait un drôle de tango avec les féministes, observe Martine Delvaux. D'un côté, Hugh Hefner disait

PLAYBOY EN CHIFFRES

1 509 982

Tirage actuel

185 millions

Valeur de la société en 2010

Un milliard

Valeur de la société en 2000

54 175

Nombre d'exemplaires vendus du tout premier numéro (1953)

7 161 561

Nombre d'exemplaires vendus de l'édition de novembre 1972

32 (B)

Plus petit buste d'une playmate de *Playboy* (Karen Mornton, juillet 1978)

41

Plus gros buste d'une playmate de *Playboy* (Rosemarie Hillcrest, octobre 1964)

Sources: Playboy Enterprises, Playboy Collectors Association, IOL

LA TOURNÉE DES FÊTES  



VENEZ FAIRE L'ESSAI DE **LA PRESSE+** DANS L'UNE DES SUCCURSALES **FUTURE SHOP** PARTICIPANTES ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER L'UN DES **21 iPad*** (UN PAR MAGASIN).



Aujourd'hui de 10 h à 16 h venez rencontrer l'équipe de **La Presse+** et participer au concours aux magasins Future Shop suivants :

- + Carrefour de la Rive Sud 584, ch. de Touraine à Boucherville
- + Quartier DIX30 9650, boul. Leduc à Brossard
- + Carrefour Richelieu 600, rue Pierre-Caisse à St-Jean-sur-Richelieu

Pour ces succursales, tirage des trois iPad lundi 9 décembre.

Pour connaître le calendrier complet de l'ensemble de nos sorties, visitez LaPressePlus.ca/calendrier



* iPad est une marque de commerce d'Apple Inc. App Store est une marque de service d'Apple Inc.

* Règlement disponible à La Presse. La valeur totale des prix est de 10 900\$. Il y aura un tirage tous les lundis jusqu'à 23 décembre aux bureaux de La Presse.



Années 90-2000

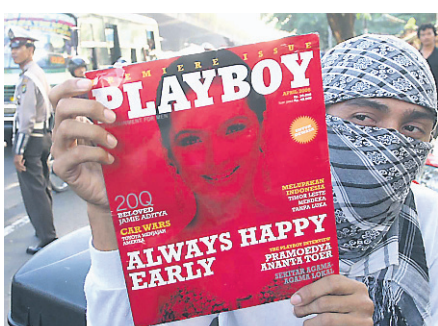
Playboy a un nouveau compétiteur: le porno sur le web. *The Girls Next Door*, télé-réalité mettant en vedette les trois copines de Hefner (Holly, Bridget et Kendra), ne parvient pas à freiner la décroissance. Malgré ses nombreux produits dérivés, le tirage du magazine passe de 2,4 millions d'exemplaires en 2009 à 1,6 million en 2010.

2011

Après 40 ans en Bourse, Hefner rachète ses parts et *Playboy* redevient une entreprise privée.

2013

Playboy tente de se refaire une image. Kate Moss pose en bunny pour le 60^e du magazine, qui explore désormais de nouveaux marchés comme l'Inde et Israël. Hefner n'est plus qu'une caricature de lui-même: en janvier, le sulfureux milliardaire épouse la playmate Crystal Harris, de 60 ans sa cadette. Son fils, Cooper Hefner, est pressenti pour reprendre le flambeau. Y parviendra-t-il?



PRÈS DU S Fibe MC PIN

C'est ça, la télé sans fil.

Seul Bell Télé Fibe vous permet de déplacer votre télé où vous voulez, quand vous voulez, avec la télé sans fil. Pas besoin de percer des trous ou de brancher un tas de câbles, vous n'avez besoin que d'une prise électrique¹. Et avec le meilleur enregistreur, la meilleure expérience Sur demande et des applications pour regarder vos émissions et contrôler votre service télé avec vos tablettes et téléphones intelligents, pas surprenant que Télé Fibe soit le meilleur service télé.

TÉLÉ FIBE + INTERNET + TÉLÉPHONIE | À PARTIR DE **74 \$/MOIS** pendant 6 mois, 93 \$/mois par la suite² + ENREGISTREUR PARTOUT CHEZ VOUS **GRATUIT**³

Pour un temps limité, abonnez-vous et profitez de l'installation professionnelle gratuitement⁴.

En plus: Profitez gratuitement d'une tonne de films en HD pendant 2 mois avec SUPER ÉCRAN⁵.

1 888 689-2183 • Visitez un magasin Bell • bell.ca/telefibe

la vie est **Bell**

MONTRÉAL PLUS

BIXI dans le peloton de tête

Le système de vélo en libre-service de Montréal parmi les sept plus performants au monde

KARIM BENESEAIEH

Le BIXI séduit à l'étranger. Sur les 600 villes qui se sont offert un système de vélo en libre-service, Montréal figure dans le peloton de tête des sept plus performants. Son BIXI est un des moins coûteux, des plus utilisés et des plus innovateurs du monde, selon une étude dévoilée hier par le réputé Institute for Transportation and Development Policy (ITDP), basé à New York. Une reconnaissance qui vient à point pour les gestionnaires du BIXI, dont les finances en piteux état ont fait les manchettes cet automne. Voici les points de comparaison utilisés par les experts.

6,8

Déplacements quotidiens par vélo

« Idéalement », selon le rapport, chaque vélo en libre-service devrait être utilisé entre quatre et huit fois par jour. En deçà, l'aventure risque de ne pas être rentable. Au-delà, le manque de disponibilité pourrait décourager les usagers. À 6,8 voyages quotidiens, le BIXI est utilisé de façon optimale. Le scénario le plus catastrophique est celui de San Antonio, avec à peine 0,4 voyage par jour. Les vélos de Barcelone sont parmi les plus utilisés, soit 10,8 fois par jour.

1,27 \$

Frais d'exploitation par déplacement

Avec une dette de 42 millions et un déficit en 2012 de 6 millions, le BIXI coûte-t-il trop cher à exploiter? La réponse est paradoxalement non. Du moins quand on compare les frais d'exploitation par déplacement, qui tiennent compte de l'entretien, des salaires et des frais d'emprunt. À 1,27 \$ en dollars américains, l'entreprise montréalaise est l'une des moins dépensières, loin derrière Londres (4,80 \$), Denver (3,22 \$) et Boston (3,09 \$).

113

Déplacements par 1000 habitants

Il s'agit d'une mesure « de pénétration » du marché: plus elle est élevée, plus l'entreprise est performante et a réussi à séduire sa ville. À 113 déplacements, Montréal est un des plus grands succès à ce niveau, dépassé uniquement par Mexico (158). Barcelone et Paris, par exemple, ont des taux respectifs de 67 et 38 déplacements par 1000 habitants.

80 \$

Coût de l'abonnement annuel, en dollars US

Le BIXI fait mauvaise figure sur un seul plan: les coûts pour les usagers. À 80 \$ US (82,50 \$ canadiens), l'abonnement annuel est un des plus coûteux du monde, dépassé seulement par Londres (123 \$). Le tarif d'utilisation quotidienne, à 7 \$, est également l'un des plus élevés.



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

Sur les 600 villes dans le monde qui offrent un système de vélos en libre-service, Montréal se classe parmi les sept plus performants.

Un peu d'histoire

C'est à Amsterdam, en 1965, qu'est née l'idée d'un réseau de vélos en libre-service. Un conseiller municipal, Luud Schimmelpennink, a proposé que la Ville achète 20 000 vélos, les peigne en blanc et les offre aux citoyens, dans l'espoir de diminuer la congestion automobile. Le projet n'a jamais été accepté. On considère généralement que c'est à Copenhague, en 1991, que naît la première génération du concept de vélo en libre-service. Le BIXI montréalais, inauguré en 2009, fait partie de la troisième génération.

Pour ou contre le casque?

Même si son efficacité est prouvée, le port du casque représente tout un casse-tête pour les sociétés de vélo en libre-service. À Melbourne, où le casque est obligatoire, on l'associe au faible succès du système qui a été implanté par BIXI. Presque toutes les villes ont renoncé à cette obligation, notamment pour des raisons de coût et d'hygiène. À Washington, d'ailleurs, on a statué que le fait de faire porter le même casque à plusieurs personnes était une infraction aux lois de santé publique.

Conçus pour les 5 saisons : le printemps, l'été, l'automne, l'hiver et la période des fêtes.

La nouvelle casquette bec de canard et le chapeau Tec-Cork de Tilley vous donnent deux options épatantes pour la période des fêtes. Ces deux modèles pour hommes et femmes, légers, respirants et traités pour résister à la neige et la pluie, sont également dotés d'oreillettes escamotables uniques.

Visitez un de nos magasins de détail ou le site Web Tilley.com pour découvrir notre collection complète de chapeaux d'hiver et d'été.

Obtenez une tablette Android^{MC} GRATUITE lors de tout achat de 300 \$*.



« Ces chapeaux sont garantis pour la vie. Ils sont aussi garantis pour recevoir plus que leur part de compliments. » *Ally Liddy*

Montréal - 1050, av. Laurier Ouest, deux rues à l'ouest de l'av. du Parc | (514) 272-7791

Brossard - Quartier DIX30 près de l'hôtel Alt | (450) 462-8098

Pour trouver le détaillant le plus près de chez vous, visitez Tilley.com TOUJOURS PARTANT

*Offre valable jusqu'à épuisement des stocks. 2500 tablettes Titan Hipstreet[®] Android[™] disponibles (VDA: 109,99 \$ CAN). Le client doit acheter de la marchandise à prix régulier totalisant 300 \$ ou plus avant taxes, retouches et/ou frais d'expédition et de manutention, du 7 novembre au 24 décembre 2013. Limite de 1 tablette par achat. L'offre s'adresse aux résidents du Canada et des États-Unis continentaux. Nulle où la loi l'interdit. Certaines restrictions s'appliquent. L'offre ne peut être jumelée à aucune autre offre ou remise. Tous les détails en magasin ou au www.Tilley.com. Hipstreet[®] est une marque déposée. Android[™] est une marque de commerce de Google[™] Inc.

Querelle autour d'une synagogue

Pas de diffamation, dit la Cour supérieure

CHRISTIANE DESJARDINS

Les propos du blogueur d'Outremont Pierre Lacerte ont choqué les Rosenberg et Alex Werzberger, trois membres influents de la communauté hassidique. Mais il n'y a pas eu harcèlement ni diffamation à leur égard. Les propos de M. Lacerte étaient véridiques.

C'est ce qui se dégage du jugement de 108 pages rendu cette semaine par le juge Claude Dallaire, qui a rejeté la poursuite en diffamation intentée contre M. Lacerte, un citoyen d'Outremont, qui a exercé le métier de journaliste.

Michael Rosenberg, président de Rosdev, une entreprise internationale en immobilier, son fils Martin, qui en est le vice-président, de même qu'Alex Werzberger, homme d'affaires prospère et porte-parole de la communauté hassidique d'Outremont, cherchaient à faire retirer certaines chroniques de M. Lacerte qu'ils jugeaient diffamatoires et lui réclamaient 375 000 \$ en dommages.

M. Lacerte, qui se disait injustement victime de ce qu'il décrivait comme une poursuite-bâillon, réclamait lui aussi des dommages en retour. Le juge ne lui en accorde pas. « Il ne fait aucun doute que par le dépôt de leur recours, les demandeurs souhaïtaient en partie bâillonner le défendeur. Toutefois, les allégations de leur action ne démontrent pas

que c'était là leur unique objectif », signale le magistrat.

Chaque partie en est quitte pour payer ses frais. Dans cette affaire, c'est M^c Julius Gray qui représentait les demandeurs, tandis que Pierre Lacerte était représenté par M^c Rosalia Giarratano.

Voisinage

Ce litige trouve sa source dans une querelle de voisinage. Pierre Lacerte demeure rue Hutchison depuis 1984. Mais ce n'est qu'à partir de 2003 qu'il dit avoir commencé à remarquer des activités dérangeantes provenant de la synagogue, située en face. Il a noté une grande circulation d'automobiles, des entorses répétées aux règlements de stationnement, ainsi que des travaux parfois effectués sans permis. Il s'est plaint sans succès aux autorités et a commencé à documenter ses observations pour ensuite les diffuser dans un blogue. Les Rosenberg ont intenté leur action en 2008.

Au procès, 314 billets ont été portés à l'attention du juge. À titre d'exemple, M. Lacerte reprochait à M. Rosenberg de violer la loi quand il garait sa voiture en double file. M. Rosenberg s'est défendu en disant que c'était faux, puisqu'il payait ses contraventions.

« La fausseté se situe davantage lorsque le demandeur Rosenberg affirme qu'il respecte la loi en payant ses contraventions », a noté le juge.



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Michael Rosenberg et Pierre Lacerte, dans un corridor du palais de justice lors du procès pour diffamation. La Cour a tranché que les propos de M. Lacerte n'étaient pas diffamatoires.

Plus de gens
voyagent
avec Aéroplan^{MD}
qu'avec tout autre
programme
de loyauté
au Canada.

C'EST
UN FAIT.

Découvrez d'autres faits sur
aeroplan.com

^{MD}Aéroplan est une marque déposée d'Aimia Canada Inc.

bienvenue
dans le club

aeroplan

ACTUALITÉS



PHOTO FÉLIX-O. J. FOURNIER, COLLABORATION SPÉCIALE

De nombreuses femmes représentant divers groupes se sont rassemblées hier devant le palais de justice de Montréal pour souligner le 24^e anniversaire de la tuerie de Polytechnique et pour rappeler que beaucoup reste à faire pour enrayer la violence faite aux femmes.

POLYTECHNIQUE

Une plaie toujours vive 24 ans après la tuerie

ISABELLE DUBÉ

Une centaine de personnes se sont rassemblées devant le palais de justice de Montréal, hier, pour commémorer la tuerie de Polytechnique: 24 ans après l'assassinat de 14 femmes par un tireur fou antiféministe, la lutte contre la violence faite aux femmes est loin d'être terminée, selon les organisatrices de l'événement.

Le lieu de la cérémonie n'a d'ailleurs pas été choisi au hasard. La Fédération des femmes du Québec ainsi que Fédération des ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec tenaient à rappeler que le système judiciaire n'est pas en mesure de protéger les femmes victimes de violence conjugale.

« On fait face à des incohérences, dénonce Manon Monastesse, qui s'occupe des femmes violentées. Les

homicides de conjointes se passent dans des contextes de séparation, et on va permettre à un conjoint violent d'avoir accès à ses enfants. »

Revendications

D'autres militantes féministes sur place brandissaient des pancartes rappelant leurs revendications: crimes d'honneur, exploitation sexuelle et sévices envers les femmes autochtones et les handicapés.

Cette année, l'anniversaire du massacre coïncide avec le débat sur la sauvegarde des données du registre des armes d'épaule pour le Québec. La présidente de la Fédération des femmes du Québec est catégorique: « Si la démarche juridique n'est pas positive, on souhaite que le Québec ouvre son propre registre, affirme Alexa Conradi. Parce que c'est juste normal dans une société qui vise l'égalité qu'on contrôle les armes à feu. »

ASSURANCE AUTONOMIE

Québec dépose son projet de loi

PASCALLE BRETON

In extremis lors de la dernière journée de travaux parlementaires avant l'ajournement des Fêtes, le projet de loi visant la création d'une assurance autonomie a été déposé hier. Il faudra toutefois attendre en avril 2015 pour en voir l'application.

Le projet de loi déposé par le ministre de la Santé, Réjean Hébert, prévoit une somme de 500 millions sur cinq ans pour améliorer les services à domicile ou dans les résidences privées pour personnes âgées.

Il vise toutes les personnes âgées en perte d'autonomie, mais aussi les personnes qui présentent des incapacités en raison d'une maladie chronique, d'une déficience physique ou intellectuelle, ou d'un trouble envahissant du développement.

Au terme de la commission parlementaire portant sur le livre blanc sur la création de l'assurance autonomie, en novembre, le ministre a dû renoncer à la mise sur pied d'une caisse capitalisée en vue des besoins des générations futures.

Les crédits destinés à l'assurance autonomie seront votés chaque année à l'Assemblée nationale. La future loi ne précise pas la somme qui devra être allouée annuellement à l'assurance autonomie par les gouvernements, reconnaît le ministre en entrevue à *La Presse*.

Par contre, les fonds seront protégés, assure-t-il. « Les sommes allouées ne peuvent pas être utilisées à d'autres fins dans les établissements », explique le ministre. Ce n'est pas le cas actuellement, si bien que des établissements de santé utilisent certaines sommes dévolues à d'autres services. Cette « permutation » a d'ailleurs été dénoncée par la Protectrice du citoyen, rappelle M. Hébert.

Un rapport dressant un bilan de l'assurance autonomie devra être déposé à l'Assemblée nationale deux ans après l'adoption de la loi. L'assurance autonomie fera ensuite l'objet d'un examen tous les cinq ans de la part d'un organisme externe comme le Commissaire à la santé et au bien-être ou un groupe de recherche.

Les personnes admissibles à l'assurance autonomie auront droit à une



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

Le projet de loi a été déposé hier par le ministre de la Santé, Réjean Hébert.

allocation modulée en fonction de leurs revenus et de celui de leurs conjoints. Pour le moment, le montant de cette allocation n'est pas chiffré.

À terme, le ministre Hébert estime que les services et les soins à domicile assumés par l'État passeront de 15 % actuellement à 40 %. Le répit pour les proches aidants sera inclus dans cette enveloppe, ce qui n'est pas nécessairement le cas actuellement.

Critiques de l'opposition

L'opposition libérale a réclamé la tenue de consultations particulières, ce qui devrait avoir lieu à compter de la fin du mois de février. Elle a aussi dénoncé le manque de détails sur les coûts de cette assurance autonomie et les moyens de la payer.

« C'est toujours étonnant [...] de voir qu'on applaudit un projet qu'on n'a pas les moyens de mettre en œuvre avec ce qu'on a vu » dans le livre blanc, a souligné le leader parlementaire de l'opposition, Pierre Moreau.

Les entreprises et les personnes qui offrent les services et les soins à domicile devront être accréditées auprès de l'agence de santé de leur région. Elles pourront faire l'objet d'une inspection.

SERVICES COUVERTS PAR L'ASSURANCE AUTONOMIE

1. Soins et services professionnels de base (infirmière, nutritionniste, ergothérapeute, etc.)
2. Services d'assistance aux activités de la vie quotidienne (se laver, s'habiller, manger, etc.)
3. Services d'aide aux activités courantes de la vie domestique (courses, ménage, repas, etc.)
4. Fourniture d'aides techniques ou de petits équipements (marchette, etc.)
5. Services de répit pour les proches aidants

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTRÉAL

Présenté par Hydro Québec

OFFREZ UN CADEAU MAGNIFIQUE POUR LES FÊTES!

LA FINANCIÈRE SUN LIFE PRÉSENTE

LE BAL DES ENFANTS DE L'OSM

VENDREDI 7 FÉVRIER 2014, 17 h 30
MAISON SYMPHONIQUE DE MONTRÉAL

MAESTRO KENT NAGANO
dirige trois chefs-d'œuvre du répertoire jeunesse

SAINT-SAËNS - CARNAVAL DES ANIMAUX
PROKOFIEV - PIERRE ET LE LOUP
DEBUSSY - LA BOÎTE À JOUJOU

ÉVÈNEMENT - BÉNÉFICE

sous la coprésidence d'honneur de

MADAME ISABELLE HUDON
Présidente, Financière Sun Life, Québec

MONSIEUR BERNARD VOYER o.c., c.q.
Explorateur

RÉSERVATIONS: 514 842-9951
INFORMATION: WWW.OSM.CA

RECHERCHE CLINIQUE

VOULEZ-VOUS DES IMPLANTS POUR VOS PROTHÈSES ?

La faculté de médecine dentaire de l'Université McGill recherche des participants pour une étude. Dans cette étude vous recevrez des petits implants pour retenir votre prothèse inférieure à un prix abordable. Tous les traitements seront effectués **par des dentistes professionnels.**

Cette étude comprendra des traitements et des suivis d'un minimum de 6 visites pendant 2 ans. Pour être éligible à cette étude vous devez répondre aux critères suivants :

- Être sans aucunes dents naturelles depuis au moins 6 mois.
- Être relativement en bonne santé et sans histoire de cancer depuis 5 ans.
- Ne pas consommer de la phénytoline (Dilantin), de la cortisone, de l'insuline et des bisphosphonates.

Si vous souhaitez participer à cette étude, S.V.P. laissez-nous vos coordonnées sur la boîte vocale suivante :

(514) 398-2021

Quelqu'un vous rappellera dans les jours qui suivent.

**TOUT
À 0%
FINANCEMENT
À L'ACHAT**



CHEVROLET

**JUSQU'À 84 MOIS¹
DU 22 NOVEMBRE AU 9 DÉCEMBRE**

**POUR UNE DURÉE LIMITÉE
SUR TOUS LES MODÈLES 2014**

SPARK



JUSQU'À 60 MOIS

SONIC



JUSQU'À 84 MOIS

CRUZE



JUSQU'À 84 MOIS

MALIBU



JUSQU'À 60 MOIS

VOLT



JUSQU'À 60 MOIS

IMPALA



JUSQU'À 60 MOIS

CAMARO



JUSQU'À 60 MOIS

CORVETTE



JUSQU'À 12 MOIS

TRAX



JUSQU'À 72 MOIS

ORLANDO



JUSQU'À 60 MOIS

EQUINOX



JUSQU'À 84 MOIS

TRAVERSE



JUSQU'À 60 MOIS

TAHOE



JUSQU'À 60 MOIS

SUBURBAN



JUSQU'À 60 MOIS

SILVERADO 1500



JUSQU'À 60 MOIS

SILVERADO HD



JUSQU'À 84 MOIS

VIDANGES D'HUILE GRATUITES PENDANT 2 ANS²

POUR GARANTIR NOTRE QUALITÉ, NOUS LA COUVRONS AVEC UNE GARANTIE DU GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 160 000 KM/5 ANS³ SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ.

CONTACTERCHEVROLET.CA



L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant à tous les modèles Chevrolet 2014 neufs. 1. Offre valide pour les véhicules livrés entre le 22 novembre et le 9 décembre 2013. Les institutions financières participantes peuvent changer. Taux de financement à l'achat de 0 % offert sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque ScotiaSM ou de RBC Banque RoyaleSM pour un terme allant jusqu'à 84 mois pour Sonic, Cruze (jusqu'à 36 mois pour Cruze diesel), Equinox et Silverado HD ; pour un terme allant jusqu'à 72 mois pour Trax ; pour un terme allant jusqu'à 60 mois pour Spark, Malibu, Volt, Impala, Camaro, Traverse, Tahoe, Suburban, Silverado 1500 et Orlando ; et pour un terme de 12 mois pour Corvette. Les taux des autres institutions financières varient. Un versement initial, un échange ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Les mensualités et le coût d'emprunt varient selon la somme empruntée et la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Exemple : basé sur un financement de 15 545 \$ à un taux annuel de 0 %, le versement mensuel s'élève à 185,06 \$ pour 84 mois. Le coût d'emprunt est de 0 \$, et l'obligation totale est de 15 545 \$. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPPM et taxes en sus. Les concessionnaires peuvent établir leurs propres prix. Certaines conditions et restrictions s'appliquent. Détails chez votre concessionnaire. SM Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse. ¹ RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. ² Programme d'entretien lubrification, vidange d'huile et changement de filtre inclus pendant 2 ans ou 40 000 km, selon la première éventualité, à l'achat, à la location ou au financement d'un véhicule Chevrolet, Buick ou GMC 2014 admissible. Détails chez votre concessionnaire. Ces offres ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.

ACTUALITÉS

La police fait les frais du scandale

Des Torontois se demandent si le maire Ford ne jouit pas d'un traitement de faveur

MARTIN CROTEAU

TORONTO — De plus en plus de voix s'élevaient à Toronto pour réclamer non seulement la démission, mais aussi l'arrestation du maire Rob Ford. Une escalade qui accule la police à une position si délicate que certains craignent que son image ne soit ternie par le scandale qui ébranle l'hôtel de ville.

Avec de nouvelles révélations explosives sur les agissements allégués du maire, cette semaine, sont venus de nouveaux appels à sa démission. Mais le maire n'est pas la seule cible des critiques.

Le conseiller Adam Vaughan juge que l'impunité dont jouit le maire détonne avec la manière dont les policiers traitent des citoyens pauvres, immigrants ou toxicomanes. Il craint que la police ne donne l'impression qu'il y a une justice pour les riches et une autre pour les pauvres.

« Il y a un nombre significatif de personnes qui pensent qu'il reçoit un traitement de faveur, et cette perception ne doit pas être tolérée par la Ville et les élus », dit-il en entrevue dans son bureau de l'hôtel de ville.

Les élus ne sont pas les seuls à s'interroger sur le travail des policiers. Le centre Breakaway accueille chaque jour des dizaines de toxicomanes. Cet organisme a été le premier à organiser des échanges de seringues propres à Etobicoke, dans ce qu'on appelle aujourd'hui la « Ford Nation ».



PHOTO FRED THORNHILL, REUTERS

Les nombreuses révélations sur sa consommation de drogue ne semblent pas trop inquiéter Rob Ford, qui bien que dépouillé de la plupart de ses pouvoirs, n'en a pas moins conservé son poste de maire. On le voit ici à une conférence de presse, hier, au sujet du ramassage de la neige à Toronto.

ces choses-là, et la police nous tombe dessus, et lui, il s'en tire indemne." Il a toujours son job, il a toujours son salaire, il a toujours ses bénéfices. Il y a clairement deux poids, deux mesures. »

Preuves insuffisantes

La police de Toronto se défend bec et ongles. Son porte-parole, Mark Pugash, fait valoir que les preuves sont insuffisantes pour convaincre un tribunal de condamner M. Ford.

tout ce que nous faisons afin de défendre notre travail en tout temps. »

N'empêche, cette situation place le corps policier, en particulier son chef Bill Blair, dans une position périlleuse.

Fin octobre, M. Blair s'est dit « déçu » de voir le maire Ford apparaître dans une vidéo flanqué de deux membres allégués de gangs de rue, en train de fumer du crack. Le frère du maire, Doug Ford, a répondu en réclamant sa démission.

pas détenir de preuves solides contre le maire. Même la fameuse vidéo le montrant en train de fumer du crack ne peut constituer une preuve hors de tout doute de sa culpabilité.

« Le fait qu'il y ait des critiques des deux côtés me dit que l'enquête progresse d'elle-même sans aucune autre considération », estime Alok Mukherjee, directeur du Comité des services policiers de Toronto, un organisme civil chargé de superviser le travail des forces de l'ordre.

C'est peut-être pourquoi le maire adjoint de Toronto, Norm Kelly, est devenu depuis peu l'homme fort à l'hôtel de ville. C'est lui qui a hérité de l'essentiel des pouvoirs du maire Ford lors d'un vote du conseil municipal il y a deux semaines. Au cours d'un entretien avec *La Presse*, il a cautionné sans réserve le travail de la police et du chef Blair.

« C'est une position qui peut être très inconfortable, a-t-il reconnu, mais c'est un homme expérimenté et intelligent. Je sais qu'il fera de son mieux dans cette situation délicate. »

« Les gens se disent : "Nous consommons ces choses-là, et la police nous tombe dessus, et lui, il s'en tire indemne." Il a toujours son job, il a toujours son salaire, il a toujours ses bénéfices. » — Dennis Long, directeur d'un organisme pour toxicomanes

Le directeur de l'organisme, Dennis Long, s'étonne que le consommateur le plus célèbre en ville puisse non seulement échapper aux policiers, mais rester en poste.

« Il y a une certaine colère au sein de notre clientèle, constate M. Long. Les gens se disent : "Nous consommons

« C'est un scénario où l'on a toujours tort, quoi qu'on fasse, dit-il. Le mieux que nous puissions faire — et c'est ce que nous avons fait — est de mettre nos meilleurs enquêteurs sur l'affaire, d'entretenir des contacts réguliers avec des procureurs de la Couronne et de documenter

« Il est comme une tranche de jambon entre deux tranches de pain », observe, en français, Chris Mathers, un ancien agent de la GRC qui possède une agence de consultation dans la Ville reine.

Ce natif de Montréal est convaincu que la police dit vrai lorsqu'elle affirme ne

VOL DE DOCUMENTS CONFIDENTIELS

Ottawa suspend l'avocat adjudicateur

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

L'avocat lié à Affaires autochtones et Développement du Nord Canada qui s'est fait voler des documents extrêmement confidentiels dans sa voiture, le mois dernier au centre-ville de Montréal, a été suspendu par Ottawa.

Selon le ministre Bernard Valcourt, il n'a pas respecté « les règles élémentaires » de protection des renseignements personnels.

La Presse avait révélé l'histoire lundi dernier.

L'avocat est un adjudicateur employé par le Secrétariat d'indemnisation des pensionnés autochtones (SIPA). Il est chargé d'évaluer le montant de la compensation financière à verser à ceux qui ont vécu des

séances — sexuels ou physiques — dans ces établissements.

Pour ce faire, il doit analyser les détails de ces exactions et, souvent, les dossiers médicaux des victimes.

Il a été suspendu par son grand patron le 22 novembre dernier. Celui-ci a été mis au

Quarante-trois présumées victimes ainsi que « 16 personnes d'intérêt » ont été contactées et avisées que la confidentialité de leurs informations personnelles a été violée.

courant du vol quatre jours seulement après qu'il fut survenu.

« On décidera des mesures disciplinaires jugées nécessaires après l'enquête », a indiqué Michael Tansey, du SIPA.

43 victimes contactées

Affaires autochtones et Développement du Nord Canada vient de contacter 43 présumées victimes ainsi que « 16 personnes d'intérêt » (auteurs présumés de sévices) pour les aviser que la confidentialité de leurs informa-

tions personnelles a été violée, a relaté M. Tansey.

« Le portable volé est protégé par mot de passe, mais les fichiers qui y étaient enregistrés ne sont pas chiffrés et auraient dû être sauvegardés

sur une clé USB chiffrée », a-t-il ajouté.

Des formations supplémentaires seront imposées à tous les adjudicateurs pour prévenir ce genre de problèmes dans le futur.

La semaine dernière, la représentante du Québec au Comité des survivants des pensionnés s'était attristée de voir des informations extrêmement intimes faire l'objet d'un vol. « Ça me touche beaucoup, avait déploré Madeleine Basile. Je ne comprends pas qu'ils n'aient pas pris de mesures [pour mieux protéger les données], les adjudicateurs et le Secrétariat. »

« Nous nous excusons du stress et de l'anxiété que cet incident pourrait occasionner aux personnes touchées », a écrit Michael Tansey cette semaine.

Sables bitumineux Feu vert à l'expansion d'une mine

Le controversé projet d'expansion de la mine de sables bitumineux Jackpine de la pétrolière Shell a reçu le feu vert d'Ottawa. Selon la ministre de l'Environnement Leona Aglukkaq, cette augmentation de la capacité de production de 100 000 barils par jour « risque probablement d'entraîner des effets particulièrement nuisibles sur le plan environnemental », mais cela était « justifié compte tenu des circonstances ». Dans sa décision, la ministre établit 88 conditions pour Shell en matière de protection de la vie sauvage et de la santé des communautés autochtones voisines, entre autres choses.

— La Presse Canadienne

Médicaments dangereux Nouveau projet de loi

Le gouvernement conservateur a mis en place hier une nouvelle loi visant à protéger les consommateurs contre les médicaments dangereux, et à réduire les effets secondaires nuisibles. Le gouvernement peut désormais ordonner des rappels obligatoires pour les médicaments dangereux, et exiger des établissements de santé des rapports sur les effets secondaires nocifs. La loi permettra également à Ottawa d'imposer de nouvelles pénalités plus sévères pour les produits dangereux.

— La Presse Canadienne

LIQUIDATION DE FAILLITE

DU JAMAIS VU!!

DES PRIX PLUS BAS QUE CEUX D'UNE FAILLITE!
(Ce n'est pas un encaen.)

Rabais de 80%
DES MILLIERS DE TAPIS À LIQUIDER

Énorme sélection de tapis neufs, semi-antiques et antiques, dans toutes les teintes et les dimensions (de 2 pi x 3 pi jusqu'à 15 pi x 20 pi, tapis de passage jusqu'à 22 pi, ainsi que des tapis ronds et carrés).

Bidjar, Kazak, Qum pure soie, Bokhara, Tabriz, Nain, Mood, Hereke, Kashan, Agra, Chubi, Bakhtiar, Sarough, Kerman, Mashad, Jaipur lavé au thé, Obusson, Savonnerie et plusieurs tapis tribaux.

3 JOURS SEULEMENT

Nouvelle marchandise de meubles, bronzes, peintures à l'huile et beaucoup plus!

7, 8 et 9 décembre

Heures d'ouverture: Samedi 7 décembre: 11 h à 18 h
Dimanche 8 décembre: 11 h à 17 h
Lundi 9 décembre: 11 h à 17 h

4150, boul. Poirier, Saint-Laurent (angle boul. Thimens)

VISA M.C. AMERICAN EXPRESS

DEPUIS 1969

Style.ca

S.T. Dupont PARIS

Maintenant à Montréal, la plus belle boutique de stylos du Canada.
La nouvelle tendance prestigieuse de Paris pour écrire...

Place Laurier Québec Carrefour Laval Niveau métro Simons Centre-Ville Montréal 514 284-1295

Un sénateur conservateur dénonce un « torchon » du NPD

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Ulcéré de recevoir par la poste un dépliant du NPD prônant l'abolition du Sénat — « une institution coûteuse et antidémocratique » —, le sénateur conservateur Jean-Guy Dagenais a expédié hier une virulente riposte à la députée de sa circonscription de Terrebonne-Blainville, Charmaine Borg.

« Quel torchon! Voilà le seul mot qui me vient à l'esprit pour qualifier le dépliant que vous faites parvenir aux citoyens du comté aux frais de tous les contribuables canadiens », a écrit d'emblée M. Dagenais, nommé au Sénat par le premier ministre Stephen Harper en janvier 2012.

L'ancien policier de la Sûreté du Québec a mal digéré cette nouvelle attaque du NPD contre le Sénat, éclaboussé depuis des mois en raison du scandale des dépenses des sénateurs Mike Duffy, Patrick Brazeau, Pamela Wallin et l'ancien sénateur libéral Mac Harb.

M. Harper est mitraillé de questions aux Communes par le chef du NPD, Thomas Mulcair, depuis six mois dans la foulée des révélations voulant que de proches collaborateurs du premier ministre aient joué un rôle dans les tractations qui ont mené au remboursement des dépenses injustifiées de Mike Duffy.

« Quel torchon! Voilà le seul mot qui me vient à l'esprit pour qualifier le dépliant que vous faites parvenir aux citoyens du comté. » — Extrait d'une lettre du sénateur Jean-Guy Dagenais

À ce sujet, M. Dagenais estime dans sa lettre que M. Mulcair fait « perdre du temps » à la Chambre des communes en posant des questions sur cette affaire alors qu'il y a d'autres priorités plus importantes comme l'économie, selon lui.

« Des poteaux pour boucher des trous »

« Comme députée NPD, qui n'aurait probablement jamais été élue sans une spontanée sympathie des Québécois pour Jack Layton, qui avait désigné des poteaux pour boucher les trous dans plusieurs circonscriptions de la province, savez-vous que l'abolition du Sénat, dont vous parlez, ne fait même pas partie du programme du NPD? », a encore écrit M. Dagenais dans sa missive.

Le NPD prône l'abolition du Sénat depuis 50 ans et il a formellement promis aux élections de 2011 de tenir un référendum sur ce sujet.

Avant d'être nommé au Sénat, M. Dagenais avait été candidat du Parti conservateur dans Saint-Hyacinthe-Bagot. Il a terminé troisième, récoltant à peine 16 % des voix, loin derrière la néo-démocrate Marie-Claude Morin (52,3 %).

L'envoi de cette lettre a provoqué la colère dans les rangs du NPD. Le leader parlementaire du parti à la Chambre des communes, Nathan Cullen, a d'ailleurs soulevé hier un rappel au règlement pour dénoncer cette attaque contre M^{me} Borg, élue avec près de 50 % des voix aux élections de 2011. « Le ton de cette lettre est offensant », a affirmé M. Cullen, qui s'élevait contre cette attaque « paternaliste, infantile, condescendante et franchement misogyne ».

Pour sa part, M^{me} Borg a déclaré: « J'ai été frappée par l'insolence du sénateur Dagenais. En plus de m'attaquer personnellement, il admet être enchanté de voir son gouvernement conservateur refuser de collaborer avec les autres partis. [...] Malheureusement pour le sénateur Dagenais, je travaille pour les personnes qui m'ont élue. »

Joint hier, M. Dagenais a reconnu que le ton de sa lettre était « musclé ».

Lac-Mégantic Ottawa annonce la répartition de l'aide financière

Le gouvernement Harper a annoncé hier comment sera dépensée une portion de l'aide économique de 60 millions qu'il avait promise en juillet dernier à la suite de la catastrophe ferroviaire de Lac-Mégantic. Le ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, Denis Lebel, a indiqué que 35 millions

seront consacrés à la relance de l'économie régionale. Une première tranche de 20 millions servira à l'appui du plan de reconstruction de la municipalité dont le centre-ville a été complètement ravagé par l'incendie d'une série de wagons-citernes. Une somme de 10 millions sera offerte sous forme d'aide directe aux entreprises et organismes à but non

lucratif afin de leur permettre de maintenir leur compétitivité et de développer leurs activités. Les 5 autres millions iront dans deux fonds administrés localement, l'un consacré à des projets de relance de l'activité commerciale, l'autre pour la construction et la remise en état des infrastructures communautaires.

— La Presse Canadienne

LE SAMEDI 7 DÉCEMBRE SEULEMENT!

20X

PLUS DE POINTS PHARMAPRIX OPTIMUM^{MD}

À L'ACHAT DE PRESQUE TOUS PRODUITS EN MAGASIN D'UNE VALEUR DE 75 \$ OU PLUS[†].

GRATUIT? C'est génial!



DE PLUS MÉGA-AUBAINES Du samedi 7 au vendredi 13 décembre



LINDT Chocolats Produits sélectionnés

25% de rabais*



LOWNEY Cerises au marasquin

3⁹⁹



FRUCTIS, TRESEMME ou CLEAR Soins capillaires sélectionnés Jusqu'à épuisement des stocks Pas de bons d'achat différé

4⁹⁹



ROYALE ou COTTONELLE Papier hygiénique (9 - 12 rouleaux) Produits sélectionnés Limite de 4, 7,99 \$ par article supplémentaire

3⁹⁹



RALPH LAUREN POLO BLUE (40 mL), PINK SUGAR (50 mL) ou BECKHAM CLASSIC (60 mL) Eau de toilette Produits sélectionnés Jusqu'à épuisement des stocks Pas de bons d'achat différé

19⁹⁹



VICHY Soins de la peau sélectionnés Les ensembles-cadeaux sont exclus

20% de rabais*



COFFRET DE PARFUMS ET BON-CADEAU pour lui ou pour elle

75 \$



CONAIR INFINITI PRO CURL SECRET STYLER Appareil coiffant

99⁹⁹



GOOGLE NEXUS 7 by ASUS Tablette 16 Go Jusqu'à épuisement des stocks Pas de bons d'achat différé

231⁶⁴

Les produits et prix ne s'appliquent QU'AUX MAGASINS VENDANT DES PRODUITS ALIMENTAIRES



PANIER QUOTIDIEN Beurre (454 g) Produits sélectionnés Limite de 4, 3,49 \$ par article supplémentaire

3²⁹



NUTRILAIT Lait au chocolat (1 L)

99¢



PANIER QUOTIDIEN Gros œufs blancs (1 douzaine) Limite de 2, 2,49 \$ par article supplémentaire

1⁹⁹



COCA-COLA ou PEPSI Boissons gazeuses sélectionnées (2 L) ou 1,99 \$ ch. Limite de 4 + Consigne

4/5 \$



LAYS Croustilles (180 g) Produits sélectionnés Limite de 4, 2,99 \$ par article supplémentaire

1⁸⁸

Les prix et l'offre de points prime Pharmaprix Optimum^{MD} sont en vigueur du samedi 7 au vendredi 13 décembre 2013, jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Nous ne vendons pas aux marchands. *sur nos prix courants. † l'offre est en vigueur le samedi 7 décembre 2013. Les points sont attribués en fonction du total net des achats de produits admissibles après les rabais et les échanges, et avant les taxes, sur présentation d'une carte Pharmaprix Optimum^{MD} valide. Sont exclus tous les produits offerts ou vendus par un pharmacien dans l'exercice de sa profession, les points prime Pharmaprix Optimum^{MD}, les points obtenus avec la carte Pharmaprix Optimum^{MD} MasterCard[®] RBC[®] et ceux associés au Forfait bancaire Pharmaprix Optimum RBC[®], les produits non admissibles aux points, les billets de loterie, les photos de passeport, les timbres, les billets et cartes de transport en commun, les billets de spectacles, les cartes-cadeaux, les cartes d'appel et les produits de cartes prépayées. L'offre s'applique aux commandes de traitement photo recueillies et payées le jour de la promotion seulement. Ne peut être jumelée à aucune autre promotion ni offre de points Pharmaprix Optimum^{MD}. Détails à la caisse. MD 911979 Alberta Ltd. ††N'ayant aucune valeur monétaire, les points Pharmaprix Optimum et les points prime Pharmaprix Optimum sont échangeables en vertu des programmes Pharmaprix Optimum et Pharmaprix Optimum Plus contre des rabais sur les achats effectués dans les magasins Pharmaprix. La valeur du rabais obtenu au moyen d'échange de points est établie dans le cadre de cette offre et est calculée en fonction du tableau de primes du programme Pharmaprix Optimum en vigueur durant cette offre et s'applique uniquement à cette promotion à durée limitée. La valeur du rabais obtenu au moyen d'échange de points Pharmaprix Optimum variera selon le tableau de primes du programme Pharmaprix Optimum au moment de l'échange et d'autres facteurs; détails à pharmaprix.ca. MD 911979 Alberta Ltd. Sont exclus les points MasterCard[®] Pharmaprix Optimum^{MD} et ceux associés au Forfait bancaire Pharmaprix Optimum RBC[®].



RAPATRIEMENT DE LA CONSTITUTION

TRUDEAU N'AURAIT PAS REÇU D'INFORMATIONS PRIVILÉGIÉES

La publication du livre *La bataille de Londres* a fait grand bruit au printemps parce que l'auteur y révèle que l'ancien juge en chef de la Cour suprême Bora Laskin a manqué à son devoir de réserve pendant que le plus haut tribunal du pays évaluait la légalité du projet de rapatriement du gouvernement Trudeau. Mais des documents obtenus par *La Presse* laissent croire que cela n'a pas influencé la stratégie d'Ottawa.



JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — L'ancien gouvernement libéral de Pierre Trudeau brûlait d'impatience de connaître la date et la teneur de la décision de la Cour suprême du Canada au sujet de la légalité de son projet de rapatrier la Constitution sans l'accord des provinces en 1981.

Mais on ne trouve aucun indice permettant de conclure que son gouvernement avait été mis au courant à l'avance des grandes lignes de la décision dans des documents obtenus par *La Presse* et remis récemment au gouvernement du Québec.

En outre, rien n'indique dans ces documents obtenus en vertu de la Loi sur l'accès à l'information que le bureau du premier ministre a été informé de la date précise du jugement par un ou des membres du plus haut tribunal du pays.

Au contraire, les nombreuses notes rédigées par Michael Kirby, qui était alors secrétaire du cabinet pour les relations fédérales/provinciales au bureau de M. Trudeau et qui pilotait donc le dossier du rapatriement, démontrent qu'Ottawa planchait à

l'époque sur plusieurs scénarios qui ont été revus et modifiés alors que la décision de la Cour suprême se faisait attendre.

Le gouvernement Trudeau privilégiait l'hypothèse d'une victoire totale devant la Cour suprême et comptait, le cas échéant, s'assurer que le gouvernement britannique adopte rapidement une résolution mettant fin au lien colonial entre le Canada et la Grande-Bretagne. Mais en même temps, il n'écartait pas la pos-

sibilité que les juges donnent aussi raison aux provinces, qui s'opposaient majoritairement à toute démarche unilatérale d'Ottawa.

Les nombreuses notes rédigées par Michael Kirby démontrent qu'Ottawa planchait à l'époque sur plusieurs scénarios qui ont été revus et modifiés alors que la décision de la Cour suprême se faisait attendre.

documents, dont une petite partie a été caviardée, ont été remis au gouvernement du Québec vendredi dernier et ils sont donc accessibles au grand public depuis. Québec a réclamé ces documents en vertu de la Loi sur l'accès à l'information après la publication au printemps d'un livre, *La bataille de Londres*, dans lequel l'auteur Frédéric Bastien fait état de certains propos tenus par le juge en chef de la Cour suprême de l'époque, Bora Laskin.

Dans son livre, M. Bastien révèle aussi que le juge Laskin a eu un bref entretien avec Michael Pitfield, qui était alors greffier du Conseil privé, soit le plus haut fonctionnaire du gouvernement canadien, durant la même période. Selon un autre câble diplomatique envoyé à Londres par le Haut-Commissariat britannique à Ottawa, le juge a informé M. Pitfield qu'il écourait ses vacances à Londres afin de rencontrer ses collègues de la Cour suprême « pour deux ou trois jours ». « Le juge en chef a alors indiqué à M. Pitfield: "Vous savez ce que cela veut dire", avant de raccrocher. M. Pitfield a compris que cela voulait dire que la Cour suprême pourrait rendre sa décision sur la question de la Constitution canadienne aux environs du 7 juillet. »

Mais les notes de Michael Kirby destinées à M. Trudeau indiquent que ces informations n'ont pas été d'une grande utilité. On savait dans les officines du gouvernement, dès le 29 juin, soit deux jours plus tôt, que le juge rentrerait à Ottawa le 5 juillet pour quatre jours de réunion.

Échanges de lettres

« Roger Tassé (sous-ministre de la Justice) a discuté avec le bureau du registraire de la Cour suprême après l'annonce que le juge en chef reviendrait à Ottawa pour quatre jours la semaine prochaine. Le

Désaccord

Alors qu'il se trouvait à Londres, le 1^{er} juillet 1981, le juge Laskin a confié au procureur général de la Grande-Bretagne, Michael Havers, durant une rencontre « qu'il existait un important désaccord entre les juges de la Cour suprême » sur le projet du gouvernement Trudeau, selon un câble diplomatique envoyé au Haut-Commissariat britannique à Ottawa et obtenu par M. Bastien du Foreign Office à Londres.

2000 pages de documents

En tout, *La Presse* a obtenu mercredi quelque 2000 pages de documents relativement au rapatriement de la Constitution que possédaient le bureau du Conseil privé et le ministère des Affaires étrangères, et qui ont été rédigées entre janvier et décembre 1981. Ces

Bastien défend les conclusions de son livre

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — L'auteur du livre *La bataille de Londres*, Frédéric Bastien, estime que les conclusions de son livre demeurent correctes même si les documents remis au gouvernement du Québec par le bureau du Conseil privé ne contiennent aucun indice étayant la thèse qu'il y a eu échange d'informations entre l'ancien juge en chef Bora Laskin et le gouvernement Trudeau dans le dossier du rapatriement de la Constitution.

Selon lui, l'ancien juge a manqué à ses obligations en discutant du dossier du rapatriement de la Constitution canadienne avec le procureur général britannique Michael Havers, alors que le plus haut tribunal du pays se penchait sur le dossier.

« Tout cela est arrivé »

« Il n'y a aucun document qui infirme ce que je dis. Vous avez vu les documents. Les conversations [entre le juge Laskin et M. Havers] ont eu lieu. À moins que quelqu'un vienne prouver que c'est un faux ou qu'il y ait un autre document qui viendrait

nuancer ça, jusqu'à preuve du contraire, autrement dit, tout cela est arrivé », a dit M. Bastien.

Dans son livre, M. Bastien relève d'ailleurs que le juge Laskin est intervenu à au moins cinq reprises au cours d'une démarche hautement politique: une fois avec une source fédérale non identifiée, une fois avec l'ancien greffier du Conseil privé, Michael Pitfield, une fois avec M. Havers et deux fois avec des diplomates britanniques.

« Qu'il y ait ou pas d'autres découvertes qui viendraient ajouter à cela, ce qui est déjà dans le livre est suffisant, à mon avis », a-t-il dit.

Une demande de Québec

Après la publication du livre de M. Bastien, le gouvernement Marois a exigé qu'Ottawa lui remette tous les documents en sa possession liés au rapatriement de la Constitution. Il voulait ainsi déterminer si l'ancien juge avait communiqué des informations confidentielles lors des délibérations sur la procédure de rapatriement au gouvernement Trudeau, un geste qui aurait contrevenu au principe de séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif.



Pierre Trudeau et Bora Laskin.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

LE MINISTRE CLOUTIER A BESOIN DE TEMPS POUR TIRER DES CONCLUSIONS

« On a reçu les documents mardi. Ce que je comprends, c'est que plusieurs ministères n'ont carrément pas donné d'informations. Et une partie des documents est caviardée. Alors on est en train d'analyser tout ça. À ce stade-ci, je ne peux pas tirer de conclusions. »

— Alexandre Cloutier, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre Pierre Trudeau et la reine Élisabeth II ont signé le 17 avril 1982 au parlement d'Ottawa les documents officiels qui ont concrétisé le rapatriement de la Constitution. L'homme à droite, qui pose la main sur la table, est Michael Kirby, secrétaire du cabinet pour les relations fédérales/provinciales au bureau de M. Trudeau.

bureau du registraire a répété à Roger le conseil qu'il avait déjà donné à la presse: on ne devrait tirer aucune conclusion concernant le retour du juge en chef», peut-on lire dans une note datée du 29 juin 1981 de M. Kirby.

«Je tiens à souligner que la période du 17 août représente la meilleure estimation seulement de Roger. Nous n'avons aucune information coulée dans le béton en ce moment. On pourrait avoir plus d'information de la Cour quand le juge en chef reviendra la semaine prochaine.»

Le 3 juillet, M. Kirby écrit une autre note au premier ministre lui présentant divers scénarios relatifs au projet de rapatriement en tenant compte

de certaines «hypothèses»: que la décision de la Cour suprême serait «favorable» à la position du gouvernement fédéral; que la décision serait rendue après la fin de la session parlementaire à Ottawa et à Londres; et

pourrait être rendue durant la semaine du 17 août, mais que la date la plus probable est autour de la fête du Travail; la décision sera rendue durant une séance extraordinaire; «les juges ont pris une décision et ils sont en

laquelle il affirme «on tient pour acquis que quelque temps entre le 8 septembre et le 30 septembre, la Cour suprême validera la légalité de l'initiative constitutionnelle du gouvernement fédéral. Du travail

alors que M. Trudeau était en route vers l'Australie afin de participer au sommet du Commonwealth. Il a pu réagir lors d'une escale à Séoul.

Le jugement rendu n'était pas celui auquel s'attendait le gouvernement fédéral. Dans une décision divisée à six juges contre trois, la Cour suprême a statué que le rapatriement et la modification de la Constitution sans l'accord des provinces seraient légaux, mais seraient contraires aux conventions constitutionnelles du pays. Cette décision a forcé Ottawa à retourner à la table de négociations avec les provinces.

— Avec la collaboration de William Leclerc

Dans une décision divisée à six juges contre trois, la Cour suprême a statué que le rapatriement et la modification de la Constitution sans l'accord des provinces seraient légaux, mais seraient contraires aux conventions constitutionnelles du pays.

que la décision serait rendue «avant le 15 septembre».

Dans une autre note du 22 juillet, M. Kirby écrit que Roger Tassé a discuté avec le bureau du registraire et que «son rapport et le suivant»: la décision

train de polir leurs jugements et les faire traduire; ils comptent imprimer 10 000 exemplaires de la décision et cela ajoute au délai de sa diffusion».

Le 21 août, M. Kirby envoie une note à M. Trudeau dans

est également en cours sur des stratégies de rechange dans l'éventualité d'une réponse ambiguë ou d'une réponse défavorable de la Cour.»

La décision est finalement tombée le 28 septembre,



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Le gouvernement Harper ne veut pas rouvrir le débat constitutionnel

OTTAWA — Le gouvernement Harper persiste et signe: il ne veut pas rouvrir le dossier constitutionnel, surtout quand il s'agit de l'héritage politique de Pierre Trudeau, malgré les demandes du gouvernement Marois.

«Il est clair que le gouvernement péquiste souhaite rouvrir les vieilles chicanes constitutionnelles avec l'ancien gouvernement libéral de Pierre Trudeau, et notre gouvernement n'a pas l'intention de jouer dans ce film-là. Nous souhaitons plutôt rester concentrés sur l'économie et l'emploi», a indiqué Carl Vallée, porte-parole du premier ministre Stephen Harper.

Il a ajouté que le gouvernement du Québec a reçu les documents qu'il réclamait du bureau du Conseil privé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, une loi qui «est appliquée par les fonctionnaires de façon indépendante de la branche politique du gouvernement. Cela ne relève donc pas du premier ministre. Peu importe ce qu'en dira le Parti québécois».

«Le premier ministre n'est certainement pas venu en politique pour défendre l'héritage libéral de Pierre Trudeau, surtout sur le front constitutionnel. Le PQ pourra continuer de se battre avec des fantômes, nous, on n'y participera pas», a-t-il dit. — Joel-Denis Bellavance

D'AUTRES RÉVÉLATIONS DANS LES DOCUMENTS

1 Le gouvernement Trudeau était déterminé à remporter la bataille des communications qui l'opposait aux provinces à Londres. M. Kirby a écrit plusieurs notes à ce sujet et se montrait inquiet de l'efficacité des stratégies de certaines provinces, en particulier du Québec. «Les provinces ont mis au point, au cours des derniers mois, une campagne de relations publiques exhaustive en Grande-Bretagne et elles comptent intensifier leurs activités le mois prochain», a écrit M. Kirby le 22 avril 1981.

2 Parallèlement, le gouvernement libéral désirait se montrer raisonnable dans ses déclarations pour éviter d'influencer les juges de la Cour suprême. Ainsi, les ministres du cabinet ne devaient pas faire pression en public sur leurs homologues britanniques. «Tout lobbying en public par des ministres canadiens du cabinet en Grande-Bretagne, avant toute décision de la Cour, aura un impact négatif sur la Cour suprême», a écrit M. Kirby le même jour.

3 La reine Élisabeth II a demandé qu'on lui organise une séance d'information au sujet de la décision de la Cour suprême le 30 septembre, avant de rencontrer Pierre Trudeau le 1^{er} octobre dans le cadre du sommet du Commonwealth en Australie.

4 Le 2 octobre, Michael Kirby recommande au premier ministre, dans la foulée de la décision de la cour, de tendre une dernière perche aux provinces pour mettre fin à l'impasse. «La situation politique au Québec exige que nous fassions un compromis.»

5 Le 8 octobre, il résume les résultats d'un sondage national mené pour le compte du Conseil privé qui démontre que quatre Canadiens sur dix et la moitié des Québécois souhaitent que le gouvernement fédéral relance les négociations avec les provinces. Le 2 novembre, une conférence des premiers ministres a lieu à Ottawa.

Apple iPad Air



iPad Air est plus mince de 20 %^② et pèse moins d'un demi-kilo. Malgré son poids plume, il est doté d'un écran Retina de 9,7 pouces, d'une puce A7 à architecture 64 bits, d'une connectivité sans fil ultrarapide et d'une batterie dont l'autonomie peut atteindre 10 heures^③. Sans oublier les quelque 475 000 apps de l'App Store qui sont toujours à portée de doigts^④.

FUTURE SHOP
un monde exaltant

18
MOIS

✓ paiements égaux
✓ sans intérêts
sur tous les achats de plus de 299\$.^①

Offre valable du 9 nov. au 20 déc. 2013. ^② Comparé à la 4^e génération d'iPad. ^③ L'autonomie de la batterie varie en fonction de l'utilisation et des réglages. Pour en savoir plus, consultez le www.apple.com/ca/fr/batteries. ^④ Fait référence au nombre total à l'échelle mondiale. Tous les contenus ne sont pas offerts dans tous les pays.

^① Sur approbation de crédit seulement sur votre carte Future Shop. Frais annuels de 25\$ et achat minimum applicables aux résidents du Québec. Cette offre n'est pas valable pour les transactions en ligne. Pour obtenir les détails sur cette offre « Paiements égaux sans intérêts », consultez la Convention de détenteur de carte.

L'armée française déployée à Bangui

Les affrontements entre chrétiens et musulmans ont fait au moins 300 morts en Centrafrique

AGENCE FRANCE-PRESSE

BANGUI — L'armée française a déclenché son opération en Centrafrique avec un renforcement, dans un premier temps hier, des patrouilles à Bangui, la capitale, qui vit dans la psychose de nouvelles tueries, après les massacres et les violences qui ont fait au moins 300 morts depuis jeudi.

Si aucune violence de grande ampleur n'a été signalée hier, plusieurs milliers d'habitants de Bangui étaient rassemblés aux abords de son aéroport, où l'armée française et la force africaine ont leurs bases, de crainte d'exactions dans leurs quartiers voisins de Boeing et de Boy-Rabe.

Dans le quartier de l'Assemblée nationale, la Croix-Rouge centrafricaine ramassait des dizaines de cadavres abandonnés depuis les violents affrontements de la veille, suivis de tueries à l'arme à feu ou à la machette.

En comptabilisant les corps déposés dans les morgues des structures hospitalières, dans des lieux de culte et dans les rues par les équipes de la Croix-Rouge, le bilan provisoire s'élevait à 281 morts, a ajouté un responsable de la Croix-Rouge centrafricaine qui a requis l'anonymat, soulignant que les secouristes n'avaient pu accéder hier à tous les quartiers où la présence de cadavres a été signalée: «Il y a des quartiers où il y a encore des corps à ramasser.»

Vendredi soir, un millier de soldats français étaient présents dans le pays, a précisé l'état-major français des armées. Au total, les effectifs militaires français en Centrafrique doivent rapidement atteindre 1200 hommes.

Ville déserte

À la nuit tombante, quelques minutes avant le couvre-feu, deux avions de combat français Rafale ont longuement survolé la ville pour impressionner les belligérants.

Excepté aux abords immédiats de l'aéroport, les rues sont encore restées désertes toute la journée.

Après les tueries de jeudi, les employés de la Croix-Rouge, dans une odeur pestilentielle, emballaient dans des sacs blancs les corps des victimes restées dans les rues, puis les plaçaient dans des véhicules,

La Croix-Rouge centrafricaine ramassait des dizaines de cadavres abandonnés depuis les violents affrontements de la veille, suivis de tueries.

sous le regard de combattants de l'ex-Séléka, l'ancienne rébellion actuellement au pouvoir, intégrés par le président Michel Djotodia aux nouvelles forces de sécurité.

Après avoir subi des mois durant la loi d'airain et les exactions des ex-rebelles Séléka, pour la plupart musulmans, certains à Bangui, ville très majoritairement chrétienne, pensent que l'heure de la vengeance a sonné. La colère des populations s'est progressivement reportée sur les musulmans, faisant planer le spectre de massacres de grande ampleur entre chrétiens et musulmans, avec l'habituel cercle infernal des représailles.

La présidence centrafricaine a demandé vendredi à toutes les forces de défense et de sécurité de regagner leurs casernes, autorisant seulement les forces panafricaine, française et de la sécurité présidentielle à patrouiller dans la capitale. En fin de journée, cette demande était restée lettre morte, avec des pick-up bondés de soldats visibles dans tout Bangui, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Rétablir «un minimum de sécurité»

Jeudi, avant l'aube, de violents affrontements avaient éclaté dans la capitale. «Des groupes armés ont lancé une offensive sur la ville. Les forces de l'ONG Médecins sans frontières (MSF).

C'est dans ce climat délétère et explosif que l'ONU a donné

son feu vert à une opération commune de forces africaines et françaises pour rétablir la sécurité.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est déclaré hier «très inquiet de l'escalade des violences entre communautés» et a lancé un «appel urgent» à protéger les civils.

La Centrafrique, pays très pauvre de 4,6 millions d'habitants, est plongée dans le chaos et dans un engrenage de violences intercommunautaires et interreligieuses entre chrétiens (80% de la population) et musulmans depuis le renversement en mars du président François Bozizé par une coalition hétéroclite à dominante musulmane, la Séléka.

Le chef de la Séléka, Michel Djotodia, a été investi aux fonctions de président de transition en août, puis a dissous la Séléka, sans parvenir à rétablir l'ordre.



Des travailleurs de la Croix-Rouge centrafricaine ramassaient hier les corps de victimes d'exactions survenues la veille à Bangui.

Offrez un Noël pour Spa

ROYALE ETS
avec ozoneur,
5-6 places, 31 jets

3999⁹⁹ 37⁹⁰ AUX 2 SEMAINES 60 MOIS**

5200
avec stéréo deluxe Sony,
UV Cleanzone II, 6 places, 52 jets

6999⁹⁹ 40¹⁶ AUX 2 SEMAINES 120 MOIS**

LEGEND
avec stéréo Jensen Bluetooth,
ozoneur, 6-7 places, 51 jets

4999⁹⁹ 28⁶⁹ AUX 2 SEMAINES 120 MOIS**

5400
avec stéréo deluxe Sony,
UV Cleanzone II, 6 places, 53 jets

7499⁹⁹ 41⁹³ AUX 2 SEMAINES 120 MOIS**

HERITAGE II
avec stéréo Jensen Bluetooth,
ozoneur, 6-7 places, 61 jets

5999⁹⁹ 34⁴³ AUX 2 SEMAINES 120 MOIS**

FONTAINE
avec stéréo Bluetooth,
UV Cleanzone II, 6 places, 51 jets

8499⁹⁹ 47⁵² AUX 2 SEMAINES 120 MOIS**

J-235
avec stéréo,
6 places, 35 jets

5799⁹⁹ 33²⁸ AUX 2 SEMAINES 120 MOIS**

CAMEO
avec stéréo,
5-6 places, 54 jets

9999⁹⁹ 55⁹¹ AUX 2 SEMAINES 120 MOIS**

J-275
avec stéréo,
6 places, 45 jets

6299⁹⁹ 36¹⁵ AUX 2 SEMAINES 120 MOIS**

J-470
avec stéréo,
6-7 places, 39 jets

10999⁹⁹ 61⁵⁰ AUX 2 SEMAINES 120 MOIS**

J-375
avec stéréo,
6 places, 46 jets

8999⁹⁹ 50³² AUX 2 SEMAINES 120 MOIS**

MAXXUS
avec stéréo,
6 places, 65 jets

12499⁹⁹ 69⁸⁸ AUX 2 SEMAINES 120 MOIS**

DE PLUS POUR NOËL EN CADEAU RECEVEZ UNE MARCHÉ ET UN LEVIER DE COUVERT UNE VALEUR 400\$



www.clubpiscine.ca

Les taxes sont payables à l'achat - sous réserve de l'approbation du crédit, voir détails en magasin. Les conditions d'emprunt et les taux d'intérêt peuvent être modifiés en tout temps par les institutions bancaires. Voir les détails en magasin. - Ces promotions ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion et sont valables jusqu'au 24 décembre 2013 ou jusqu'à épuisement des stocks. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre et ne sont pas applicables dans les Centres de liquidation. - Photos à titre d'illustration seulement. - Malgré le soin apporté lors de l'impression de ce feuillet, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos magasins.

MONTANTS FINANCIÉS	TAUX	MOIS	AUX 2 SEM.	FRAIS DE CRÉDIT	DÉPÔT	L'OBLIGATION TOTALE	MONTANTS FINANCIÉS	TAUX	MOIS	AUX 2 SEM.	FRAIS DE CRÉDIT	DÉPÔT	L'OBLIGATION TOTALE
** 3,999,99\$	8,59%	60	37,90\$	927,01\$	- \$	4,927,00\$	*** 7,499,99\$	7,99%	120	41,93\$	3,401,81\$	- \$	10,901,80\$
** 4,999,99\$	8,59%	120	28,69\$	2,459,41\$	- \$	7,459,40\$	*** 8,499,99\$	7,99%	120	47,52\$	3,855,21\$	- \$	12,355,20\$
** 5,999,99\$	8,59%	120	33,28\$	2,852,81\$	- \$	8,852,80\$	*** 9,999,99\$	7,99%	120	50,32\$	4,083,21\$	- \$	13,083,20\$
** 6,999,99\$	8,59%	120	34,43\$	2,949,21\$	- \$	8,949,20\$	*** 10,999,99\$	7,99%	120	61,50\$	4,536,61\$	- \$	14,536,60\$
** 7,999,99\$	8,59%	120	36,15\$	3,099,01\$	- \$	9,399,00\$	*** 12,499,99\$	7,99%	120	69,88\$	5,668,81\$	- \$	18,168,80\$
** 8,999,99\$	8,59%	120	40,16\$	3,441,61\$	- \$	10,441,60\$							

MONDE

FRANCE

Les suffragettes du XXI^e siècle



AGNÈS GRUDA
PARIS

D'abord, il y a eu un élément déclencheur: des compressions dans le financement des services de planification familiale, décrétées sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

Ensuite, un constat: malgré les apparences, la cause de l'égalité des femmes est loin d'être gagnée en France.

Puis, il y a eu la rencontre de sept femmes dans la vingtaine, qui ont décidé de reprendre le flambeau du féminisme, mais avec les moyens du XXI^e siècle. Pour qu'il n'y ait aucune confusion sur la nature de leurs intentions, elles se sont regroupées sous le chapeau «Osez le féminisme», OLF pour les intimes.

C'était important de mettre le mot «féminisme» à l'avant-plan, explique Julie Muret qui, à 35 ans, est l'une des doyennes du groupe – et l'une de ses trois porte-parole.

«Nous voulions nous réapproprier le terme, qui avait une image négative. C'était un mot qui sentait le soufre.»

Dès sa toute première campagne, contre la case «mademoiselle» dans les documents officiels, OLF se fait remarquer. Une circulaire administrative finira par faire tomber cette appellation en désuétude.

D'autres campagnes ont suivi: pour le rétablissement d'un ministère des droits des femmes, la parité ministérielle, l'augmentation du nombre de places en garderie, la nomination de femmes au Panthéon et au Conseil constitutionnel.

Des cibles précises qu'OLF aborde avec deux armes: les réseaux sociaux et l'humour. Une des affiches de la



PHOTO FRANÇOIS MORI, ASSOCIATED PRESS

Des femmes ont manifesté le 29 novembre à Paris contre la prostitution. L'OLF soutient la loi visant la pénalisation du client.

campagne de féminisation du Conseil constitutionnel montre un panda – espèce en voie de disparition, tout comme les femmes au sein de l'organisme.

Une série de vidéos rigolotes inverse les rôles féminins et masculins au bureau et à la maison. Le blogue Vie de meuf

statistiques incontestables: écart salarial de 27 % en faveur des hommes, 80 % des tâches ménagères accomplies par les femmes, 18 % de femmes à l'Assemblée nationale (depuis 2012, c'est 26 %.)

Avec leurs actions ciblées, leurs slogans toniques et leurs

Libération les projette à l'avant-scène médiatique. Elles y sont toujours. Quatre ans après sa création, le mouvement compte 1200 membres et une vingtaine d'antennes régionales. OLF est devenu un interlocuteur incontournable.

Ses fondatrices se perçoivent un peu comme les suffragettes de la fin du XIX^e siècle, des militantes qui croient aux coups d'éclat pour faire avancer les choses.

Leur stratégie fait mouche. Trois femmes ont été nommées au Conseil constitutionnel. Les prochains candidats au Panthéon seront des... candidates. Et puis, l'Assemblée nationale vient de voter la nouvelle loi sur la prostitution. Membre d'un collectif «abolitionniste», OLF a joué un rôle clé dans cette bataille.

Quatre ans après sa création, le mouvement OLF compte 1200 membres et une vingtaine d'antennes régionales. OLF est devenu un interlocuteur incontournable.

(femme en argot) permet aux femmes de ventiler leurs frustrations. Les meilleures entrées seront regroupées sous le titre *Le petit livre du sexisme illustré*.

Pour asseoir sa crédibilité, OLF s'appuie sur des

préoccupations qui rejoignent celles des femmes de leur génération, les filles de l'OLF font entrer une bouffée d'air frais dans le paysage féministe traditionnel. Un premier reportage de deux pages dans

«C'est notre plus grande victoire», se réjouissait Julie Muret, cette semaine. Elle ne se fait pas d'illusions: le débat se déplace maintenant vers le Sénat, et il sera rude.

Le mur des inégalités

Comme plusieurs de ses compagnes, Julie Muret a frappé le mur des inégalités en arrivant sur le marché de travail. Documentaliste, elle a vu dès son premier stage qu'en France, l'avenir ne se décline pas de la même façon au féminin et au masculin. «Très vite, les chemins divergent.» Il y a des discriminations subtiles, des attentes à géométrie variable selon le sexe.

«Les lois sur l'égalité existent, mais elles ne sont pas toujours appliquées», déplore Julie Muret. Beaucoup d'employeurs trouvent encore que c'est un poids d'embaucher une femme.»

Au pays de Simone de Beauvoir, les mentalités n'évoluent pas vite. «On a l'impression que tout va bien, mais la France est en retard, c'est un pays très macho.»

Porté à bout de bras par des bénévoles, financé en grande partie par ses membres, OLF est en pleine crise de croissance. Il est question d'embaucher un premier employé, d'ouvrir un vrai bureau.

De nouvelles batailles pointent à l'horizon de 2014. Dont celle contre le «sexisme à la fac» et les cérémonies de bizutage dégradantes pour les étudiantes.

Et le foulard islamique? Julie Muret soupire: le fichu voile. La question du hijab divise son mouvement. Il y a celles qui n'y voient qu'un symbole d'oppression à proscrire. Et celles qui veulent inclure les femmes musulmanes – voilées ou pas. Incapables de s'entendre entre elles, ces néo-féministes ont décidé de ne pas prendre position sur ce sujet. Elles ont balayé le hijab sous le tapis.

Corée du Nord Expulsion d'un Américain de 85 ans

La Corée du Nord a annoncé hier avoir expulsé un Américain âgé de 85 ans, emprisonné depuis fin octobre. Merrill Newman, originaire de Californie, a été expulsé «pour raisons humanitaires», a indiqué l'agence

de presse officielle KCNA, soulignant son état de santé et ses «remords sincères». La Corée du Nord détenait M. Newman, vétéran de la guerre de Corée, en raison d'«actes hostiles», qui n'ont pas été précisés. — AFP

UNE VIOLENTE TEMPÊTE BALAIE L'EUROPE



PHOTO PATRICK LUX, AGENCE FRANCE-PRESSE

Une puissante tempête, dont les vents étaient d'une force comparable à ceux d'un ouragan, a balayé jeudi tout le nord de l'Europe et provoqué le plus important raz-de-marée en 60 ans. À Londres, la barrière de la Tamise – permettant de contrôler le niveau du fleuve – demeurerait fermée hier pour une deuxième journée consécutive afin de protéger la ville des flots. En Allemagne, les eaux de l'Elbe inondaient la séculaire halle de vente à la criée aux poissons de Hambourg. La tempête a fait une dizaine de morts au Royaume-Uni et sur le continent.

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2013-12-06

Célébration Lot de 25 000 \$ (non décomposable) **496C893**
Il est à noter que le lot doit être réclamé dans l'année qui suit le tirage

Québec MAX 14 19 20 22 30 34 35 COMPL. (c) 10

SÉLECTIONS GAGNANTES DES LOTS ADDITIONNELS
7 X 1 MILLION \$ (PARTAGEABLE)

02 03 06 14 26 41 42	09 16 23 29 33 38 48
08 19 24 35 39 40 49	04 07 09 21 35 45 48
08 10 22 26 31 36 44	06 13 25 31 38 47 49
06 19 23 24 25 40 42	(SÉLECTIONS NON DÉCOMPOSABLES)

Lotto MAX Résultat non disponible

LE NOUVEAU LOTTO 649 Ce soir, 5 MILLIONS (approximatif) + 1 MILLION garanti

La Mini 252846 | **La Mini Lots Bonis** 50 lots de 1 000 \$ (non décomposables)

126A941	234A936	315A423	517A459	684A445	901A931
131A424	237A746	316A379	540A740	685A244	933A978
144A444	262A938	338A167	550A163	687A798	935A993
189A453	269A832	360A146	550A612	730A251	941A572
208A391	270A392	386A967	613A122	731A529	972A901
219A399	289A817	395A939	631A522	741A525	997A611
220A249	305A160	440A285	651A441	822A613	998A017
231A374	313A066	509A199	663A677	830A636	999A615

banco 02 04 16 17 19 21 23 24 32 35 39 40 41 43 45 46 54 57 60 68 | **Extra** 5217942

Tous les résultats chez votre détaillant ou à lotoquebec.com

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

WATERMAN PARIS

DEPUIS 1861 **Stylo**.ca

MAINTENANT À MONTRÉAL, LA PLUS BELLE BOUTIQUE DE STYLOS DU CANADA.

Place Laurier Québec | Carrefour Laval Laval | Niveau métro Simons Centre-Ville Montréal | 514 284-1295

Vol de matériel radioactif Six hommes arrêtés

Six hommes qu'on croit être les auteurs du vol lundi d'un camion transportant du matériel de radiothérapie usagé «extrêmement dangereux» ont été arrêtés et hospitalisés, ont indiqué les autorités mexicaines hier. Deux des hommes arrêtés souffrent «de sérieux problèmes de santé». La Commission nationale de sécurité nucléaire et de sauvegarde (CNSNS) a accusé l'entreprise de transport de négligence pour n'avoir pas fait accompagner le camion de transport par une escorte. — AFP

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO REUTERS

Venezuela
Des sondages favorables au Parti socialiste

Le Venezuela vote demain pour des élections municipales aux allures de référendum sur la gestion du président Nicolas Maduro, en butte à une forte inflation. Les sondages privés révèlent que ses mesures économiques sont favorablement accueillis par la classe moyenne, qui serait finalement moins encline que prévu à pénaliser le parti socialiste au pouvoir dans les urnes.

— AFP



PHOTO REUTERS

Italie Six ans de prison pour un ex-imam

Un tribunal italien a condamné hier à six ans de prison pour terrorisme international Abou Omar, de son vrai nom, Osama Mustafa Hassan Nasr. Cet ex-imam égyptien avait été victime en 2003 d'un enlèvement à Milan pour lequel 23 agents de la CIA ont été condamnés. La peine a été prononcée par contumace, l'accusé se trouvant en Égypte.

— AFP



PHOTO REUTERS

Chine La zone de défense aérienne sème l'inquiétude

Washington a appelé hier la Chine à mettre en place un « téléphone rouge » avec la Corée du Sud et le Japon dans un contexte tendu par la « zone de défense aérienne » définie par Pékin en mer de Chine. « La Chine devrait travailler avec les autres pays, dont le Japon et la Corée du Sud, pour mettre en œuvre des mesures destinées à rétablir la confiance, dont des canaux de communication d'urgence pour faire face aux dangers créés par sa récente annonce », a déclaré hier Marie Harf, une porte-parole du département d'État.

— AFP



PHOTO REUTERS

Yémen Al-Qaïda revendique l'attentat à Sanaa

Le réseau Al-Qaïda a revendiqué hier le spectaculaire assaut contre le site du ministère yéménite de la Défense. Dans un communiqué, Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) affirme que l'objectif de l'attaque était une salle de contrôle des drones visant régulièrement ses combattants au Yémen.

— AFP

États-Unis Le Sénat envisage des sanctions contre l'Iran

Contre l'avis de Barack Obama, le Sénat américain envisage de voter un nouveau volet de sanctions contre l'Iran, une loi qui, selon Washington, risquerait de saboter l'accord sur le nucléaire iranien arraché à Genève. Les lieutenants

et ministres du président américain font le siège du Congrès depuis des semaines pour convaincre les élus de ne pas court-circuiter le délicat cycle de négociations de six mois ouvert dans la foulée de l'accord intérimaire du 24 novembre. Peine

perdue, la campagne de lobbying, en public et en privé, ne semble pas avoir dissuadé les nombreux élus qui estiment que l'escalade de sanctions est le seul mécanisme efficace pour pousser Téhéran à négocier.

— AFP



PHOTO AFP

AUBAINE DU JOUR

SAMEDI 7 DÉCEMBRE

1 750 \$ de rabais
948 \$
Ord. 2 698 \$

Duo-sommeil grand lit à plateau-coussin Hi-Loft Vienna, collection Beautyrest Recharge de SIMMONS

800 ressorts ensachés avec mousse TruTemp infusée de gel et mousse viscoélastique AirCool aidant à réguler la température du corps et à soulager l'inconfort aux points de pression.

En exclusivité

Et jusqu'à 65 % de rabais sur tous les autres duos-sommeil

Livraison locale et installation sans frais à l'achat d'un duo-sommeil.
En magasin ou par téléphone au 1-888-257-6784

DIMANCHE 8 DÉCEMBRE

19⁹⁹

Ord. jusqu'à 69 \$

Peignoirs pour elle et lui

Exceptions ci-dessous.

Et 50 % de rabais sur d'autres peignoirs

Peignoirs pour homme. Ord. 70 \$ à 109 \$

Peignoirs pour femme. Ord. 70 \$ et plus

Exceptions ci-dessous.



LA BAIE D'HUDSON

Aucun bon d'achat différé ni redressement de prix. Aucune commande anticipée. Les commandes téléphoniques sont acceptées pour l'offre « Aubaine du jour » sur le duo-sommeil. Cette offre est en vigueur jusqu'à épuisement des stocks et ne peut être combinée avec aucune autre. Le choix varie selon le magasin. Tous les rabais s'appliquent à nos prix ordinaires, à moins d'indication contraire. Précisions en magasin. EXCEPTIONS - Peignoirs au rayon des peignoirs pour homme : Calvin Klein, Emporio Armani, Hugo Boss et articles dont le prix se termine par 99 \$. Peignoirs au rayon des peignoirs pour femme : Calvin Klein, Diesel, Betsey Johnson, Jessica Simpson et articles dont le prix se termine par 99 \$.

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

« Citizen Lambert »



FRANÇOIS CARDINAL
 francois.cardinal@lapresse.ca

Après avoir œuvré pendant 34 ans au sein du Centre canadien d'architecture qu'elle a fondé, Phyllis Lambert passe le flambeau. L'inépuisable grande dame souhaite consacrer plus de temps à ses occupations internationales, notamment.

Celapeut surprendre tant ceux qui imaginaient M^{me} Lambert prendre une retraite méritée à 86 ans que ceux qui la connaissent par ses seuls combats patrimoniaux des 40 dernières années à Montréal.

Phyllis Lambert a beau quitter la tête du CCA, elle continuera de contribuer au devenir de l'architecture... et de Montréal.

Or fait moins connu, elle est aussi une architecte, une historienne, une auteure et une conférencière au rayonnement international. Son remplacement à la tête du CCA est donc une perte pour ce dernier (même si elle y demeure impliquée), mais pas pour Montréal ni pour l'architecture, deux passions qu'elle continuera à poursuivre avec fougue.

Peu de gens mesurent l'envergure de ce personnage ayant côtoyé à la fois Picasso, Brancusi et Le Corbusier. M^{me} Lambert a beau être menue et discrète, elle n'en mène pas moins large depuis ce fameux jour de 1954, lorsque son père Samuel Bronfman lui demandait son avis sur les esquisses de son futur siège social.

Simple artiste en rade à Paris, sa réponse allait changer le cours de sa vie... et de l'architecture contemporaine. Elle a envoyé

une lettre condamnant le projet, s'est rendue à New York, a embauché le mythique Mies van der Rohe puis assumé la planification de ce qui allait devenir le Seagram Building. Sans avoir de formation en architecture.

Or ce gratte-ciel allait non seulement faire passer New York du béton au verre, mais aussi devenir l'un des icônes de l'architecture du XX^e siècle. Une histoire que M^{me} Lambert raconte d'ailleurs avec moult détails dans l'ouvrage *Building Seagram* qu'elle a publié le printemps dernier après 10 ans de travail. Un livre qui a reçu des éloges pour son apport à l'histoire de l'architecture contemporaine.

On y découvre une *self-made woman*, une praticienne doublée d'une théoricienne redoutable, une femme d'une détermination inébranlable, capable d'un travail acharné. Des qualités qui, justement, expliquent son formidable cheminement entre la construction de cet important édifice et l'écriture du livre qui raconte ses dessous.

On comprend ainsi mieux le parcours de cette artiste sans expérience devenue professionnelle primée, d'abord par ses études avec le grand Mies van der Rohe, ensuite par ses projets menés à titre d'architecte ou de consultante au Caire, à Toronto, à Los Angeles et à Montréal.

On saisit mieux le personnage aussi, celui qui, à force d'opiniâtreté, a réussi à faire du CCA un lieu unique, à la réputation mondiale. Celui, également, qui accomplit inlassablement son « acte de mentorat planétaire », pour reprendre les mots de Dinu Bumbaru, d'Héritage Montréal (organisme qu'elle a fondé). Un mentorat qui, par ses nombreuses collaborations et conférences, fait d'elle aujourd'hui une figure en vue de l'architecture internationale.

Bref, en plus de la militante du patrimoine que l'on connaît, celle qu'un documentaire baptisait « Citizen Lambert » est une citoyenne du monde dont la contribution continuera de rejaillir sur l'architecture... et sur Montréal.

L'Est contre l'Ouest



MARIO ROY
 mroy@lapresse.ca

C'est un conflit politique et social aux dimensions multiples, un conflit de générations, d'identités, d'intérêts économiques, de visions opposées de l'avenir du pays. La « rue » ukrainienne est mobilisée depuis plusieurs jours, ce qui rappelle la Révolution orange de 2004. L'épicentre des manifestations populaires se trouve au même endroit, place de l'Indépendance, à Kiev. De la même façon aussi, l'affrontement se porte sur la scène internationale.

Mais, cette fois-ci, il y a eu de la violence. Samedi et dimanche derniers, la police est intervenue de façon si féroce que le procureur général a dû ouvrir une enquête criminelle sur le comportement des forces de l'ordre.

L'occupation de la place et de certains édifices publics, dont l'hôtel de ville, se poursuit donc. La « rue » n'est pas isolée. Trois ex-présidents ayant officié depuis 1991 – Kravtchouk, Koutchma, Touchtchenko – appuient la mobilisation. Et, jeudi, le ministre des Affaires étrangères du Canada, John Baird, s'est joint aux manifestants et a été salué par la foule.

■ ■ ■

De quoi est-il question? D'une affaire qui torture le pays depuis son indépendance, en 1991, dans la foulée de l'implosion de l'URSS. Pour faire court, c'est l'Est contre l'Ouest, une sorte de bégalement de la guerre froide: l'Ukraine doit-elle conserver et même intensifier ses liens avec la Russie ou plutôt se tourner vers l'Europe?

Les dizaines de milliers de personnes qui manifestent à Kiev (sans compter les grèves générales dans d'autres régions), armées du drapeau étoilé de l'Union européenne, sont apparues lorsque le processus d'intégration continentale a été rompu par le gouvernement, proche de Moscou.

Ce que ces gens veulent, surtout les jeunes, c'est l'accès à la prospérité occidentale: en deux décennies, même délogée de la poigne soviétique, l'Ukraine n'a pas réussi à vraiment décoller.

Ce que veulent les jeunes Ukrainiens, c'est l'accès à la prospérité occidentale.

Mais est-ce si simple? Bien sûr que non. La population est très divisée.

L'Ukraine est organiquement liée à la Russie depuis des siècles. Elle abrite une minorité russe importante – laquelle a du pouvoir – et compte davantage encore de russophones. Du point de vue économique, le lien est serré. Et cheminer vers l'Europe ne serait pas qu'une partie de plaisir: participer à une économie moderne et compétitive nécessiterait dans l'immédiat de lourds investissements et coûterait des dizaines de milliers d'emplois.

En outre, l'Ukraine constitue un enjeu non seulement économique et politique, mais aussi stratégique, pour le « tsar » Vladimir Poutine. Ainsi que pour l'Ouest et les États-Unis en particulier, qui tentent depuis 1991 – pas toujours subtilement – de faire basculer de leur côté cette « petite Russie », comme l'Histoire l'a souvent nommée, allongée aux portes de la grande.

Les Ukrainiens devront un jour en décider. Il faut juste espérer que ce sera de façon démocratique, informée et sereine.

SIX JOURS ET LA SUPER-POUTRE TIENT TOUJOURS...



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

LA PRESSE+

Voyez la caricature en mouvement de Serge Chapleau dans *La Presse* +.

OPINION

L'habit ne fait pas le fonctionnaire



CLAUDE GAUDET
 Conseiller en gestion de changement, l'auteur habite Saint-Bruno.

L'habit ne fait pas le moine. C'est le caractère de la personne qui fait le moine. Les qualités et les défauts (i.e. le caractère) d'une personne ne font pas non plus l'institution dans laquelle cette personne travaille.

Accurso n'est pas l'industrie de la construction et Zampino ne fait pas la Ville de Montréal. Le fait que tous les policiers portent le même uniforme ne fait pas le Service de Police de la Ville de Montréal. Le SPVM n'est ni honnête ni malhonnête parce que plus ou moins de ses policiers sont honnêtes ou malhonnêtes. Le SPVM existe au-delà des qualités et des défauts, ou des habits, des policiers qui le représentent. Il y a toujours eu des voleurs et des saints dans le temple. Dans tous les temples.

L'habit ne fait pas la religion. On ne peut pas dire que les Jésuites habillés en noir étaient plus catholiques ou moins catholiques que les Dominicains qui, eux, portaient jadis des soutanes blanches. Monsieur et madame tout le monde n'ayant jamais porté de soutane, ou de crucifix, pouvaient aussi être de très bons catholiques. Jésus n'a jamais dit aux chrétiens comment s'habiller, ou de quelle dimension devrait être leur crucifix, ni

même s'ils devaient en porter un ou pas. Pas plus d'ailleurs que Mahomet, Abraham, Bouddha, etc. ne l'ont fait pour leurs propres adeptes, je présume.

C'est le fait de fondateurs de sous-groupes religieux de dicter l'habit que leurs adeptes devront porter, ou les signes qu'ils devront arborer. Les groupuscules religieux ne devraient pas se prendre pour « le » peuple, et encore moins se prendre pour la religion d'un peuple. La soutane ou le surplis ne font pas le catholicisme, pas plus que la kippa ne fait le judaïsme ou que le hidjab ne fait l'islam, etc.

décideraient de s'habiller à l'avenir. L'habit ne fait pas le fonctionnaire et le fonctionnaire ne fait pas l'État. Le gouvernement n'est pas un groupuscule.

L'Assemblée nationale n'a donc absolument pas besoin de dicter la façon dont les fonctionnaires s'habillent, ni les signes religieux qu'ils peuvent arborer ou non, pour que le Québec devienne juridiquement laïc. Un simple amendement à la Charte des droits et libertés du Québec suffirait. Pas besoin de loi particulière.

L'État pourrait également promulguer l'égalité entre les femmes et les hommes en l'inscrivant explicitement dans la

L'Assemblée nationale n'a pas besoin de dicter la façon dont les fonctionnaires s'habillent, ni les signes religieux qu'ils peuvent arborer ou non, pour que le Québec devienne juridiquement laïc. Un simple amendement à la Charte des droits et libertés suffirait.

Au-delà de l'habillement, il y a des bons et des mauvais catholiques, comme des bons et des mauvais islamistes, juifs, bouddhistes, hindouistes, etc. J'irais même jusqu'à dire qu'il y a des bons et des mauvais athées.

Lorsque j'applique un raisonnement semblable à la fonction publique québécoise, j'en arrive à la conclusion que la laïcité pourrait avoir une existence juridique indépendamment de la façon dont les fonctionnaires

Charte des droits et libertés. La Charte étant elle-même la loi fondatrice qui prime sur toutes les autres lois, l'État québécois serait de facto laïc et non-ségrégationniste eu égard au sexe, à la religion, à l'habillement ou aux signes religieux que ses fonctionnaires peuvent arborer ou non.

Pas besoin d'une loi non plus pour enlever le crucifix à l'Assemblée nationale. Plutôt une échelle.

LA PRESSE+

DÉBATS, DIMANCHE



▶ Nos peuples autochtones gagnent à être connus

Pour l'anthropologue Pierre Lepage, la perception négative des autochtones est basée sur des incidents isolés qui ont donné mauvaise presse à des communautés qui ont beaucoup à apporter à notre société.



ÉDITORIAL >

Acheter sans se faire plumer

par Ariane Krol

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
 Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?
 Écrivez-nous à debats@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
 commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
 www.lapresse.ca/abonnement

PUBLICITÉ 514.285.6931

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
 petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
 dec@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
 carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de l'imprimerie Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

À BIEN Y PENSER

Voici encore une structure politique visant à protéger les amis de la responsabilité ministérielle: l'Agence des infrastructures de transport. Un conseil d'administration sans pouvoir, pourvu de salaires faramineux et d'allocations généreuses et non contrôlées. Plus ça change, plus c'est pareil. Il y aura peut-être encore du travail pour une future commission.

— Pierre McDuff

DÉBATS

Le prix du livre



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

En 1981, quand la France, sous la présidence de François Mitterrand, a imposé le prix unique du livre, qui aurait imaginé qu'un jour viendrait où l'on lirait sur des tablettes électroniques des livres qu'on aurait commandés par internet en quelques minutes?

Et voilà que le ministre Maka Kotto arrive, 30 plus tard, avec la même idée... Mais il faut croire qu'il n'est jamais trop tard pour copier ce qui s'est fait ailleurs il y a trois décennies!

Au départ, le raisonnement était bancal, pour ne pas dire simpliste: le livre, disait-on (et répète-t-on ici aujourd'hui) n'est pas «un produit comme un autre»...

Mais pourquoi la sacralisation du livre à l'exclusion de tout le reste? Faut-il en déduire que la peinture, la sculpture ou la musique, qui sont pourtant des objets culturels au même titre que le livre, sont, eux, assimilables à une boîte de petits pois? Que les éditeurs et les distributeurs sont de purs esprits qu'aucun souci commercial n'anime? Et que tous les livres, incluant les bouquins de recettes de cuisine et de croissance personnelle qui assurent l'essentiel des ventes, relèvent de la création littéraire?

Le prix unique du livre n'a pas empêché les malheurs de s'abattre sur le marché culturel français.

Mais là n'est pas l'important. Ce qui s'est passé, c'est que malheureusement, l'initiative de l'ancien ministre Jack Lang n'a pas empêché les malheurs de s'abattre sur le marché culturel français.

Virgin, la grande enseignante qui dominait les Champs-Élysées, a fait faillite l'an dernier. La célèbre Fnac est menacée du même sort. Sa direction réussira peut-être à éviter le naufrage grâce à des réaménagements brutaux: suppression de postes, ouverture le dimanche (un quasi-sacrilège en France), vente de jouets, de jeux et de petits électroménagers (comme chez Renaud-Bray), efforts désespérés, mais tardifs pour faire face à la concurrence meurtrière d'Amazon... La Fnac est à vendre, mais personne ne veut l'acheter.

Plus triste encore, à Paris, la ville qui a inspiré tant d'écrivains, les petites librairies ferment les unes après les autres... preuve, s'il en fallait une, que ce ne sont pas les grandes chaînes qui les tuent, mais la marche inexorable de la modernité, de même que le fait que la lecture est partout en perte de vitesse, sauf chez une minorité d'irréductibles.

Le Québec, avec une population six fois plus petite que la France, peut se compter chanceux d'avoir une grande chaîne de librairies (Renaud-Bray, avec ses 30 succursales) qui semble bien fonctionner, en partie grâce à son jeune patron, le fils du fondateur, qui a su prendre à temps le virage numérique.

Quant à savoir qui profitera de la future politique gouvernementale, qui vise ultimement, par l'interdiction temporaire des rabais, à sortir les géants comme Wal-Mart et Costco du marché du livre, bien malin qui pourrait le prédire...

Bien évidemment, ce ne seront pas les consommateurs qui en profiteront puisqu'on les privera de la possibilité d'acheter des best-sellers à meilleur compte... toute une incongruité, dans ce Québec qui compte moins de lecteurs que partout ailleurs au Canada!

Les gens qui auraient impulsivement acheté un best-seller en vente chez Costco et qui auraient peut-être ainsi pris goût à la lecture se rabattraient-ils sur une petite librairie de quartier? Douteux. Iront-ils chez Renaud-Bray ou dans l'une des 15 succursales d'Archambault? Même pas sûr... Mais bon, on verra. On ne peut que souhaiter que le pari réussisse.

Chose certaine, tout comme les épiceries fines qui se sont taillé une place à côté des supermarchés, le salut des librairies indépendantes passe par des «niches»: un service personnalisé, un libraire particulièrement compétent, un choix judicieux de livres, un espace convivial avec Wi-Fi, machine à café, journaux et viennoiseries... Toutes choses que le gros commerce ne peut offrir.

NELSON MANDELA, 1918-2013



PHOTO REINHARDT HARTZENBERG, GCIS VIA REUTERS

LE PLUS GRAND

Alors que presque tous les hommes de pouvoir divisent pour régner et seraient prêts à se vendre au diable pour s'accrocher au pouvoir, le très regretté Nelson Mandela, Madiba, a réussi à faire quelque chose d'infiniment plus difficile et digne de respect: il a su pacifier et réunir une nation divisée par des décennies de violences sanglantes et d'oppression raciale. Mandela a mis fin à l'apartheid malgré la résistance de nations aussi puissantes que les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui n'ont rien pu contre son charisme. Ensuite, après seulement un mandat à la présidence de son pays, il s'est retiré. C'est pour cette raison que Mandela est infiniment plus grand que tous les autres hommes politiques de son temps. Et c'est pour cette raison que tous ces hommes lui rendent hommage aujourd'hui, qu'ils s'inclinent devant lui et devant son legs politique et humain.

Federico Bonfiglio, Montréal

Un modèle

Les bons mots, voire les clichés, pleuvent depuis la mort de Mandela. Ce dernier, bien humble, aurait sans aucun doute dit qu'on en faisait trop. Il aurait raison, mais ce déluge d'éloges montre bien que les gens ont un grand besoin de modèles, de modèles «près» d'eux, par l'entremise des médias. Pascal avait raison: «L'homme dépasse l'homme». Ce fut certainement le cas pour le libérateur de l'Afrique du Sud.

Michel Lebel

L'exemple d'un héros

Ce sage du 20^e siècle, qui a traversé les âges, a été un père pour tous les Africains et un leader charismatique libérant son

peuple et leur rendant la dignité qu'il méritait. Cet avocat révolutionnaire, prisonnier et président, a combattu au péril de sa vie, afin d'inculquer à ses semblables l'égalité et la liberté. De ce fait, quatre ans après la fin de son long séjour à l'ombre, il est devenu président et a préféré la réconciliation à la revanche. La leçon contemporaine de vie politique et morale que Nelson Mandela nous laisse à tous est un exemple de détermination à lutter contre l'oppression et l'injustice. C'est également le courage des décisions difficiles qu'il a dû prendre en tant que président et des paroles de vérité qu'il a lancées au monde entier. Il faudrait retenir de ce visage souriant, sa bienveillance, sa chaleur humaine, son respect envers les autres, sa politesse, sa courtoisie et sa compassion. Quel bel exemple!

Jocelyn Boily, Québec

Vous dormez au fond de nos cœurs

Quand j'ai appris le décès de cet immortel appelé Nelson Mandela, je me suis rappelé certaines paroles de *La ballade de Sacco et Vanzetti*:

«Maintenant Nicolas et Bart
Vous dormez au fond de nos cœurs
Vous étiez tout seuls dans la mort
Mais par elle vous vaincrez»

Je me suis aussi souvenu d'une vieille publicité. Une entreprise se prétendait «solide comme le Roc de Gibraltar». Mais cette prétendue solidité est plutôt celle qui a caractérisé Nelson Mandela, ce grand homme, inusable, probe, indestructible et vigoureux. Même dans la mort, bien méritée à son âge, il restera l'incassable, le roc qui a brisé l'apartheid et qui a su rallier de nombreux «ennemis» et adversaires.

Jean-Serge Baribeau, sociologue

Une vision inclusive

Le décès de Nelson Mandela me rappelle comment une personne qui a réellement souffert peut amener une vision large, paisible et inclusive. Inclusive même de la race qui a opprimé son peuple par la privation de ses droits fondamentaux, inclusive même à ceux qui l'ont envoyé en prison pendant 27 ans. Dans le contexte de la vie et la vision de Mandela, voir votre gouvernement proposer des lois qui enlèvent le choix de vêtements à ces citoyens, de vous voir faire appel à la peur et l'intolérance dans la population – ça fait réfléchir.

Colleen Lashuk, Montréal

Je verse une larme pour toi, Madiba

J'étais présent lors de ton discours à Montréal. Juste après ta sortie de prison. À cette époque, je ne comprenais pas encore l'anglais. J'étais juste certain d'être témoin de l'histoire en marche si je me rendais t'écouter. Bien que je ne comprenais pas tes paroles. Je comprenais que tu nous parlais de liberté, fraternité et égalité. Je ne saisisais pas tes mots. Mais je saisisais ton message. Tu nous as prouvé que le pardon était plus puissant que la vengeance. Je verse une larme pour toi Madiba. Maintenant que tu as rejoint le panthéon des grands. Aux côtés de Gandhi, René Lévesques et Martin Luther King. Même si Nelson Mandela n'est plus. Sa légende va se perpétuer plusieurs décennies encore.

Jaques-Michel Desfossés

« Monsieur Montréal »

En exigeant que Jacques Parisien démissionne de la présidence du C.A. de la société du 375^e anniversaire de Montréal, Denis Coderre a insulté toute la communauté d'affaires



GAÉTAN FRIGON
Président exécutif de Publipage, l'auteur a été PDG de la SAQ et de Loto-Québec. Il collabore régulièrement aux pages Débats.

Je veux bien comprendre qu'en ce début de mandat, le maire de Montréal, Denis Coderre, veuille démontrer qu'il peut laver plus blanc que blanc, plus blanc que ses prédécesseurs. C'est de bonne guerre, mais encore faut-il qu'il vise les bonnes personnes à qui donner des leçons.

En exigeant que Jacques Parisien quitte son poste de Président du conseil d'administration de la Société des célébrations du 375^e anniversaire de Montréal, c'est toute la communauté d'affaires de Montréal que monsieur le maire a insultée en lui envoyant un message lourd de conséquences. D'ailleurs, avant d'aborder la «saga Tourisme Montréal», qui a mené à cette demande de démission, voyons voir qui est Jacques Parisien.

On ne compte plus les millions de dollars recueillis par Jacques Parisien dans des collectes de fonds pour toutes sortes de causes. Dans le milieu, on l'appelle «Monsieur Montréal» tellement il aime cette ville. Il est de tous les combats quand vient le temps de la soutenir, d'en faire la promotion et d'aider ceux qui y vivent.

En fait, il est le bénévole par excellence, car il ne veut pas de salaire, pas plus qu'il ne veut de remboursement de dépenses quand vient le temps d'aider Montréal. Il fait tout cela bénévolement. Voici d'ailleurs

certaines des implications sociétales de Jacques Parisien à Montréal au cours des 10 dernières années, lesquelles méritent d'être soulignées, d'autant plus que ses fonctions exécutives au sein d'Astral prenaient déjà tout son temps:

– Président du conseil d'administration de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, et ce, bénévolement.

– Président du conseil d'administration de la Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse, et ce, bénévolement.

– Membre du conseil d'administration et président de la campagne de collecte de fonds de l'Accueil Bonneau, et ce, bénévolement.

– Président du conseil d'administration de la Fondation de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie de Montréal, et ce, bénévolement.

Si Montréal préfère avoir des contrôleurs de dépenses plutôt que des promoteurs comme administrateurs, qu'on mette tout le monde dehors et qu'on les remplace par des vérificateurs de Québec.

– Président sectoriel de la campagne de financement de Centraide du Grand Montréal, et ce, bénévolement.

– Président du conseil d'administration du Musée Pointe-à-Callière, et ce, bénévolement.

– Président du groupe de travail sur la gouvernance culturelle de la Ville de Montréal, et ce, bénévolement.

– Président du conseil d'administration de la Société des célébrations du 375^e anniversaire de Montréal, et ce, bénévolement.

– Président du conseil d'administration de Tourisme Montréal, et ce, bénévolement.

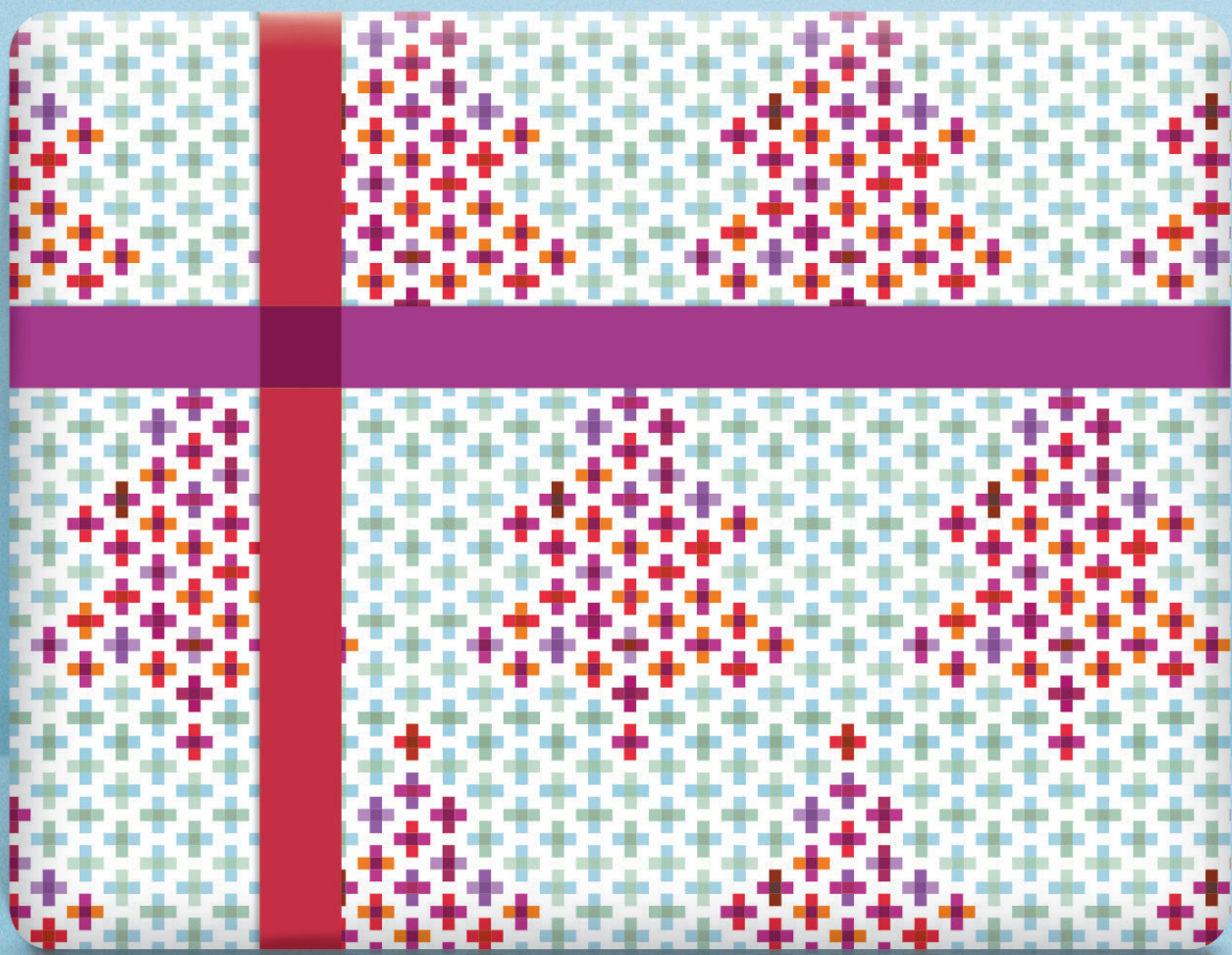
Jacques n'a jamais demandé à devenir président du conseil d'administration de Tourisme Montréal. On l'a supplié d'accepter ce poste. Et pourquoi l'a-t-on supplié d'accepter ce poste? Certes pas pour qu'il passe au peigne fin les allocations de dépenses de Charles Lapointe (le vrai dirigeant de Tourisme Montréal, celui qui s'occupait de la gouvernance et de tout l'aspect administratif), mais plutôt pour qu'il utilise son influence, ses contacts et ses connaissances pour augmenter le nombre de touristes à Montréal.

Son rôle avait tout à voir avec les grandes orientations à donner, avec les collectes de fonds et la promotion de la ville. Si on lui avait dit que son rôle premier en serait un de fonctionnaire, je doute que

Jacques Parisien aurait accepté ce poste non rémunéré.

Si Montréal préfère avoir des contrôleurs de dépenses plutôt que des promoteurs comme administrateurs, qu'on mette tout le monde dehors et qu'on les remplace par des vérificateurs de Québec. Nous aurons alors la certitude que les allocations de dépenses et les grilles salariales seront respectées à la lettre, mais, malheureusement, les chambres des hôtels de Montréal seront vides. Est-ce cela que l'on veut?

EMBALLANTE LA PRESSE+ ?



LA PRESSE+, C'EST UN CADEAU DE TOUS LES JOURS.
DÉCOUVREZ VOTRE PAPIER D'EMBALLAGE
DANS L'ÉDITION D'AUJOURD'HUI.



App Store est une marque de service d'Apple Inc.

La Presse+ vous souhaite
de joyeuses fêtes.

LaPressePlus.ca

